

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ECONOMIE DE L'ELEVAGE BOVIN EN NIVERNAIS

par

Sadi LOUGUET

THÈSE

pour le

DOCTORAT EN DROIT

soutenue le 28 Mai 1938

à 14 heures

.....

Membres du Jury :

Président : M. BAUDIN

Suffragants : MM. NOGARO, DOLLÉANS

.....

1938

Imp. M. CLOIX - Nevers



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ECONOMIE
DE L'ELEVAGE BOVIN
EN NIVERNAIS

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ECONOMIE DE L'ELEVAGE BOVIN EN NIVERNAIS

par

Sadi LOUGUET

THÈSE

pour le

DOCTORAT EN DROIT

soutenue le 28 Mai 1938

à 14 heures

Membres du Jury :

Président : M. BAUDIN

Suffragants : MM. NOGARO, DOLLÉANS

Décembre 1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



CHAPITRE PREMIER

LE CADRE

I. ASPECT PHYSIQUE.

1° Le Morvan.

2° Le Plateau Nivernais.

3° La Plaine.

II. CLIMAT.

III. POPULATION.

CHAPITRE PREMIER

LE CADRE

I. ASPECT PHYSIQUE.

Comme la majorité des départements français, la Nièvre n'a pas d'unité géographique. Les limites qui lui ont été fixées en 1790 sont tout à fait conventionnelles, sauf à l'Ouest. En effet, au Nord, elles traversent la Puisaye, dont le département de l'Yonne a englobé la majeure partie. A l'Est, elles ont laissé une partie du Morvan à la Saône-et-Loire. Au Sud, aucun accident géographique ne la sépare du département de l'Allier. Enfin, à l'Ouest, sa frontière est presque entièrement constituée par la Loire et l'Allier.

Sa superficie, de 682.104 hectares, réunit la majeure partie de l'ancienne province du Nivernais à des petites portions de l'Orléanais, du Gâtinais et de la Bourgogne.

On peut diviser la Nièvre en trois zones que leur relief distinct différencie nettement :

1° — à l'Est, le Morvan.

2° — au Nord et au Centre, le Plateau Nivernais, terme qui paraît assez mal appliqué, cette région étant constituée de plusieurs chaînes de collines parallèles.

3° — au Sud et à l'Ouest, les plaines formées par les alluvions de la Loire et de l'Allier.

* * *

1° Le Morvan.

La partie la plus caractéristique du Département, celle dont l'unité apparaît même aux yeux souvent peu attentifs du voyageur, est le Morvan.

Son altitude est peu élevée. Les quelques points culminants sont le Prenelay (852 m.), qui donne naissance à l'Yonne ; le Beuvray (810 m.), ancienne Bibracte ; la Gravelle (630 m.) ; le Montarnu (847 m.).

Ces quelques monts sont, en général, arrondis, car l'action érosive des eaux a pu désagréger les roches granitiques qui représentent la majeure partie de leur ossature. Par endroits, l'affleurement des porphyres donne au paysage un aspect plus tourmenté qui contraste avec les collines granitiques. Triste et froid l'hiver, le Morvan devient l'été une région très agréable, dont la fraîcheur est de plus en plus recherchée. Il doit son pittoresque à ses très nombreuses vallées qui ont toutes leur ruisseau, et aux forêts qui recouvrent la majeure partie de son territoire.

La présence de nombreux lacs, les ruisseaux d'eau claire qui dévalent rapidement les pentes au milieu des berges boisées ou au bas d'escarpements imposants comme ceux que longe l'Yonne, attirent de plus en plus les Touristes pendant la belle saison. Sans avoir la majesté des Alpes, le Morvan recèle un peu partout des sites charmants et variés dans le silence reposant de ses futaies.

De tout temps, le bois fut, pour cette région peu fertile,

la principale ressource. Au XII^e siècle, son exploitation commence. Les Monastères et les Seigneurs tirent leurs revenus de sa richesse sylvestre. Les châteaux s'installent sur les sommets, et le châtelain ou le prieur, après avoir déblayé une portion de terrain, la défrichent et la cèdent à un paysan pour qu'elle soit cultivée. Ce dernier ne possède la terre que sa vie durant ; et, s'il ne laisse pas de descendant, son bien retourne au seigneur.

Cette association entre le seigneur et le paysan est le « bourdelage », qui donne, par la suite, naissance à la « Communauté taisible ». Pour conserver la propriété de la terre, le paysan établira dans sa famille une association en vue de l'exploitation du sol. Le maître de cette communauté est élu par ses membres majeurs, les parsonniers. Chaque membre possède son pécule, et les filles reçoivent en dot la part qui leur revient.

Vers 1830, certaines de ces communautés taisibles existaient encore. Quelques coutumes, dont l'origine remonte à cette organisation, sont respectées de nos jours.

De tout temps, l'activité de la population du Morvan se tourna vers sa forêt, riche par la variété et la valeur des essences qui la composent : le chêne, le hêtre, le châtaignier et les résineux. Jusqu'à la fin du siècle dernier, la région parisienne s'y approvisionna en combustible.

Le lac des Settons fut d'ailleurs créé pour faciliter le flottage des bois pendant la période estivale, et assurer en même temps l'étiage nécessaire au Canal du Nivernais. Situé à 630 mètres d'altitude, cet énorme réservoir, dont la surface peut atteindre 360 hectares, a été formé dans la vallée de la Cure par une levée de 18 mètres de haut. Outre son utilité économique, le lac des Settons attire de nombreux voyageurs qui viennent y chercher le repos dans le cadre magnifique de la forêt qui l'environne de toutes parts.

La population du Morvan, éparpillée dans les vallées, est

peu dense. Non seulement le relief du sol explique cette dissémination (certains villages ne groupent autour du clocher que 5 % de leurs habitants), — mais il fait comprendre également que, facilement défendue, cette région devait être le témoin de faits importants à l'origine de l'histoire de la France. — Le mont Beuvray, siège de l'ancienne Bibracte, *oppidum des Eduens*, vit la défaite des Helvètes par les légions de César, et servit de point de ralliement aux Gaulois qui s'y donnèrent Vercingétorix pour chef.

* * *

2° Le Plateau Nivernais.

A l'ouest du Morvan, nous rencontrons de nombreuses lignes de croupes allongées, parallèles entre elles, dont les sommets, recouverts de forêts, abritent dans les vallées des pâturages excellents qui ont été la source de l'élevage nivernais. Cette partie verdoyante du département rappelle le paysage normand, tant par l'aspect varié de son relief que par la richesse de ses herbages.

Parmi ces riantes collines, on est étonné de rencontrer le massif cristallin de Saint-Saulge, témoin des convulsions géologiques qui ont tourmenté cette région.

Au point de vue hydrographique, le Plateau Nivernais est traversé par la ligne de partage des eaux des bassins de la Loire et de la Seine. Cette ligne, d'une orientation Nord-Ouest-Sud-Est, est jalonnée par des crêtes partant du Morvan vers la région la plus déshéritée du département : La Puisaye. Elle part de 850 mètres pour aboutir à 257 mètres seulement (Mont Prenelay, 850 mètres ; Château-Chinon ; la Colancelle, 290 mètres ; Arzembouy et Entrains, 257 mètres). Ici encore,

le relief moins accidenté est à l'origine des différences ethniques, suffisamment perceptibles, qui existent entre les habitants du Plateau Nivernais et la population morvandelle. Alors que les Eduens, à l'abri des escarpements du Morvan, pouvaient résister victorieusement aux envahisseurs, les Bituriges et les Arvernes du Plateau Nivernais durent s'incliner devant les Romains, les Francs, Arabes et Normands. Ces invasions successives altérèrent le caractère celtique de la race, mieux conservé dans le Morvan.

Il est de constatation courante que la plus grande densité de la population se rencontre près des cours d'eau. La plus grande fertilité en serait-elle la cause ? Il est généralement admis que là n'est pas l'unique raison. Fleuves et rivières constituaient autrefois les seuls liens de communication entre les différentes régions ; et l'on peut supposer que ce fait a surtout incité les populations à s'agglomérer le long des grandes rivières.

Nevers (*Noviodunum*), à cause de sa situation au confluent de la Loire et de l'Allier et le long de la grande voie de pénétration vers le Nord, fut, naguère, un des plus importants greniers des légions romaines. Beaucoup plus tard, l'apparition des corporations, qui monopolisèrent la navigation fluviale, fut à l'origine de sa prospérité. Les routes ayant suivi les fleuves, le trafic devint de plus en plus actif vers la région parisienne et les provinces du sud.

Il est curieux de constater que les courants d'idées se sont répandus avec une extrême lenteur dans la région nivernaise, malgré sa position privilégiée entre la Bourgogne, le Massif Central et la Région parisienne. La richesse sylvestre et le relief ont occasionné cette difficulté à la pénétration des idées. Les populations, isolées dans leurs vallées et leurs immenses forêts, formaient autant de collectivités ayant peu de rapports entre elles. Cette hypothèse est renforcée par

l'observation des caractères ethniques de la population morvandelle.

Ainsi donc, il est logique que la partie ouest du département soit plus favorisée pour différentes raisons : relief moins accentué, nature plus riche de son sol, et présence de grandes voies de communication.

Néanmoins, ces dernières ne suffisent pas à expliquer la présence d'usines métallurgiques dans la Nièvre (Fourchambault, Guérigny, Imphy). Il importe de rappeler qu'avant l'utilisation du charbon dans l'industrie du fer, les fonderies s'installèrent près des forêts pour trouver sur place le combustible nécessaire à leur activité. On comprend ainsi que les aciéries, tréfileries et laminoirs se soient établis dans une région où le minerai est insuffisant, et où le charbon, extrait dans la région de Decize, ne répond pas à tous les besoins de la métallurgie moderne.

* * *

3° La Plaine.

La « Plaine » est l'appellation de cette bande assez étroite, qui, bordant la Loire, a été formée par les alluvions du fleuve (cantons de La Charité, Pouilly et Cosne). Abrisée des vents froids, cette contrée s'est révélée favorable à la culture de la vigne (cru de Pouilly).

D'autre part, le val d'Allier convient bien à la production des céréales. Les pâturages y prospèrent également. L'on y rencontre de grosses fermes qui comptent parmi les plus importantes du département, bien que leur exploitation soit assez fréquemment gênée par l'inconstance de l'Allier. Quant à la Puisaye, son sol peu fertile, son humidité et la rigueur de son climat en font une contrée relativement déshéritée. Insuf-

fisamment drainée par la Vrille, les cultures en céréales y atteignent de faibles rendements, et l'on peut se demander si le déboisement de cette région, autrefois couverte de forêts, était justifié.

Au point de vue hydrographique, la Loire longe le département sur une longueur de 115 kilomètres. Elle reçoit sur sa rive gauche son affluent le plus important, l'Allier ; et, sur sa rive droite, de nombreux affluents et sous-affluents, parmi lesquels la Nièvre, qui a donné son nom au département, et l'Aron, importante rivière qui baigne Decize.

Par son débit irrégulier, par ses crues subites et terribles, la Loire cause souvent de graves inondations, très préjudiciables à la région qui l'avoisine. Elle est doublée sur sa rive gauche par le canal latéral, qui rejoint à Decize le canal du Nivernais. A Sermoise, une dérivation reliant Nevers, — et, à Fourchambault, un embranchement desservant les usines métallurgiques, ont complété le réseau fluvial.

II. CLIMAT.

Le climat de la Nièvre a de grandes similitudes avec celui du bassin parisien, sauf dans la partie Est du département. Le relief en est une des causes principales. Nous empruntons à l'ouvrage de M. Girard, le tableau ci-dessous qui montre que le nombre des jours de pluie augmente à peu près régulièrement avec l'altitude. Le régime des pluies dans la Nièvre est presque toujours dominé par les influences océaniques. (Les vents d'Ouest sont, en effet, les plus fréquents). La vapeur d'eau amenée par ces courants se transforme en ondées dans la mesure où elle doit s'élever plus rapidement au-dessus des accidents du relief qu'elle rencontre. Le Morvan représente ici l'obstacle, et son altitude relative lui vaut de nombreuses périodes de mauvais temps.

Station Pluviométrique	Altitude	Pluviosité	
		Moyenne annuelle en millimètres	Année 1925 en millimètres
Clamecy	147 m.	668	862,7
St-Amand-en-Puisaye	190	773,4	896,2
Nevers	200	780,8	885,5
Châtillon-en-Bazois	233	891,4	1.001,8
Saint-Révérien	312	899,1	1.090
Lormes	424	1.014,3	1.124,9
Château-Chinon	539	1.353,7	1.202,2
Les Settons	595	1.485,5	1.425
Ensemble du département		890,2	1.008,06

III. POPULATION.

Nous avons indiqué succinctement que la population est plus dense le long du fleuve, à cause, non seulement de la fertilité supérieure des terres, mais aussi de la plus grande facilité des communications, du climat plus clément. Le voyageur qui parcourt le plateau nivernais, compris entre les vaux de Loire et d'Allier et le Morvan, est frappé par la richesse du sol, les herbages plantureux, la belle venue des récoltes. Il ne manquera pas de s'étonner que ces richesses n'aient pas attiré et retenu une population plus importante.

Époques envisagées	Population spécifique	
	de la France	Nièvre
1801	51,3	34,1
1851	66,2	47,9
1881	71,2	50,9
1901	73,8	48,9
1926	73,9	38,2
1936	73,	36,6

La moyenne des habitants pour le département, de 51 au kilomètre carré en 1882, est en effet de 36,6 en 1936, moyenne très faible par rapport à l'ensemble du pays (73).

L'examen du tableau suivant permettra de se rendre compte de l'accroissement régulier de la population dans la Nièvre jusqu'en 1882, et de sa diminution non moins constante depuis cette date.

Outre les raisons invoquées en pareil cas, nous insisterons sur les motifs qui nous semblent être propres à la Nièvre. On remarque que la population agricole se maintient dans la mesure où le régime de la petite propriété est plus généralisé. C'est le contraire que nous constatons dans ce département, où la proportion des grands domaines est importante (55 %).

CHAPITRE DEUXIÈME

L'ELEVAGE

I. HISTORIQUE DE L'ÉLEVAGE.

II. LES LIVRES GÉNÉALOGIQUES : LE HERD BOOK

III. L'ÉLEVAGE BOVIN.

1° Généralités.

2° L'Élevage ordinaire et l'Élevage des Reproducteurs.

IV. L'EMBOUCHE.

V. LE LAIT.

CHAPITRE DEUXIÈME

L'ELEVAGE

I. HISTORIQUE DE L'ÉLEVAGE.

De nombreux auteurs ont recherché les origines de la race charollaise. Certains, s'appuyant sur la légende, la font venir de l'Orient ; d'autres, de Toscane. La majorité, il faut le reconnaître, affirme, par contre, que cette race, indigène, s'est établie dans le Brionnais et le Charollais à une époque indéterminée. A notre avis, cette recherche n'offre qu'un intérêt épisodique. Un seul point est certain, c'est son antiquité.

C'est vers 1770 que l'on peut situer son entrée en Nivernais. A cette époque, un agriculteur d'Oyé, dans le Charollais, M. Mathieu, vint se fixer dans une ferme à Anlezy, à quelques kilomètres de Decize. Il y trouva, comme dans son pays d'origine, le même sol argilo-calcaire, très favorable aux herbages, et transforma en prairies les champs dont la culture en céréales ne donnait souvent que des déboires. Et l'on vit bientôt le beau troupeau qu'il avait amené du Charollais se répandre dans d'immenses prairies. Chacun remarqua que cette exploitation ne nécessitait pas beaucoup de main-d'œuvre et supputa, la fortune de M. Mathieu étant un éloquent exemple, qu'il pourrait en faire autant. De proche en proche, les cultivateurs se mirent donc à élever les beaux bœufs blancs.

Les éleveurs charollais eux-mêmes émigrèrent aux environs d'Anlezy. Ces nombreux succès convertirent les Nivernais à ce mode d'exploitation de leurs fermes, et l'on vit la race blanche supplanter peu à peu les races du Morvan, de Salers et Limousine. Et pourtant, la race de Salers était réputée pour son aptitude au travail, de même que la race limousine passait pour être excellente productrice de viande. Les éleveurs constatèrent que ces deux qualités primordiales étaient réunies dans la charollaise. Ne voit-on pas, vers 1800, un taureau de deux mois s'enlever à 1.000 francs, somme considérable à cette époque ?

*
y

Après les premiers éleveurs en Nivernais, les Mathieu d'Anlezy, Massin, Ducret, successeur de Claude Mathieu d'Oyé, les fils de ce dernier, etc... se firent connaître les Paignon, Chamard, Massé. Les fermages qui étaient de 20 à 25 francs l'hectare, passèrent rapidement au prix de 100 fr. Ils « embouchent », c'est-à-dire qu'ils engraisent le bétail dans leurs excellents herbages.

L'état actuel de cette race est, on peut l'affirmer, le résultat de plus d'un siècle de sélection et de soins attentifs à perfectionner l'élevage.

La sélection a marqué à certains moments des temps d'arrêt. C'est ainsi qu'après avoir utilisé uniquement les taureaux charollais, on essaya le métissage. Des essais furent faits avec les races Morvandelle et de Salers qui donnèrent de mauvais résultats ; les croisements avec des sujets plus petits ne pouvaient qu'enlever du poids et, n'oublions pas de le dire, altérer cette belle robe d'un blanc crème qui tient tant au cœur des éleveurs nivernais.

On en arrive au métissage avec la race Durham (appelée en Angleterre « de Teeswater » ou encore « Shorthorn » : cornes courtes).

Cette race, dont l'évolution était déjà très avancée par une longue sélection, était devenue la meilleure race de boucherie. On voulut profiter de ces caractères acquis et faire des croisements avec les charollais. C'est M. Brière d'Azy qui, le premier, en 1825, importa d'Angleterre quelques taureaux et vaches « Durham ». Quelques années plus tard, le Comte de Bouillé achète des taureaux à ce dernier. Les premiers et seconds croisements sont bons, mais, à partir du troisième, des signes de dégénérescence commencent à se manifester ; la robe même, fait curieux, malgré le choix de taureaux Durham blancs, finit par être tachetée.

Vers 1845, s'établit à Pousery une vacherie modèle de race Durham. Mais la faveur quitta rapidement le sang anglais pour se reporter sur le charollais. En 1847, rapporte M. O. Delafond, au Comice de Fourchambault, un taureau Durham de dix-huit mois se vendait 400 francs, alors qu'un jeune mâle de six mois de vache charollaise trouvait acquéreur à 460 fr.

Nous citerons également l'exemple typique donné par M. Naudin. Le Comte de Pons possédait une vacherie se composant de Charollais, de Durham, et de métis Durham-Charollais. Le 2 septembre 1847, ce troupeau fut vendu à Nevers dans les conditions suivantes : les vaches Durham, de 4 à 10 ans, suitées de leur veau, furent adjugées de 100 à 170 francs ; les vaches Durham-Charollaises, suitées également, de 200 à 250 francs ; mais les Charollaises parvinrent au prix de 280 à 300 francs.

Cet exemple confirme donc qu'à cette époque l'éleveur nivernais préfère déjà très nettement la race charollaise que ses soins attentifs devaient mener à l'état de perfection actuel. Il s'aperçoit, en effet, que le métis lui occasionne maintes déceptions, sa santé plus délicate l'empêche d'engraisser facilement au pâturage. L'expérience prouve, en outre, qu'à partir du deuxième croisement, les produits perdent beaucoup

de leurs qualités. D'autre part, il est reconnu que le Durham, résistant mal aux chaleurs estivales, est moins bon travailleur.

Néanmoins, l'engouement pour les races étrangères devait durer longtemps encore. Sous le Second Empire, les Inspecteurs généraux d'Agriculture préconisent l'utilisation de la race Durham. Dans les concours agricoles, des récompenses spéciales sont accordées aux Durham et à leurs croisements, et les pouvoirs publics favorisent par tous les moyens la race anglaise.

Les qualités indéniables de la race charollaise devaient triompher de tous ces facteurs hostiles à son expansion. On s'aperçut que, seule, la sélection attentive et persévérante était de nature à donner les meilleurs résultats. Il convient de préciser que la Société d'Agriculture de la Nièvre et le Comte de Bouillé ont été à l'origine de cette orientation de l'élevage nivernais qu'ils encouragèrent avec opiniâtreté. Il sied de rendre hommage aux efforts de ces ouvriers de la première heure qui se sont dévoués entièrement, pour le bien de leurs concitoyens, au progrès de la race qui constitue maintenant un légitime objet d'orgueil pour cette région.

Ainsi, peu à peu, les bœufs blancs gagnèrent du terrain, peuplèrent entièrement les départements de la Nièvre et de l'Allier, et pour les quatre cinquièmes, celui de Saône-et-Loire, leur pays d'origine.

Remarquons à ce sujet que les éleveurs du Charollais viennent de nos jours acheter leurs reproducteurs en Nivernais. En 1864, on évalue à 400.000 têtes le troupeau entretenu dans la Saône-et-Loire, la Nièvre, le Cher et l'Allier. M. de Damas donne le tableau suivant d'après les statistiques publiées avant la guerre :

	en 1907	en 1933
Allier	256.000	332.600
Saône-et-Loire	256.000	235.500
Nièvre	192.000	243.400
Loire	75.000	83.500
Cher	70.000	95.000
Yonne	64.000	25.000
Côte-d'Or	58.000	58.000
Indre	27.000	87.500
Puy-de-Dôme	28.000	85.000
Rhône	20.000	
Vendée		40.000
Deux-Sèvres		13.000
	1.046.000	1 298.500

En 1937, avec les troupeaux charollais des autres départements (Rhône, Loiret, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Charente-Inférieure, Aveyron, Aube, Aisne, Haute-Marne, Nord, Oise; Seine-et-Marne) l'effectif total des animaux de cette race est de plus de 1.500.000 têtes.

Il importe d'ajouter à ce total les animaux exportés dans différentes parties du monde.

En regard de ces chiffres nous donnerons la statistique de nos bovidés, (publiée par le Ministère de l'Agriculture) qui, par comparaison, démontrera l'importance de la race charollaise ;

en milliers de têtes de bétail :

en 1913	14.788
1924	14.025
1927	14.941
1929	15.631
1930	15.467
1931	15.434
1932	15.643
1933	15.830
1934	15.704
1935	15.670
1936	15.762

Ainsi, en 1913, la race charollaise représentait déjà 7,07 % du cheptel bovin français. On peut remarquer, d'autre part, que le troupeau national, diminué pendant la guerre de près de trois millions de têtes, était reconstitué en 1927.

Nous empruntons au Rapport de 1933 de M. Bardin, Président de la Fédération des Syndicats d'Élevage de la Nièvre, sur l'Élevage dans ce département, deux tableaux qui démontrent la progression du troupeau nivernais :

	1913	1932
Espèce bovine		
Taureaux	2.694)	3.745)
Bœufs	25.240)	10.427)
Vaches	87.282) 206.723	96.287) 243.376
Elèves de plus d'un an	50.922)	73.796)
» de moins d'un an	40.585)	59.121)
Chevaux	31.683	34.756
Anes	13 713	10.971
Mulets	176	469
	252.295	289.572

Espèce ovine (tous âges) ...	105.709	74.203
» caprine	6.142	4.627
» porcine	79.671	61.305
	191.522	140.135
Total des animaux	443.817	429.707

On admet, en général, qu'il faut cinq fois plus de nourriture pour une tête de gros bétail. Sur cette base, les prairies de la Nièvre nourrissaient :

en 1913, 290.600 têtes de gros bétail

en 1932, 317.600 têtes de gros bétail,

soit près de 10 % en plus.

Si l'élevage a pris de l'extension, il est logique que la surface des prairies ait suivi une même courbe ascendante. Nous constatons que ce changement dans l'exploitation s'est fait aux dépens des labours.

En effet, la lecture du tableau suivant mettra en lumière la progression continue des herbages depuis 1882, (particulièrement importante de 1928 à 1932). En quatre ans, la superficie des prairies augmentait de 20.292 hectares, alors que celle des terres labourables diminuait simultanément de 21.681 hectares. Etant donné que les chiffres antérieurs, notamment ceux de 1928, avaient été établis avec plus ou moins d'exactitude, on peut dire qu'il y a corrélation exacte.

RÉPARTITION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU DÉPARTEMENT

Superficie	1882	1892	1912	1928	1932
Terres labourables	330.387	328.933	289.130	260.210	238.529
Prairies et pacages	102.023	103.459	141.920	165.571	185.863
Vignes	11.270	10.982	5.853	4.600	3.585
Cultures maraîchères	—	—	640	1.705	3.846
Cultures arbustives					
(roseraies, oseraies, etc	2.207	1.958	2.550	4.992	1.791
Bois et forêts	200.426	199.868	196.677	193.677	202.093
Superficie totale cultivée	646.313	645.200	636.770	630.755	635.707
Superficie non cultivée					
(landes et terres incultes)	8.828	7.730	10.640	11.763	16.429
Superficie du territoire agricole	655.141	652.930	647.410	642.518	652.136
Superficie du territoire non agricole	26.551	28.762	34.282	39.174	29.968
TOTAL	681.692	681.692	681.692	681.692	682.104

II. LES LIVRES GÉNÉALOGIQUES : LE *HERD BOOK*

Le livre généalogique est un registre sur lequel sont inscrits les reproducteurs des deux sexes appartenant à une race déterminée. Il est nécessaire que l'inscription soit faite dans des conditions de régularité absolue. Les inscrits seront ainsi considérés comme étant de race pure et reconnus aptes à la maintenir et perfectionner ses qualités essentielles.

La « pureté de race » signifie que l'animal appartient à une race préservée de tout mélange avec d'autres, race dont on a fixé et développé les aptitudes spéciales par des accouplements entre individus semblables.

Cette « pureté de race » est tout à fait indépendante d'un livre généalogique. Nous citerons comme exemples les races Ferrandaise, de Salers et de l'Aubrac, qui, uniquement utilisées et cantonnées dans des régions bien délimitées, étaient demeurées inchangées.

Un livre généalogique est cependant nécessaire, car les animaux, en s'adaptant à leur milieu, peuvent évoluer et perdre les qualités anciennes. Des espèces nouvelles sont apparues. Elles étaient destinées, par la fixation de certaines aptitudes, à satisfaire des besoins d'utilité, de luxe, de sport, de travail... Certaines races actuelles sont ainsi entretenues dans des conditions artificielles qui exigent une surveillance et une vérification attentives du maintien des caractères spéciaux, acquis par une sélection prolongée. Du même coup, le perfectionnement des qualités de cette race peut être poursuivi de façon continue.

Les livres généalogiques répondent surtout à la nécessité de prouver la filiation ; la valeur des reproducteurs est, en effet, justifiée par celle de leurs ascendants. Ils incitent en

outre, les éleveurs à éliminer les sujets de qualité inférieure, et procurent aux acheteurs une garantie qui n'est pas négligeable. On reconnaît, en résumé, aux livres généalogiques, les avantages suivants :

1°) Ils assurent la pureté et la fixité de la race par une sélection continue des sujets et de leurs descendants ;

2°) Ils enlèvent à la neutralisation sexuelle les beaux animaux dont l'inscription augmente la valeur ;

3°) Ils obligent à une surveillance attentive des accouplements ;

4°) Ils créent une émulation entre les propriétaires des vacheries ;

5°) Ils fixent les caractères de la race de façon indiscutable et les font connaître aux éleveurs qui sont ainsi éclairés pour réaliser au mieux les accouplements de leurs sujets ;

6°) Ils permettent enfin aux acheteurs d'être renseignés et leur apportent une garantie sérieuse.

Le Herd Book de la race charollaise a rencontré quelques difficultés pour arriver à son stade actuel. Jusqu'en 1919, deux H.B. existaient : le H.B. de la race charollaise pure, et celui de la race nivernaise charollaise.

Le premier fut créé en 1882 par une délégation du Conseil Général de Saône-et-Loire, qui délimita son activité à ce département. A l'origine, une Commission visita les principaux éleveurs, et, après un examen attentif, fixa son choix. Les sujets sélectionnés furent marqués d'un bouton à l'oreille et inscrits sur le livre. Le principe adopté était d'inscrire leurs descendants ainsi que les animaux primés aux Concours agricoles.

En 1912, le Syndicat des Eleveurs le réorganisa. On recensa les animaux. Après identification, un registre de base fut dressé et une Commission visita à nouveau les vacheries. Le

livre devait être clos en 1914 ; mais la guerre fit ajourner cette décision.

Le H.B. nivernais-charollais date de 1880. Jusqu'en 1913, ce livre était resté ouvert aux animaux primés aux Concours d'octobre et de février, et aux descendants de ceux-ci. En février 1913, le livre est fermé et jusqu'en 1919, cette clôture est observée.

A cette époque, la Fédération des Sociétés agricoles de la région du Centre décida la fusion des deux Herd-Books, car cette dualité faisait supposer qu'il s'agissait de deux races distinctes et allait à l'encontre des échanges de reproducteurs entre les deux régions.

La création d'un Herd-Book unique entraînait une appellation unique. Les uns voulaient la dénomination en « Race Nivernaise-Charollaise » ; d'autres exigeaient « Race Charollaise ». Ces derniers l'emportèrent assez facilement, pour des raisons historiques et ethniques.

Il est incontestable, en effet, que la race charollaise fut importée en Nivernais vers 1789 par des agriculteurs charollais. D'autre part, il n'y aurait aucune raison de ne pas appeler cette même race « Race Charollaise Berrichonne », ou « Nivernaise Bourbonnaise », puisqu'on la rencontre en Bourbonnais et en Berry.

Le Herd-Book de la race charollaise est dirigé par un Conseil d'Administration interdépartemental ; son Siège est à Nevers. La délimitation de l'aire géographique de la race est inutile, car nombre de races (Durham, Normande, Simenthall) ont des sujets inscrits répandus dans le monde entier.

La constitution du Herd-Book unique fut précédée d'un recensement général de tous les animaux dénombrés sur les deux livres précédents. Une Commission interdépartementale visita les vacheries pour les identifier et réunit ainsi les éléments nécessaires à l'établissement du registre qui est encore la base de cette utile organisation.

Si l'éleveur possède un taureau, il lui est délivré un carnet à souches de saillies et de déclaration de naissances.

Dans le mois du vêlage, cette déclaration était envoyée à l'Administration du Herd-Book. (Ce délai a été ramené à quinze jours). Ces documents y sont collationnés et classés. En outre, chaque année, les éleveurs remplissent une formule indiquant les changements dans leur cheptel (mutations, morts) et les demandes d'inscription. Le Secrétariat du Herd-Book vérifie les listes et dresse par vacherie l'état des animaux à marquer.

Du 1^{er} août au 1^{er} novembre, une Commission visite les étables, marque les animaux reconnus dignes, et vérifie leur ascendance : chose facile, car les veaux sont encore avec leur mère, ce qui, en fait, est la meilleure identification.

Le marquage, réalisé naguère à l'aide d'un bouton à l'oreille, a été remplacé par le tatouage, à l'oreille gauche, du Numéro d'inscription ; et, à l'oreille droite, des lettres « H.B.C. » (Herd-Book-Charollais).

Le Herd Book comporte deux registres, l'un pour les mâles, l'autre pour les femelles .

 HERD-BOOK DE LA RACE CHAROLAISE

Nom du Propriétaire : Nom de l'animal

 Date de naissance
 N° d'inscription : , ,
 Date de l'inscription : Lieu de naissance

Ancêtres son père (son père (
 maternels (sa mère (
 Sa mère sa mère (son père (
 N° (sa mère (

Ancêtres son père (son père (
 paternels (sa mère (
 Son père ... sa mère (son père (
 N° (sa mère (

Mutations	Prix remportés
Vendu à M. a cessé d'être livré à la reproduction le	

Au 1^{er} janvier 1923, dix départements étaient affiliés au H.B. et 11.474 sujets étaient inscrits :

Sujets inscrits au H. B.

	1923	1936	1937
Nièvre	4.411	2.484	2.461
Allier	2.797	1.080	1.034
Saône-et-Loire	1.649	1.363	1.362
Cher	1.196	663	635
Loire	496	327	320
Yonne	298	37	39
Indre	278	212	210
Côte-d'Or	225	98	100
Creuse	110	59	28
Vendée		58	45
Puy-de-Dôme	14		
Oise et Seine-et-Marne		76	
	11.474	6.457	6.234

Depuis la fermeture du Herd-Book, en 1920, il a été inscrit :

en 1921	1.996	sujets
1922	2.657	»
1923	3.214	»
1924	3.972	»
1925	4.471	»
1926	4.859	»
1927	5.394	»
1928	5.628	»
1929	5.727	»
1930	6.327	»
1931	6.389	»
1932	6.150	»
1933	6.055	»
1934	5.967	»
1935	5.904	»

Lors du Concours spécial de la race charollaise, organisé au Centre rural de l'Exposition du 19 au 23 août 1937, M. Bardin, Président du H.B.C., indique que plus de 700 éleveurs du Centre de la France s'adonnent à l'élevage charollais et s'y intéressent d'une manière régulière. Il affirme qu'il tiendra « dans un doux entêtement » à assurer la continuité d'une tenue impeccable des livres généalogiques qui fixent le destin de la race, — et rappelle que 35.000 animaux sont actuellement vivants et inscrits au H.B.C. (dont 15.000 dans la Nièvre).

Cet organisme porte son attention tout particulièrement sur les trois points suivants :

- 1° — Correction absolue dans l'état civil des animaux.
- 2° — Confirmation, car il faut que l'animal réponde parfaitement au standard de la race qui a été défini une fois pour toutes.
- 3° — Seconde confirmation à trois ans. Les meilleurs sujets sont inscrits à l'âge adulte sur la liste d'élite qui est réservée aux animaux primés dans les Concours. (Signalons que ce livre d'élite a été créé en 1933).

Il sied de reconnaître les efforts très méritoires du Conseil d'Administration du Herd-Book Charollais à préserver avec tant de fermeté cette institution qui a fait ses preuves et dont l'utilité primordiale est reconnue par tous les éleveurs niver-nais.

Il constitue, en effet, pour ces derniers :

- 1° — une base exacte à laquelle ils peuvent, en tous temps, se reporter et comparer leurs résultats.
- 2° — un élément de valorisation certaine des animaux, dont il maintient ainsi la renommée.

III. L'ÉLEVAGE BOVIN.

1° Généralités.

L'élevage représente en France une part très importante de notre économie agricole (15 milliards en 1929). On peut dire que presque tous les agriculteurs le pratiquent. Dans certains départements, la culture des céréales domine ; ailleurs, la vigne, la forêt, tiennent le premier rang. Mais, partout, on remarque une tendance de plus en plus marquée pour l'élevage.

Les surfaces cultivées ont diminué en superficie d'environ un million d'hectares depuis 1913, en raison d'abord de la cherté et de la rareté de la main d'œuvre, mais aussi des profits que réserve l'élevage.

Certes, le rendement est loin d'être uniforme ; car quelques régions, comme le Nivernais, la Normandie, et d'autres encore, sont privilégiées à cet égard.

Les plantureuses prairies de la Nièvre doivent leur juste renommée au sol argilo-calcaire qui donne une herbe d'excellente qualité. L'abondance de la nourriture permet d'entretenir le bétail au pré sans distribution d'autres aliments, d'avril à novembre. En ce dernier mois, et quelquefois un peu plus tard, les animaux sont rentrés à l'étable pour y passer l'hiver. Le visiteur, peu habitué aux choses de la terre, est étonné des soins dont le bétail est entouré. Les écuries sont en majorité spacieuses, aérées et propres. Souvent, une instal-

lation spéciale distribue une eau saine sur le côté de la mangeoire, et, dans les prés, des abreuvoirs sont aménagés.

Ces mesures d'hygiène, peu communes dans les campagnes, sont appliquées soigneusement en Nivernais. Elles contrastent avec le laisser-aller que l'on peut constater en certaines régions de la France où le bétail ne trouve souvent pour se désaltérer que l'eau trouble d'une mare fangeuse, et pour s'abriter, l'hiver, des étables étroites, mal entretenues et très rarement désinfectées. Certes, l'élevage est le souci principal de l'agriculteur nivernais, et ce but, presque unique dans l'exploitation, explique que les progrès en hygiène aient été mis en pratique et suivis d'une façon aussi générale. Il importe d'en souligner néanmoins les résultats indéniables. La mortalité du bétail est, en temps normal, devenue négligeable.

Autrefois, on disait couramment que « le bétail était un mal nécessaire ». Ce « slogan » a varié ; on entend dire encore que « l'embouche est un mal nécessaire ». Ces proverbes reflètent les déboires de tous ordres dont ont souffert les éleveurs nivernais.

Les conditions d'élevage étaient, naguère, bien différentes. Les animaux étaient utilisés surtout pour leur travail. Quand ils étaient âgés, fatigués par un labeur incessant, la maladie faisait de faciles victimes dans leurs rangs, et inévitablement le prix de vente d'un animal « usé » n'était en aucune façon rémunérateur. Le cultivateur rejetait la responsabilité de son sort peu enviable sur les pauvres bœufs dont il n'avait pas su utiliser au mieux de ses intérêts les facultés de travail et de producteur de viande. Si le blé se vendait mal, la misère s'installait au foyer, car il n'avait pas la ressource d'un bétail en bon état susceptible, par une réalisation appropriée, de le sortir de la gêne. Le bœuf était toujours considéré comme un moyen et rarement comme une fin. C'est dans la juste mesure entre ces deux pôles que semble résider la vérité.

Nous ne pouvons, à ce propos, donner une opinion plus autorisée que celle du Professeur Sanson (1) :

« Les progrès de l'exploitation des animaux de l'espèce
« bovine ont pour but de réduire l'exercice de la fonction
« locomotrice à sa plus simple expression, à cause de l'anta-
« gonisme nécessaire qui existe entre la production de la force
« mécanique, dans l'économie animale, et celle des matières
« plus économiquement utiles (viande) que l'on peut tirer des
« animaux dont il s'agit. L'hygiène bien comprise des bêtes
« bovines consiste donc à ménager le plus possible l'appareil
« locomoteur, à en maintenir le fonctionnement dans les limi-
« tes de ce qui est nécessaire pour la conservation de la santé.
« Il est aujourd'hui démontré, au point de vue économique,
« que la seule bonne manière d'envisager le problème de l'ex-
« ploitation des bêtes bovines est de les considérer avant tout
« comme des machines à transformer les fourrages en lait et
« en viande, la force mécanique qu'elles peuvent donner
« n'étant qu'un accessoire durant leur existence aussi peu pro-
« longée que le permet l'accomplissement parfait de leur
« fonction principale. Tout animal arrivé à l'âge adulte (à de
« rares exceptions près concernant certains reproducteurs) doit
« être livré à la boucherie, et par conséquent traité de façon
« à ce que cela puisse avoir lieu dans de bonnes conditions.
« Une fois qu'il a atteint cet âge, le capital qu'il représente ne
« s'accroît plus et commence, au contraire, à dépérir. Or,
« c'est une loi de l'économie rurale, encore peu respectée,
« mais néanmoins certaine, que l'agriculture ne doit pas con-
« sommer de capital bétail ; son rôle unique est d'en produire.
« Et, en ce sens, la doctrine dite de la spécialisation des fonc-
« tions est une erreur économique facile à démontrer, le
« développement de la fonction locomotrice à son plus haut
« degré d'utilité absolue ne pouvant s'effectuer chez le bœuf

(1) André SANSON - (Hygiène des Animaux domestiques, page 20).

« ou la vache qu'au détriment d'une fonction beaucoup plus
« productive.

« D'après ce qui vient d'être dit, l'étude des conditions du
« travail, pour les animaux d'espèce bovine, se trouve consi-
« dérablement simplifiée. Il n'y a pas ici lieu d'établir l'équa-
« tion entre les matières nutritives assimilées et la force mé-
« canique dépensée, équation en dehors de laquelle la machine
« animale périlite. Ce problème, qui est celui posé pour les
« animaux, dont l'exclusive fonction économique est de tra-
« vailler, s'efface devant un autre beaucoup moins difficile
« à résoudre, et qui consiste à ne détourner, au bénéfice du
« travail, que le moins possible de la ration alimentaire con-
« sommée en vue d'un autre résultat beaucoup plus important.

« La zootechnie enseigne que l'animal d'espèce bovine,
« spécialement voué au Travail et n'allant à la boucherie
« qu'après avoir épuisé ses fonctions locomotrices par une
« longue carrière, produit le tout, travail et viande, au prix
« de revient le plus élevé. D'un autre côté, l'économie rurale
« nous apprend que, dans de certaines conditions déterminées
« par la zootechnie, les bêtes bovines sont celles qui fournis-
« sent, au meilleur compte, la force nécessaire pour l'exécu-
« tion des travaux agricoles, pour la traction des instruments
« de culture et des véhicules employés au transport des engrais
« et des récoltes, parce qu'elles créent en même temps, dans
« ces conditions, du capital et du revenu. Le problème est
« donc de faciliter autant que possible la conciliation entre les
« deux fonctions du travail et de la production de la viande.

« Le moyen est simple : il consiste à répartir les travaux à
« exécuter sur un nombre aussi considérable que possible
« d'individus, en restreignant ainsi pour chacun la quantité
« de force qu'il aura à fournir. Dans ces conditions, le travail,
« au lieu de devenir une fatigue, n'est plus qu'un exercice
« normal de leurs organes locomoteurs, et a seulement pour
« effet d'accroître leur valeur en améliorant la qualité de leur

« viande. Le travail, en ce cas, est un exercice hygiénique, « salulaire, qui concourt au but économique de l'exploitation, « au lieu d'être une charge pour celle-ci. Le travail alors se « solde par un bénéfice, au lieu d'occasionner une dépense : « il contribue à accroître le capital d'exploitation, au lieu d'en « consommer une partie. »

Il n'est pas douteux qu'autrefois les éleveurs exigeaient trop de travail de leurs animaux. Une répartition mieux étudiée des travaux sur l'ensemble de leur bétail leur aurait évité bien des déceptions. Le mode d'exploitation pratiqué avant la guerre, en particulier pour les bœufs, tendait à se rapprocher de la théorie exposée ci-dessus ; car l'agriculteur nivernais n'ignorait pas que son but principal, mais non unique, devait être la « production de la viande ». Au temps présent, il est à souligner que, sauf dans le Morvan, peu d'éleveurs font travailler leurs bœufs, car la rareté de la main-d'œuvre, la difficulté de trouver de bons bouviers, ont laissé aux chevaux les travaux des champs : et ceci au détriment des bénéfices de la ferme. Ils savent aussi que leurs animaux, bien nourris et entretenus, peuvent être, si les cours sont favorables, une source d'importants profits et sont toujours les auxiliaires indispensables de la culture ; car, actifs producteurs d'engrais, ils restituent au sol, en fertilité, à peu près ce qu'ils ont pris en nourriture.

Les rendements obtenus à notre époque n'ont jamais été approchés dans les exploitations de jadis. Certes, l'emploi des engrais artificiels entre pour une bonne part dans les résultats acquis ; mais la prépondérance accordée au bétail est le facteur principal qui a permis d'abaisser le prix de revient des céréales. Nos ancêtres, en n'appliquant pas ces principes, appauvrirent leurs terres et arrivaient avec peine à se nourrir de leurs produits ; alors que, de nos jours, avec une population beaucoup plus dense, la production est excédentaire !

Tous les éleveurs reconnaissent maintenant qu'il faut s'atta-

cher à obtenir un fourrage excellent et abondant, qui donnera un bétail renommé, celui qui procure le plus de profit à l'éleveur.

Le but sera de disposer de plantes nourrissantes et variées aussi bien dans les prairies de fauche, qui donneront un bon fourrage d'hiver, que dans les herbages. Graminées et légumineuses devront être en proportion utile et la disparition des mauvaises plantes sera à la base de l'exploitation des herbages qui font la réputation de l'éleveur nivernais.

Que de soins pour arriver à un bon résultat ! Drainage, entretien des fossés, chaulage, fumure, etc... Les chaulages sont nécessaires pour remplacer dans le sol le calcaire que les eaux ont emporté. Si l'on ne répète pas cette opération assez fréquemment, le sol devient acide, pauvre, et ne donne plus aux animaux la chaux indispensable au développement de leur squelette.

Le manque de phosphate aura le même effet nuisible à l'accroissement de l'ossature du bétail.

L'entretien des haies naturelles, des clôtures, des abreuvoirs, sont autant de diligences qu'exigent la bonne marche et le rendement de l'exploitation.

Plus favorisés que leurs ancêtres, les éleveurs peuvent profiter des expériences qui sont faites un peu partout pour déterminer les éléments à ajouter au sol. Au Centre d'expérimentation agricole de Metz, au centre zootechnique du Clos-Ry, à quelques kilomètres de Nevers, pendant plusieurs années, on a prouvé l'efficacité de la fumure comprenant de l'azote, de l'acide phosphorique et de la potasse. D'autre part, on a remarqué que l'épandage de sulfate d'ammoniaque favorisait puissamment la production laitière.

Des analyses de l'herbe prouvent également que l'emploi des engrais augmente proportionnellement la richesse en matières azotées, minérales et grasses. Il est, en effet, plus judicieux de

dispenser aux animaux, de cette manière, la protéine dont ils ont besoin pour arriver à un développement complet et rapide.

Aussi les laboratoires agricoles, les écoles d'agriculture, les centres d'expérimentation, et surtout la Direction des Services Agricoles, dont le rôle principal est en fait de tenir l'agriculteur au courant des progrès de la Science, de le conseiller, de l'aider, contribuent par leurs efforts conjugués à l'amélioration de la race et à son maintien.

2° L'Élevage ordinaire et l'Élevage des Reproducteurs.

Nous étudierons d'abord l'élevage en général, qui comprend l'élevage ordinaire et l'élevage des reproducteurs.

En ce qui concerne l'élevage ordinaire, les veaux sont habituellement vendus à l'âge de trois ou quatre mois ou à deux ans et demi (chatrons ou génisses) pour la boucherie. Les génisses remplacent les mères et quelques bœufs sont vendus à quatre ans. Ce genre d'exploitation est en usage, en particulier dans le Morvan, les cantons de Decize et Dornes, et même en Puisaye.

L'élevage des reproducteurs est principalement pratiqué dans les cantons suivants : Nevers, Saint-Pierre-le-Moûtier, Prémery, Saint-Saulge, Saint-Benin-d'Azy, Châtillon-en-Bazois, et Corbigny. L'éleveur fait naître ses veaux de février à avril. Les veaux mâles sont vendus ensuite d'octobre à mai, aux foires de Saint-Saulge, Corbigny, Prémery, Nevers, Châtillon et Decize (octobre et janvier). Les veaux femelles trouvent acquéreur à tout âge.

Il est bien évident que ces données ne sont pas d'une exactitude absolue. Nous nous sommes contentés de rapporter ici l'opinion d'éleveurs compétents qui, pour la plupart, délimitent de cette manière l'élevage dans le Nivernais.

L'éleveur cherche d'abord à sélectionner ses animaux pour approcher le type de ses sujets du modèle idéal, et, de ce fait, augmenter de façon appréciable ses bénéfices. Son premier souci sera de choisir au Concours de Nevers de bons reproducteurs. Il achètera des animaux susceptibles de donner par croisement avec ses vaches des veaux de première qualité. Autant que possible, son choix se portera sur les taureaux sortant de vacheries réputées. Il utilisera ainsi à son profit la sélection qui, pratiquée pendant de longues années, a donné les premiers prix dans les Concours.

Dans l'historique de l'élevage nivernais, nous avons insisté sur les inconvénients du métissage. Nous avons vu que les croisements des Charollais avec la race Durham donnaient des premiers sujets souvent irréprochables. L'expérience a prouvé qu'il importait de ne pas renouveler ces essais, car les deuxièmes et troisièmes méfis présentaient déjà des tares de dégénérescence. Il ne peut donc être indiqué d'utiliser ce mode d'exploitation que dans un but précis et limité, à savoir : obtenir quelques animaux destinés à la boucherie et non à la reproduction.

En principe, la sélection s'exerce en deux stades. D'abord, le choix des taureaux et vaches dont les qualités doivent, théoriquement, donner des produits se rapprochant du type standard. La sélection se fera ensuite sur les sujets procréés, car l'atavisme a pu déjouer les calculs et l'expérience de l'éleveur.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, l'éleveur nivernais ne veut, en principe, que produire de la viande. Certes, le lait des vaches et le travail moteur des mâles et femelles seront exploités au mieux de ses intérêts. Mais ce ne sont qu'accès-

soires à côté du but poursuivi : obtenir un bétail remarquable par ses qualités et ses facultés de producteur de viande.

En dehors de sa conformation, le taureau choisi devra remplir la première condition de vigueur qui lui permettra d'accomplir sa fonction d'étalon. Pour conserver cette aptitude, il recevra une nourriture abondante, sans excès toutefois.

En général, l'agriculteur conserve un taureau pendant une période allant de trois à cinq ans. Il est indispensable d'éviter que l'animal rencontre des sujets qu'il a procréés. La consanguinité peut, en effet, attirer quelques déboires.

Le Herd-Book trouve ici son utilité fondamentale. Le choix d'un taureau pourrait, en effet, se faire sans avoir devant les yeux l'animal lui-même. L'examen de son ascendance, des prix remportés, suffirait à prouver les qualités requises.

L'achat des femelles exige les mêmes diligences, et l'utilisation des renseignements donnés par le livre généalogique est non moins profitable.

Les vaches sont, en général, saillies à deux ans, pour donner leur premier veau à trois ans. Les bonnes reproductrices sont conservées plus longtemps que les taureaux, et souvent même jusqu'à quinze ans. (Nous avons vu un sujet admirable engendré par une femelle de quatorze ans). Il est reconnu toutefois que cet âge est presque un maximum pour la procréation d'excellents veaux.

Vers la mi-Avril, quand les herbages ont retrouvé leur superbe tapis d'herbe tendre et abondante, le bétail est lâché dans les vastes prés. Les veaux, dont la croissance est spécialement activée, en vue de leur vente comme reproducteurs, accompagnent leurs mères et têtent tout le lait. D'autres, moins favorisés, n'en prennent qu'une partie, deux fois par jour, au moment de la traite. Peu à peu, la production de lait diminue et le jeune veau, dont l'appétit augmente, paît de plus en plus l'herbe fraîche dont la protéine facilement assimilable contribue à son engraissement. Vers la mi-Novembre, le lait a

presque disparu ; le jeune veau se trouve sevré, sans heurt, pour la rentrée à l'étable pendant l'hiver.

C'est alors que l'on procède à l'émasculatation des jeunes mâles qui deviendront des bœufs.

En ce qui concerne les autres sujets, ils sont vendus, soit en automne à Prémary, Saint-Saulge, Corbigny et Châtillon-en-Bazois, soit au printemps à Nevers, Decize et Saint-Pierre-le-Moûtier comme reproducteurs. Ces derniers ont vécu d'une façon spéciale. Outre la totalité du lait de la mère, ils ont été, au cours de la belle saison, rentrés chaque jour pour recevoir des suppléments de nourriture.

Ces veaux, si bien soignés et entretenus, sont fréquemment la source d'un gros profit pour l'éleveur.

Les veaux de deuxième choix dits « veaux de commerce », sont vendus à l'automne à Prémary et Saint-Saulge, (à la Saint-Martin), soit aux acheteurs étrangers (Vendée, Creuse, etc...) soit aux éleveurs nivernais.

Les animaux d'élevage quitteront souvent le pays nivernais pour aller améliorer les races d'autres départements. On viendra les chercher dans les vacheries dont la réputation est bien assise. Les éleveurs ne jouissant pas de ce renom flatteur seront contraints de conduire leurs animaux aux Concours et Foires.

Les manifestations les plus importantes sont :

1°) le Concours général de Nevers, qui a lieu chaque année à fin janvier. Créé par la Société départementale d'agriculture, il réunit, en général, 300 reproducteurs mâles de dix à douze mois ;

2°) le Concours d'automne (fin octobre), qui rassemble une centaine de sujets. Le Syndicat des Eleveurs nivernais est chargé de son organisation.

L'éleveur se sent attiré par le courant actif des ventes, et veut profiter le plus possible de ses longs efforts. Il importe

d'ailleurs, de souligner que la Nièvre semble s'intéresser davantage à l'élevage et ne pratiquer l'engraissement qu'à la manière d'une activité nécessaire à l'amélioration de l'élevage lui-même. Cette observation, présentée par M. Naudin dans son ouvrage, il y a 25 ans, est toujours vraie. La qualité des herbages et la longue pratique de la sélection permettent de présenter des reproducteurs qu'aucune région ne peut surpasser. Le plus éloquent témoignage est l'empressement des éleveurs ou marchands venus des départements du Nord ou de l'Ouest pour acquérir les beaux taureaux blancs qui iront peupler de lointaines prairies.

Nous citerons l'opinion de M. de Lagorsse, à l'occasion du Concours de 1905 :

« En examinant les animaux de Nevers, on est frappé par la
« finesse du squelette et de la peau, par la régularité des lignes,
« par l'ampleur de la poitrine et le développement des quar-
« tiers de derrière. Tout cela saute aux yeux quand on passe
« cette file interminable de 360 jeunes taureaux de huit à dix
« mois qui se ressemblent comme des frères et qui forment la
« caractéristique du Concours. Je ne crois pas qu'il existe en
« France un pays d'élevage qui ait donné jusqu'ici le spectacle
« d'un pareil ensemble. J'ai vu, à différentes reprises, des
« Concours spéciaux de la race normande, de la race flamande,
« de la race de Salers ; ils étaient remarquables, sans doute,
« et témoignaient d'un progrès continu ; mais ils n'arrivaient
« pas à cette perfection. Il n'y a que la race limousine qui
« suive de près la nivernaise et offre aux visiteurs de ses Con-
« cours, un ensemble approchant. »

Partout, nous retrouvons cette impression d'homogénéité dans la race.

M. Emile Chomet écrivait :

« Les animaux exposés proviennent, pour le plus grand
« nombre, du département de la Nièvre ; il en vient aussi du
« Cher, de l'Allier. Tous ont un air de famille très marqué.

« Qu'ils sortent d'importantes exploitations, ou qu'ils proviennent de moyennes et petites propriétés, ils sont arrivés à un haut degré de perfection qui fait honneur à la persévérance et au savoir des éleveurs. On recherche surtout une grande précocité alliée à un fort développement et l'on veut que les qualités de l'animal de boucherie n'excluent pas celles nécessaires à l'animal de trait ».

Le Concours de Paris termine le cycle des foires primées et couronne de façon péremptoire les efforts de l'élevage nivernais. En 1912, M. Naudin pouvait déjà dire que « depuis plus de trente ans, le bœuf blanc occupe le Box d'honneur ! »

Il est regrettable que les sujets présentés au Concours de Paris soient en aussi petit nombre. Car il ne semble pas douteux que la publicité donnée par une large représentation servirait au mieux les intérêts des éleveurs nivernais, en faisant connaître l'importance et la régularité de la race. Evidemment, la participation au Concours entraîne des frais très élevés qui sont rarement récupérés. Mais il serait logique que l'agriculteur nivernais, qui maintient depuis si longtemps sa prédilection pour l'élevage, accentue ses efforts dans cette voie pour attirer davantage encore la faveur des éleveurs étrangers à la région.

Il n'est pas rare de voir un bœuf de trois ans dépasser le poids de 1000 kilogr. ; et une vache de même âge approcher le poids respectable de 950 kilogr. Il est facile d'imaginer, si l'on n'a pas l'occasion de s'en rendre compte sur place, l'impression faite sur les assistants par une bande de quatre bœufs de quatre ans dont les poids individuels varient de 1.100 à 1.250 kilogrammes !

Il est indispensable de souligner que, pour pouvoir supporter une longue période d'engraissement intensif, les animaux doivent être doués d'une santé et d'une vigueur remarquables.

Admironons sans réserve la continuité des efforts fournis pour arriver à de semblables résultats. Ne sont-ils pas dûs à ces lignées d'agriculteurs nivernais, éleveurs de père en fils, qui,

à travers bien des vicissitudes, n'ont jamais perdu confiance, et persévéré pour obtenir des animaux dont les caractéristiques approchent le plus près possible de la perfection. Si un ou quelques beaux sujets ont vu le jour, les soucis ne sont pas terminés. La difficulté, en effet, pour l'éleveur, réside non seulement dans cette recherche de l'amélioration de la race, mais surtout aussi dans la conservation de ses qualités, acquises péniblement après de nombreuses années de sélection, et leur stabilisation.

IV. L'EMBOUCHE.

Avec de semblables reproducteurs, l'agriculteur nivernais peut travailler à coup sûr et améliorer son cheptel.

Certains prés de la Nièvre sont plus ou moins susceptibles de « finir » le bétail, c'est-à-dire de l'engraisser. Les herbages les plus favorables, par l'abondance et la variété des légumineuses et des graminées qui les composent, se sont d'abord appelés « embauches », et cette appellation est devenue communément « embouche ».

L'emboucheur, par suite de sa longue expérience, juge au premier coup d'œil si l'animal maigre qui lui est présenté sera facilement et rapidement engraisé. Sauf circonstances atmosphériques défavorables, période trop humide ou trop sèche, il pourra évaluer avec suffisamment d'exactitude le rendement qu'il peut en attendre, en cinq ou six mois d'engraissement.

A la souplesse de la peau de l'animal, à sa conformation, l'emboucheur expérimenté fixe son choix, et il est plutôt rare qu'il se trompe. On le verra quelquefois avec étonnement acquérir un sujet efflanqué et dédaigné. Et pourtant, les résultats se traduisent par un beau bénéfice ! Il a, en effet, supputé rapidement que la qualité de ses prés lui permettait d'engraisser cet animal. Certes, il n'a pas la prétention d'en faire un sujet de Concours ; mais il pressent avec certitude qu'il pourra, avec des soins appropriés, lui faire gagner un nombre respectable de kilogrammes, et cela suffit à son ambition.

Nous indiquerons ici sur un tableau succinct le poids moyen qu'atteignent les jeunes animaux aux périodes successives de leur croissance :

Veau de 6 mois		200 kgr. environ		
18 mois	(chatrons	350	»	»
	(génisses	300	»	»
30 mois	(chatrons	550	»	»
	(génisses	500	»	»
4 ans	(bœufs	800	»	»
	(vaches	600	»	»

A quatre ans, les vaches ont atteint leur plein développement ; les taureaux, plus précoces, à trois ans ; les bœufs, par contre, croissent jusque vers l'âge de cinq ans.

On admet, en général, que, pour passer de l'état maigre à l'état gras, un bœuf de cinq ans pesant de 7 à 800 kilos doit gagner environ 200 kilos (soit 25 % de son poids), dont 50 kgr. à l'étable et 150 kgr. dans les herbages.

Au mois d'avril, quand la température devient plus clémente, et lorsque le sol a été bien assaini, la campagne d'embouche commence. Il est plus exact de dire « commençait ». Autrefois, les achats de bétail maigre étaient effectués le plus près possible de cette période de l'année. Mais la demande de plus en plus grande a changé cet état de choses.

La rareté de la main-d'œuvre, l'appât du profit, ont poussé les agriculteurs, depuis quelques années, à augmenter l'étendue de leurs herbages au détriment de la culture des céréales. Pour peupler au printemps ces vastes étendues, les emboucheurs s'arrachent le bétail et font monter les cours.

Ces animaux seront revendus avant l'hiver ; en octobre et novembre. A ce moment, les offres affluent naturellement à la Villette, et cette fois les cours, logiquement, doivent baisser. Cette rupture d'équilibre est de temps à autre aggravée par une période sèche qui provoque des ventes nombreuses à des époques inopportunes.

Dans de telles conditions, l'emboucheur, théoriquement, achète cher au début de l'année et risque de vendre à bon marché en fin de campagne.

On voit ainsi les données de ce problème qui comporte de gros risques et que nous allons exposer d'une façon plus détaillée.

Dans la majeure partie des exploitations, le quart des prés est fauché pour obtenir le fourrage nécessaire à l'entretien du troupeau, de novembre à avril, à l'étable.

L'éleveur fait naître, en général, ses veaux, de février à mai et, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, l'allaitement se fera en liberté. Les veaux se contenteront de la moitié du lait de la mère, ou recevront la totalité. Ce régime pendant la belle saison les développe très rapidement et certains sujets, destinés à la reproduction, atteignent, en novembre, 400 kilogr. de poids vif.

Nous avons vu qu'à ce moment, les veaux de premier choix sont, soit conservés à la ferme, soit vendus aux éleveurs de l'Allier, de la Creuse, de la Loire, du Nord, et de la Vendée.

Les veaux moyens (veaux de commerce) seront, ou vendus à trois ou quatre mois, ou émasculés pendant l'hiver et gardés, selon le cas, jusqu'à l'âge de deux, trois ou quatre ans. Ce sont les « châtrons ». Les génisses sont vendues également ou conservées pour remplacer les vaches trop vieilles pour la reproduction.

L'éleveur fait donc, en principe, deux ventes par an. Au printemps, il réalise ses châtrons selon un roulement de deux à quatre ans, qui lui semble le plus profitable à son exploitation, ses génisses de deux ans en surnombre et les vaches qu'il réforme. A l'automne, il tirera profit de ses meilleurs veaux mâles.

Autrefois, il vendait également ses bœufs de cinq à six ans qui avaient contribué pendant deux ans à la prospérité de l'exploitation par leur travail. Mais ces animaux sont de plus

en plus rares. En effet, le bouvillon (châtron de quinze à dix-huit mois) se trouve facilement ; mais les nécessités de l'exploitation obligent souvent l'agriculteur à le vendre trop tôt. Le bœuf, d'autre part, est moins employé pour les travaux de la ferme, ce qui enlève aux transactions un nombre respectable de bœufs maigres de quatre à cinq ans. Nous avons vu que la difficulté de trouver des bouviers était une des causes principales de ce changement important dans l'exploitation des fermes. N'oublions pas de dire aussi que cette pénurie d'animaux adultes découle des perturbations économiques. Quand la campagne d'embouche se termine dans de bonnes conditions, l'emboucheur réalise le plus possible son cheptel pour accroître son profit. Quand les cours sont défavorables en fin d'année, il est souvent contraint, pour rembourser la somme empruntée au début de la campagne, de vendre aussi de nombreux animaux dans de mauvaises conditions. Jour après jour, il espère des cours meilleurs et, comme fréquemment en pareil cas, il vend au prix le plus bas.

Nous voyons ainsi la différence entre l'activité commerciale de l'emboucheur et celle de l'éleveur. Il sera utile de la rappeler quand nous traiterons de l'aide financière qui leur est apportée.

Au point de vue purement commercial, l'embouche, nous l'avons dit, devient un mode d'exploitation de plus en plus difficile. Une autre difficulté, technique cette fois, réside dans le choix des sujets à engraisser.

Sans parler d'un état de santé parfait que l'expérience de l'agriculteur décèlera immédiatement, certains principes sont généralement admis.

Les animaux jeunes s'engraissent moins aisément, car l'achèvement de leur développement osseux utilise une grande partie des aliments qui leur sont dispensés. La viande, d'ailleurs, n'a ni la saveur, ni la valeur de celle d'un animal adulte. La proportion d'os est, en outre, plus considérable.

Les bœufs adultes seront donc toujours particulièrement recherchés à cause de la plus grande facilité à l'engraissement. Cependant, les vaches donnent également des résultats favorables si l'on apaise les manifestations de l'instinct génésique par la fécondation.

Les taureaux sont toujours engraisés sans subir la castration. La guérison de l'opération nécessitant deux ou trois mois, il est douteux que cette intervention soit économiquement judicieuse, car le retard provoqué ainsi dans sa croissance, le déprécie aux yeux du boucher autant que la présence de ses caractères extérieurs de mâle.

La finesse, la souplesse et l'onctuosité de la peau sont également des signes certains qui doivent guider l'emboucheur dans ses achats.

Le bœuf est dit « tendre » s'il présente les signes certains d'un engraissement rapide, et « dur » dans le cas contraire.

Quand il arrive à un embonpoint spécial, on le dit « en état ». Si l'on poursuit son engraissement, il devient « demi-gras », puis « gras », et enfin « fin gras ». A ce dernier stade, la robe des magnifiques bœufs, prend une teinte légèrement jaunâtre, en particulier à l'encolure.

La durée de l'engraissement variant de cinq à sept mois selon les circonstances, on peut escompter, en général, une augmentation de 20 % du poids initial. Nous citerons à ce propos, un exemple donné par M. de Damas en 1907 (1). Il nous a semblé intéressant d'indiquer entre parenthèses nos calculs sur la base du prix de six francs au kilogramme vif de première qualité, enregistré en octobre 1937. De cette façon, nous constaterons que la variation considérable des éléments depuis trente années ne permet plus d'appliquer ce raisonnement à l'économie rurale actuelle :

« On peut cependant, pour fixer les idées par quelques chiffres, admettre comme généralement exact, le fait que,

(1) de DAMAS (en Nivernais, page 66).

« dans un bon herbage, un bœuf de cinq ans, pesant 800
« kilos, peut, en trois mois ou trois mois et demi, en attein-
« dre 950, soit une augmentation d'environ 150 kilogr. en
« cent jours, c'est-à-dire 1 kg.500 par jour, ce qui représente
« un coefficient d'accroissement moyen de 1 kg. 875 par jour
« et par 1.000 kgr. de poids vif.

« Mettons à 0 f. 80 (6 francs) le prix du kilogr. de viande
« à l'état vif, il en résulte que la valeur de notre bœuf a
« augmenté de $0 \text{ f. } 80 \times 150 = 120 \text{ fr.}$ (900 fr.), soit 1 f. 20
« par jour (9 fr.).

« On peut considérer ces chiffres comme des proportions
« qui sont presque toujours gardées quels que soient le poids
« de l'animal et la durée de l'engraissement. Mais, répétons-
« le, il ne faudrait pas vouloir les appliquer rigoureusement
« à tous les individus ni à toutes les situations car, d'un côté
« comme de l'autre, il existe de grandes variations.

« Si l'on veut bien nous faire cette concession, nous pour-
« rons pousser encore plus loin nos calculs.

« Admettons qu'une paire de bœufs de 1.600 kgs ait été
« achetée au printemps de 1.200 à 1.300 francs.

« Ce capital peut rapporter en cent jours un intérêt brut
« de 240 francs : c'est un taux de 66 %.

« Il serait intéressant aussi de connaître, d'après ces don-
« nées, le revenu de l'hectare, sachant que les embouches
« sont généralement chargées à raison d'au moins une tête
« et demie par hectare (on se base sur des animaux de
« 800 kgs). Cette surface rapporterait donc par jour :
« $1,2 \times 1,5 = 1 \text{ f. } 80$ ($9 \text{ f. } \times 1,5 = 13 \text{ f. } 50$) pendant une
« durée moyenne de cinq mois ou 150 jours, ce qui donne
« $1 \text{ f. } 80 \times 150 = 270 \text{ fr.}$ ($13 \text{ f. } 50 \times 150 = 2.025 \text{ francs}$).

« Mais en même temps qu'elle est utilisée par l'embouche,
« la même surface fournit aussi la ration d'entretien d'autres
« animaux : ainsi, dans une prairie de vingt hectares, on
« trouvera généralement trente bœufs d'embouche, plus cinq
« ou six chevaux. Il faut ajouter encore l'entretien du bétail

« d'élevage, dont on charge la prairie, dès le départ des ani-
« maux gras, à raison de deux grosses têtes (de 6 à 800 kgs)
« par hectare, et qui occupent le terrain jusqu'à l'hiver ».

Nous sommes bien éloignés d'une situation aussi favorable en 1937 pour les emboucheurs nivernais .

En effet, l'application à l'exemple donné par M. de Damas du prix actuel de 6 francs (kilogr. vif) donne un bénéfice brut de 900 francs par animal. Il est bien certain que cette plus-value n'a pas été enregistrée cette année par aucun emboucheur, bien que les cours aient été stables ainsi que le démontre le tableau ci-après. D'autre part, est-il besoin de dire que le bénéfice brut de 120 fr. or en 1907 est de beaucoup supérieur aux dits 900 francs de 1937, — ou plutôt 600 francs, somme qui a été la moyenne des rendements au cours de la campagne d'embouche de cette année.

Ainsi que nous l'avons déjà démontré, la rareté de la main-d'œuvre, le développement de l'embouche dans d'autres régions, les surfaces de plus en plus grandes en herbages ont détruit cette belle harmonie et la séduisante théorie. Quelques exemples suffiront à démontrer que les cotes élevées du début de l'année, par suite de la demande de plus en plus importante, sont quelquefois supérieures aux prix de vente d'octobre et novembre, quand les emboucheurs sont tous contraints de réaliser leurs produits.

Nous donnons ci-après, toujours d'après M. de Damas, les moyennes des prix en viande nette de 1897 à 1906, aux époques d'achat et de vente pour l'embouche.

La lecture du tableau donnant les moyennes de 1920 à 1937, établira de façon certaine, que les conditions étaient naguère plus favorables pour les emboucheurs, en raison de la stabilité très grande des cours.

PRIX DU KILOGRAMME DE VIANDE NETTE

Moyennes

	Janvier à Avril	Juillet à Octobre
1897	1 f. 428	1 f. 500
1898	1 428	1 421
1899	1 486	1 394
1900	1 392	1 423
1901	1 462	1 523
1902	1 396	1 488
1903	1 497	1 540
1904	1 476	1 513
1905	1 520	1 554
1906	1 410	1 340

PRIX DU KILOGRAMME DE VIANDE NETTE

(première qualité)
au marché de la Villette

Moyenne des premiers Lundis de Mai et de Novembre (1)

	MAI		NOVEMBRE	
	Bœufs	Veaux	Bœufs	Veaux
1920	9 f.20	12 f.	9 f.40	13
1921	5 60	10 60	5 80	9 40
1922	7	8 60	5 60	8
1923	6 30	10 80	7 10	10 10
1924	8 50	10 60	8 30	10 30
1925	8 46	12 30	8 30	12 30
1926	9 70	14 40	9 50	13 10
1927	10 40	13 20	8	12 30
1928	8 80	13 80	8 90	13 50
1929	10 40	15 15	10 10	15 40
1930	11 20	17 30	11 50	15 30
1931	11 60	15 40	8 20	10
1932	9 30	12 50	7 10	10 20
1933	7	12 50	7	9 60
1934	6 90	10 30	6 10	9
1935	6 20	8 60	5 60	9 40
1936	6 70	9 80	7 20	9 90
1937	9 80	14 20	10	13 70

(1) Chiffres donnés par M. BARDIN, Président de la Fédération des Syndicats d'Elevage de la Nièvre.

On peut ainsi se rendre compte, par la comparaison des deux tableaux :

- 1° — de l'irrégularité des prix qui, depuis 1920, d'année en année, varient de façon souvent considérable ;
- 2° — de leur instabilité, dans chaque campagne annuelle, qui empêche toute prévision ;
- 3° — de la régularité du marché de la viande pendant la période 1897-1906.

On remarquera aussi l'affaissement des cours en 1921 qui doit être attribué, à notre avis :

- 1° — à la production intensive qui, pratiquée pendant la guerre, a été continuée, et a dépassé les besoins de la consommation ;
- 2° — aux importations inopportunes.

La lecture des prix, cotés depuis la guerre, démontre que les années véritablement favorables à l'embouche ont été peu nombreuses. Il importe aussi d'observer que les chiffres donnés ne tiennent pas compte des dévaluations successives de notre monnaie. Par exemple, nous verrons plus loin que la hausse, en francs français, de 1936 à 1937 de la viande de bœuf correspond, en fait, à une baisse en francs-or de 17,01 % !

La vente, au début de l'année, des jeunes reproducteurs, qui vont améliorer d'autres races, l'abandon des bœufs comme animaux de trait, — ce qui veut dire moins de bœufs maigres au printemps — favorisent à leur tour l'instabilité des cours.

L'emboucheur doit donc lutter avec courage et rechercher les meilleurs rendements. S'il a pu récolter le fourrage suffisant et s'il dispose des étables nécessaires, il complétera l'engraissement à l'étable pendant l'hiver, avec l'espoir d'obtenir un profit plus important au printemps..

Les circonstances économiques d'après-guerre ont profondément troublé la stabilité des prix. L'économie française,

depuis de nombreuses années ballottée de difficultés en difficultés, est toujours à la recherche d'un équilibre durable.

Devant cette incertitude, l'agriculteur nivernais ne peut plus être uniquement, soit éleveur, soit emboucheur, soit producteur de céréales. Dans la grande majorité des cas, il s'efforce, selon les conditions de son exploitation, d'établir une proportion rationnelle entre ces différentes activités. C'est pour cette raison que le dicton déjà cité « *Le bétail ou l'embouche est un mal nécessaire* » est de plus en plus employé par les producteurs.

De même, si l'on demande à un fermier : « Quelle est votre production principale ? », la réponse invariable est : « Un peu de tout : élevage, embouche, culture, etc... »

On reconnaîtra, là, la prudence du paysan français qui préfère limiter les risques par d'utiles compensations.

Outre les circonstances de fait qui donnent à ces proverbes beaucoup de poids, il est indéniable que l'embouche, dont l'appoint est souvent négatif dans les exploitations, a toujours été indispensable à un bon élevage. Les sujets présentant de légers défauts seront mis à l'engrais et permettront à l'exploitant d'utiliser à bon escient les qualités diverses de ses herbagés.

Certains de ceux-ci se révèlent excellents pour l'élevage proprement dit du bétail, mais inaptes à un engraissement rapide. Nous citerons un exemple curieux, parmi beaucoup d'autres : la vallée de Germigny (dans le Cher). L'embouche y donne des résultats remarquables ; mais les éleveurs n'ont jamais cessé d'éprouver les plus graves déceptions.

Rappelons à nouveau que l'agriculteur nivernais, le gros exploitant surtout, de plus en plus attiré par l'élevage dont les profits lui semblent plus certains, tend à délaisser un peu l'embouche qui lui a infligé des pertes sévères, notamment en 1934-35, pour mentionner une époque rapprochée. Hâtons-nous de dire qu'une amélioration durable des cours, — et

surtout leur stabilité — suffirait à le faire changer d'avis et à imprimer un élan nouveau à l'embouche nivernaise qui, actuellement, engraisse en moyenne et par an, 30.000 sujets, dont 12.000 vaches et 8.000 bœufs.

Pour montrer à quel point l'instabilité des cours est redoutée des emboucheurs, nous donnons ci-après un extrait du discours prononcé par M. de Sœultrait au Banquet du Concours de Nevers de 1927 :

« Ne retenons que ceci : baisse moyenne de 8 % sur toute
« la viande de deuxième et troisième qualité à la Villette, et
« hausse de plus de 20 % chez les détaillants. Messieurs, c'est
« monstrueux ! C'est quand même le producteur qui continue
« et continuera à être le dindon et à être accusé de la hausse. »

Certes, les prix de détail et ceux du producteur n'ont pas suivi des lignes parallèles. Par exemple, depuis l'époque à laquelle se réfère M. de Sœultrait jusqu'en 1935, les prix ont diminué du tiers pour le consommateur et de moitié pour l'éleveur.

Selon M. Rouy, cette anomalie apparente tient au fait que la marge brute est restée identique. En 1930, elle était égale à la moitié du prix de revient chez le producteur et au tiers du prix de détail. Mais, elle est bientôt devenue égale au prix à la production et représente la moitié du prix de détail.

Il importe de souligner également le prix de la viande cotée à 5 f. 60 à fin 1935. Nous devons remonter au début de 1921 pour retrouver un cours aussi bas ; — et encore faut-il dire que le franc de 1921 n'avait pas subi de dévaluation ! — Ainsi comprend-on bien le cri de détresse poussé à la fin de 1935 par tous les organismes agricoles qui réussirent à convaincre les pouvoirs publics que de telles conditions signifiaient, à brève échéance, la ruine totale de notre élevage.

SCHÉMA D'UNE OPÉRATION D'EMBOUCHE EFFECTUÉE DANS LA NIÈVRE
en 1937 (*Animaux de première qualité*)

Nous donnons ci-après le schéma d'une opération d'em-bouche effectuée en 1937 avec des animaux de première qua-lité, vendus à la Villette.

Il est à peine besoin de souligner que ce tableau est unique-ment destiné à *fixer les idées*, étant donné que les divers élé-ments sont évidemment *très variables pour chaque exploitation*.

Nous avons pris l'exemple simple d'un domaine de 100 ha de prés, en location, ayant servi à l'engraissement de cin-quante jeunes bêtes d'un poids uniforme de 500 kgs et de cent bœufs de 750 kgs.

Pour faciliter la lecture, nous avons indiqué les ventes dans l'ordre des achats, à savoir : les vingt-cinq jeunes bêtes ache-tées dans la première quinzaine de janvier ont été réalisées dans les premiers jours de juin, etc...

100 hectares de prés pour engrais de

50 jeunes bêtes (génisses et chatrons) de 500 kgs.

100 bœufs de 750 kgs en moyenne.

ACHAT

Première Quinzaine	Nombre d'ani- maux achetés	Poids	Prix au kilo vif	Prix de chacun	Prix total
Janvier	25 jeunes bêtes	500 k.	5	2.500	62.500
Mars	25 jeunes bêtes	500 k.	5,50	2.750	68.750
Février	50 boeufs	750 k.	5	3.750	187.500
Avril	50 boeufs	750 k.	5,50	4.125	206.250
Prix d'achat					525.000

VENTE (à la Vilette)

Première Quinzaine	Nombre d'ani- maux vendus	Poids	Prix au kilo vif	Prix de chacun	Prix total
Juin	25 jeunes bêtes	600 k.	5,50	3.300	82.500
Septembre	25 jeunes bêtes	600 k.	5,70	3.420	85.500
Juillet	50 boeufs	900 k.	5,60	5.040	252.000
Octobre	50 boeufs	900 k.	6	5.400	270.000
Prix de vente					690.000

Frais généraux

Ferme (300 fr. l'ha)	30.000
Assurances Accidents	900
Impôts bénéfiques agricoles	700
Main-d'œuvre deux domestiques	18.000
Frais de foire	2.000
Scories	2.000
Intérêts sur somme de 500.000 fr. à 3 %	11.000
(empruntée pour neuf mois)	
Vétérinaires et divers	2.000
Frais de vente (transport) 190 fr. par animal	
à la Villette	28.000
Clôtures	400
Pourcentage de perte	5.000
Nourriture d'hiver (si l'achat est effectué	
avant mise au pré)	néant
Total	100.000

Récapitulation

Frais généraux	100.000	}	
Achat	525.000		625.000
Vente			690.000
Bénéfice			65.000

se décomposant théoriquement, comme suit :

50 jeunes bêtes à 300 fr.	15.000
100 bœufs à 500 fr.	50.000

V. LE LAIT.

Nous n'avons pas l'intention de nous étendre sur la production du lait dans la Nièvre ; mais il nous a semblé qu'il serait paradoxal, en cette matière, de ne pas en faire mention.

Certes, cette production n'est pas négligeable, mais elle représente pour la grande majorité des éleveurs, notamment en ce qui concerne les exploitations éloignées des villes, une activité accessoire.

M. Bardin, dans son rapport sur l'élevage de 1933, donne le nombre des vaches charollaises et d'autres races dans les cantons les plus peuplés :

	Race charollaise	Autres races
Cosne	2.713	1.040
Clamecy	1.419	457
Nèvers	3.799	1.346
Pougues	2.351	858
La Charité	2.683	453
Saint-Amand	2.325	468

Il n'est pas douteux que les vaches des races diverses sont utilisées à la production laitière.

Les enquêteurs ont pu inscrire environ 50.000 vaches dites « laitières », parmi lesquelles 40.000 étaient charollaises. Il est plus exact, pour ces dernières, de dire « demi-laitières » : car souvent l'élevage des veaux n'utilise pas toute la produc-

tion de l'exploitation, sauf s'il s'agit de l'entretien de veaux reproducteurs.

En fait, la moyenne annuelle par sujet varie de 800 à 1300 litres ; moyenne d'autant plus basse que l'on s'éloigne des centres plus peuplés. Dans le canton de Nevers, par exemple, elle s'élève à 1380 litres.

Ceci ne tend pas à prouver que dans certains cas, les vaches charollaises ne soient pas uniquement utilisées comme laitières, car il a été constaté que nombre de laitiers les préfèrent pour le profit plus rémunérateur tiré des veaux.

On peut conclure en disant que si aucun exploitant n'emploie d'autre race que la charollaise pour la production de la viande, bien des fermières, qui dirigent la basse-cour et la laiterie, aiment mieux qu'une ou plusieurs vaches d'autres races, leur soient attribuées : car, de cette façon, le veau ne sera pas conservé et tout le lait pourra être vendu ou utilisé par les habitants du domaine.

CHAPITRE TROISIÈME

ÉCONOMIE RURALE

I. PRODUCTION ET MARCHÉ DE LA VIANDE.

- 1° Marché mondial.
- 2° Marché français.
- 3° Revalorisation du cinquième quartier.
- 4° Influence de la fièvre aphteuse.

II. LES DÉBOUCHÉS.

- 1° La Villette et les abattoirs régionaux.
- 2° Exportation.

III. LA POLITIQUE AGRICOLE DE L'ÉTAT ET L'ÉLEVAGE.

IV. LA MAIN-D'ŒUVRE ET LE RETOUR A LA TERRE.

V. LA PROPRIÉTÉ ET LES MODES D'EXPLOITATION

- 1° La Propriété.
 - 2° Le Faire-valoir direct.
 - 3° Le Fermage.
 - 4° Le Métayage.
-

CHAPITRE TROISIÈME

ECONOMIE RURALE

I. PRODUCTION ET MARCHÉ DE LA VIANDE.

Il est superflu de rappeler que la production de la viande est la principale aptitude de la race charollaise.

Ses caractères morphologiques, principalement le développement considérable des muscles et des parties charnues, la finesse relative du squelette ; d'autre part, la sélection pratiquée dans l'élevage, l'excellence des ressources fourragères du Nivernais, sont autant d'éléments qui ont contribué à faire de ces animaux des producteurs de viande fine, précoce et abondante.

Dès 1866, dans un compte-rendu du *Journal d'Agriculture Pratique*, un article, signé par M. de Varennes, constatait : « La lutte entre la race Durham et la race charollaise a très « vivement intéressé les agriculteurs. Elle prouve que la race « charollaise est bien près de posséder les aptitudes à l'en- « graissement qui distinguent les courtes cornes (Shorthorn) ».

Cette précocité dans l'engraissement est très avantageuse pour une race destinée à la boucherie. D'abord, elle permet aux agriculteurs de réaliser plus rapidement leurs capitaux, et ensuite d'économiser la nourriture des mois d'hiver. En outre, elle donne le plus haut rendement en viande nette, ainsi qu'il en résulte des constatations officielles faites à de nombreuses reprises.

La viande ainsi livrée à la consommation donne à la boucherie la « viande nette » constituant les quatre quartiers. Les déchets, abats, tête, peau, viscères, sont appelés le cinquième quartier.

Le rendement est le rapport entre le poids en viande nette et le poids vif de l'animal. Les bœufs donnent, en général, une proportion de 54 à 57 % de viande nette ; les vaches, 52 à 55 % (squelette plus développé). Quelques sujets de concours ont même atteint un pourcentage de 72 %.

A cet égard, il est intéressant de comparer les rendements de quelques races connues. Nous prenons comme exemple, les résultats de l'une des enquêtes faites à cet égard :

— Bœuf Durham charollais	68 %
— Bœuf Charollais	67,66 %
— Bœuf Normand	66,41 %
— Bœufs Salers	66,33 %
— Bœuf Limousin	66,01 %

Il ne semble pas cependant que la précocité doive être poussée à l'excès ; d'abord parce que l'alimentation intense entraîne de grands frais, notamment pendant l'hiver à l'étable ; d'autre part, les forts rendements en viande nette donnent une qualité inférieure par suite d'une surabondance de graisse.

Les éleveurs, et surtout les emboucheurs, ont, nous l'avons déjà dit, une aptitude spéciale à juger à vue d'œil, sur l'animal vivant, le poids de viande nette qu'il fournira à l'abatage. Ils diront que tel bœuf « fait 900 de viande », c'est-à-dire 900 livres ou 450 kilogr., ce qui représente un poids vif de 800 kilogr. environ.

Ainsi se basent-ils directement sur les cours de la viande nette pour établir le prix de leurs bœufs gras. Nous allons donc étudier le marché de la viande et du cinquième quartier ; ce dernier facteur a, en effet, repris son importance à la suite de la hausse dont il a bénéficié au cours des derniers mois.

MARCHÉ DE LA VIANDE

1° Marché mondial.

Avant de considérer le marché de la viande au point de vue national, il ne semble pas inutile d'examiner, au passage, son importance au point de vue mondial.

M. le Professeur Nogaro (1) fait remarquer le manque d'organisation du marché international. La viande, dont la conservation est limitée, ne peut donc faire l'objet de transactions du même ordre que le blé, le coton, le riz, etc... Si les échanges internationaux existent, cela tient à la surproduction de certains pays ; mais on ne peut dire qu'à une demande universelle corresponde réellement une offre universelle.

L'Association Générale des producteurs de viande, évaluait en 1930, aux chiffres suivants le cheptel bovin des principaux pays d'élevage, (le troupeau mondial étant de l'ordre de 450 millions d'unités).

En milliers de têtes

Indes (buffles compris)	141.542
Etats-Unis	55.696
Argentine (1923)	37.064
Brésil (1921)	34.271
Allemagne	17.983
France	14.941
Australie	14.530
Grande-Bretagne	11.284
Canada	9.172
Pologne	8.601
Union Sud-Africaine	9.739
Italie	7.400

En Russie, on prévoyait, pour 1937, 65 millions de têtes,

(1) Les prix agricoles mondiaux et la Crise (page 91 et suivantes) par M. NOGARO.

alors qu'il était de 70 millions en 1928, 48 millions en 1931, et 38 millions en 1933. Ces variations proviennent de l'application du plan quinquennal soviétique.

C'est à la suite d'une enquête faite par l'Institut international d'agriculture dont le Siège est à Rome, que les renseignements suivants ont été communiqués pour les années allant de 1929 à 1934 :

Extrait du journal *Le Fermier* :

*Consommation de viande par habitant
(bovine, ovine et porcine) en kilos.*

PAYS	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Allemagne	51	50	49	48	49	54
Danemark	42	47	47	57	66	66
France	34	33	34	34	35	34
Italie	20	16	17	16	16	15
Royaume-Uni	62	62	65	65	63	63
Canada	69	66	67	67	62	64
Etats-Unis	62	60	61	62	64	63
Australie	97	91	85	86	98	97
Nouvelle-Zélande	106	96	127	105	98	111

Notons que 94 % des exportations mondiales sont effectuées par sept nations (Argentine, Uruguay, Australie, Pays-Bas, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Brésil), et que 87 % du troupeau exporté sont destinés à la consommation de trois pays (Grande-Bretagne, Allemagne, France). Ceci n'est plus vrai pour la France qui, depuis 1933, importe de moins en moins.

En France, la consommation totale a augmenté quelque peu depuis 1929, si l'on s'en rapporte aux chiffres donnés par le Ministère de l'Agriculture :

Consommation en France

Années	Importance de la consommation (en tonnes)
1929	1.585.000
1930	1.576.000
1931	1.545.000
1932	1.564.000
1933	1.632.000
1934	1.685.000
1935	1.753.000
1936	1.760.000

Le commerce international de la viande n'a pas suivi la progression de la consommation mondiale. C'est ainsi que les transactions :

1° — pour le bétail sur pied (bovins) sont passées de 2.446.000 en 1929 à 1.191.000 en 1934.

2° — pour les viandes abattues (bovins) de 8936 millions de quintaux en 1929 à 7528 millions de quintaux en 1934.

Cette contraction des échanges est attribuée à plusieurs facteurs. De nombreux pays ont traversé de graves difficultés, soit financières, soit politiques. D'autre part, la crise mondiale s'aggravant, ces nations se sont repliées sur elles-mêmes, soit à l'abri de barrières douanières de plus en plus sévères, soit dans un régime d'autarcie et se sont efforcées de subvenir à leurs besoins en développant au maximum leurs moyens de production. Le plus bel exemple nous est donné par l'Angleterre qui, en 1934, avait utilisé 63 % des exportations de bovins et renforce actuellement son élevage avec succès.

Il nous semble utile d'indiquer, à ce sujet, le prix du kilogramme vif, en novembre 1935, dans les principaux pays d'Europe et aux Etats-Unis (prix convertis en francs) :

	Bovins
au Danemark	2.50 à 4.20
en Allemagne	4.80 à 10.80
en Grande-Bretagne	2.80 à 8
en Tchécoslovaquie	4.20 à 7.30
en Suisse	5.40 à 9.60
en Belgique	3.50 à 6.40
en Italie	6.20 à 8
en Autriche	4.70 à 8.80
aux Etats-Unis	2.60 à 7.20
en Pologne	3.10 à 4.50
en Hongrie	4.50 à 6.90
en Hollande	6.20 à 7.60
en France	3.50 à 7

Il serait dangereux de tirer des conclusions — en ce qui concerne notre élevage — dans la comparaison des différentes cotation. En effet, on ne peut dire à priori que les nations où la cherté du bétail est plus grande, ont un élevage plus florissant. Trop de considérations, propres à chaque pays, doivent intervenir pour une interprétation de ces données, en particulier la relation entre le prix du bétail sur chaque marché et le prix qu'il a coûté à produire.

D'autre part, notons que, dans certains états, divers modes d'intervention sur les cours du marché ont été pratiqués. La Hollande, pendant un an, acheta 4.000 vaches laitières par semaine pour décongestionner son marché intérieur en lait et en viande. Ces animaux, abattus et mis en conserve, ont servi à l'alimentation des chômeurs. La Suisse et les Etats-Unis appliquèrent la même méthode, mais ces derniers sur une échelle beaucoup plus vaste. En 1934, trois millions de vaches furent ainsi achetées par l'Etat Américain sur un programme établi de dix millions de têtes à éliminer.

L'Etat libre d'Irlande usa d'un autre moyen en offrant une prime de dix shillings par peau de veau abattu,

2° Marché français.

La hausse sur le marché français de la viande, commencée à la fin de 1936, s'est accentuée encore au début de 1937, et nous étions, au mois d'août 1937, au niveau des prix de 1929 :

Prix en viande nette

	Bœuf Prem. Qual. Net	Bœuf Deux. Qual. Net	Veau Prem. Qual. Net
Moyenne août 1928	788	717	1 319
» » 1929	994	894	1 407
» » 1930	1 235	1 109	1 464
» » 1931	1 094	956	1 333
» » 1932	779	678	985
» » 1933	641	533	912
» » 1934	654	532	833
» » 1935	571	473	733
» » 1936	756	659	919
» » 1937	988	883	1 352

Après la désastreuse campagne de 1933 à 1935, il était indispensable qu'une revalorisation du cheptel intervienne. Certes, il eut été de beaucoup préférable que le principal facteur de hausse ne fût pas la baisse de notre monnaie. Depuis un an, la valeur relative du franc a diminué de moitié. Certes, il serait exagéré de prétendre que le prix du kilogr. de viande eût dû monter à 15 francs. Mais il importe de souligner que la hausse actuelle n'est pas à considérer en elle-même, mais bien par rapport aux autres produits.

Nous rappelons, qu'en 1936, les indices des prix agricoles, publiés par la Statistique générale de France, avaient accusé pendant un certain temps une supériorité par rapport aux indices de gros industriels. Nous croyons utile de préciser au préalable, qu'il serait plus exact de les dénommer indices des denrées

alimentaires, car ils sont pris non à la ferme, mais lors de la vente aux détaillants. En effet, dans ces prix se sont déjà incorporés les frais de transport, les bénéfices des trop nombreux intermédiaires, les divers impôts qui, là comme ailleurs, se superposent. De plus, il faut tenir compte que, pour subvenir à ses besoins personnels et à l'entretien de son bétail, l'agriculteur doit faire face aux prix de détail et non aux conditions plus avantageuses des grossistes. Néanmoins, l'examen des chiffres, en ne perdant pas de vue les réserves ci-dessus, mérite d'attirer notre attention.

Donc, à fin 1936, l'indice des prix agricoles était demeuré quelque temps supérieur aux indices industriels. Cette reprise du pouvoir d'achat des populations agricoles ne devait pas durer bien longtemps. L'application simultanée de nombreuses lois sociales, le glissement de notre monnaie, ne tardèrent pas à amener un renversement de la situation. Dès les premiers mois de 1937, les prix de gros industriels ne cessèrent de progresser rapidement, et leur écart avec les prix agricoles ne fit que s'accroître au détriment de ces derniers. L'indice pondéré des prix de gros, qui était, en mai 1936, de 392 pour les produits agricoles et de 358 pour l'industrie, passait pour les premiers à 520, tandis que les indices industriels parvenaient à 576. Au début de septembre 1937, cet écart de 56 points était revenu à 39 points. Ceux du 15 Octobre donnaient pour les produits alimentaires 620 et 617 pour les produits industriels. L'équilibre, tout au moins théorique, semblait donc rétabli ; mais en novembre 1937, ils reviennent respectivement à 569 et 623, soit un écart de 44 points.

D'autre part, il convient de signaler l'élévation des prix de l'alimentation du bétail (indice des produits végétaux : 660, contre 570 aux produits animaux). D'après le journal « *Le Fermier* », nous donnerons la moyenne des cours de quelques denrées :

MOYENNE DES COURS A LA FIN SEPTEMBRE

	1937	1936	1935
Sons	90	60	33
Foins (prix à Paris)	175 à 275	150 à 230	145 à 210
Tourteaux de lin	100 à 135	80 à 86	60 à 72
Orges	116	90	48
Avoines	135 à 164	90 à 115	45 à 58

Ainsi, par rapport aux cotes de 1936, celles de 1937 accusent une hausse de 25 à 33 % pour les foins, 30 à 40 % sur les avoines, 30 % sur les tourteaux, 50 % sur les sons.

De tels prix pour l'alimentation du bétail font douter de résultats heureux pour l'agriculteur qui engraissera ses animaux à l'étable au cours de l'hiver 1937.

Les cours actuels de la viande ne doivent donc, en aucune façon, être considérés comme exagérés, eu égard aux dévaluations successives, à la hausse du coût de la vie et aux nombreuses charges nouvelles qui sont venues grever les exploitations agricoles. Pour le prouver, il suffit de citer les chiffres suivants, donnés par le bulletin d'octobre de l'Institut International d'Agriculture de Rome. Ce document donne, en francs-or, les prix au quintal des principaux produits agricoles dans le monde. Nous en extrayons :

Viande de bœuf nette :

en 1936 93 f. 83

en septembre 1937 103 f. 14

hausse : 9,92 %.

Que s'est-il passé sur le marché français ? La viande de bœuf passe, en francs-or, de 112 f. 77 en 1936 à 93 f. 58 en septembre 1937, **soit une baisse de 17,01 %**.

On voit donc qu'il ne s'agit pas ici d'une revalorisation, car les *prix de la viande, depuis 1927, n'ont jamais été aussi bas en francs-or.*

Néanmoins, il est à présumer que les cours, sur le marché français, auront tendance à se stabiliser en raison de la diminution de la consommation (5 % environ par rapport à 1936).

Pendant le premier semestre 1937, cette difficile adaptation du consommateur aux nouveaux prix s'est déjà fait sentir pour la viande bovine. La hausse du coût de la vie restreint les possibilités de consommation de toutes les classes de la population, et le commerce de la viande est l'un des premiers à en souffrir. Il est douteux que le consommateur consente un nouvel effort pour permettre un réajustement des prix qui laisse à l'éleveur un équitable profit.

Nous signalerons aussi que, depuis juin, le transport par fer des viandes a subi une hausse de 15 % (en attendant le relèvement prévu pour janvier 1938) ; de même, les taxes d'abattoir et les droits d'octroi à Paris. Le journal *Le Fermier* nous donne la précision suivante : « En août 1937, un bœuf de « 400 kilogr. de viande nette, destiné à être consommé à Paris, « se trouvera grevé en taxes de 120 francs de plus qu'en juin, « deux mois plus tôt ! »

De toutes les taxes, celle de l'abatage a été certainement la plus critiquée. Elle fut établie par la loi de Finances du 13 juillet 1925, pour remplacer la taxe sur le chiffre d'affaires. Cet impôt est basé sur le poids vif de l'animal, à raison de 0 f. 15 par kilogr. pour les bovidés, et 0 f. 20 pour les veaux.

On lui reproche surtout ceci : le rendement en viande nette d'un animal de basse qualité étant inférieur à celui d'un animal d'excellente qualité, la viande de dernier choix paiera comparativement un impôt supérieur.

En outre, son application étant spécifique et non « *ad valorem* », l'incidence de cette taxe croît avec la baisse des cours de la viande.

L'augmentation des charges dans de telles proportions se fait sentir immédiatement par une élévation des prix de détail · c'est-à-dire au détriment du consommateur et du producteur.

La capacité décroissante d'achat du public, la hausse des prix de la nourriture des animaux, l'accroissement des charges, sont autant d'éléments défavorables pour le développement futur du marché de la viande. Peut-être pourra-t-on y remédier par l'emploi et l'exportation de notre cheptel national, — qui est suffisant pour notre consommation, répétons-le, — et en évitant les importations de viandes étrangères.

Sur ce dernier point, l'Association générale des Producteurs de viande, dans son Assemblée du 19 mars dernier, tout en affirmant que les prix actuels du bétail constituaient encore un niveau des plus modestes pour le producteur agricole, invitait le Gouvernement « à maintenir strictement la protection accordée à notre élevage contre la concurrence étrangère. »

Nous remarquerons à ce sujet, que la place prépondérante sur le marché national est tenue par les échanges avec nos Colonies (Madagascar et l'Afrique du Nord).

De ce fait, l'augmentation des prix des viandes étrangères, en majeure partie causée par la baisse du franc, a, de moins en moins d'incidence sur nos prix intérieurs et favorise, au mieux de notre économie nationale, nos échanges avec nos territoires d'outre-mer.

Une autre question a fait également l'objet de récriminations de la part des Producteurs de viande : la constitution des Stocks de l'Intendance. Certes, les 30.000 quintaux de viandes étrangères achetées depuis le début de l'année représentent un débouché important enlevé à nos éleveurs. Mais ce chiffre est faible si on le compare, par exemple, à celui de la consommation nationale de 1936 : 1.760.000 tonnes. Et, au surplus, l'accord est réalisé sur le fait que, dans l'intérêt même de notre Défense Nationale, le département de la Guerre doit pouvoir user de certaines initiatives, en ayant la faculté d'importer hors contingent.

Nous citerons à ce propos les quantités de viande consom-

mées par l'Armée du 1^{er} Avril 1936 au 31 Mars 1937 (chiffres donnés par le Ministère de la Guerre) :

— Viandes bovines métropolitaines	20.600 tonnes
— Viandes bovines coloniales	5.540 »
— Viandes bovines étrangères	500 »
— Viandes ovines étrangères ou coloniales	555 »
	27.195 »

Des apaisements ont été donnés dernièrement par les Ministères intéressés, qui ont déclaré que le cheptel national assurerait l'approvisionnement des troupes et des stocks de sécurité.

3° Revalorisation du cinquième quartier.

Nous avons déjà dit que l'on entendait, sous cette appellation, les abats, les peaux, suifs, sang, etc...

Par suite de la baisse de notre monnaie, les cours ont accusé une forte hausse au début d'août 1937.

Notons, par exemple, que les suifs sont passés en deux mois, de 255 à 285 francs. Au 6 Octobre, ils atteignent même 335 fr. les cent kilogr.

Aussi, si nous comparons les mois d'août 1936 et octobre 1937, la valeur du cinquième quartier, ramenée au kilogr. de viande nette du bœuf, s'établit à :

Août 1936	0 f. 67
Octobre 1937	1 f. 60

ce qui revient à dire que la différence entre le cours de la viande à la production et le prix à la consommation a pu être diminuée de 0 f. 93. Cette revalorisation a pu ainsi compenser, — faiblement, il est vrai — l'accroissement des charges et taxes de tous ordres imposé à la viande depuis la ferme jusqu'au boucher détaillant.

4° Influence de la fièvre aphteuse.

Sur l'ensemble du marché de la viande, nous ne voudrions pas omettre de signaler l'influence exercée par la fièvre aphteuse. Les premiers cas furent officiellement constatés en Mai 1937, parmi des animaux en provenance de l'Afrique du Nord. Le pays tout entier, et en particulier la région du Nord avec plus de violence, fut atteint. Cette épizootie, qui semble actuellement en régression, n'aurait pas été plus meurtrière que les précédentes. On a évalué les pertes à 900.000 têtes, soit près de 6 % du troupeau. Tous les moyens de lutte employés contre ce fléau n'ont donné jusqu'à maintenant que peu de résultats. La Suisse a dû renoncer à l'abatage obligatoire, qui était trop onéreux, pour le remplacer par le traitement de « l'hémoprévention » qui semble le seul moyen efficace.

La fièvre aphteuse, comme d'habitude, a provoqué la rupture du rythme des ventes. De nombreux fermiers, craignant la contagion pour leurs animaux, ont vendu plus rapidement qu'ils ne le désiraient. Les journaux d'agriculture constatent unanimement que le marché de la Villette a été, au cours des deux derniers mois, encombré de bovins de qualité inférieure.

D'autre part, de nombreux éleveurs de l'Ouest et du Nord, qui, d'ordinaire, achetaient à l'automne, n'ont pu le faire en raison de l'interdiction à l'entrée des bovidés dans leurs départements respectifs.

Néanmoins, on peut dire que le Nivernais a relativement moins souffert que beaucoup d'autres départements. L'épizootie eut été plus désastreuse si la contagion s'était faite plus tôt.

Le monde agricole critique vivement les mesures coercitives qui lui sont imposées pendant l'épidémie. Chacun prétend qu'elles ajoutent aux pertes déjà considérables subies par l'élevage.

L'éleveur demande que, seule, soit maintenue l'interdiction de sortir de la ferme un animal malade. Il cite certains cas où la maladie éclate soudainement au milieu d'une région saine, ou bien dans quelques prés seulement de la même exploitation. Cette fantaisie dans la propagation incite les éleveurs à demander qu'on leur rende la liberté de déplacer leurs animaux encore indemnes ; car ils estiment paradoxal que, l'interdiction n'ayant pas été prononcée, il soit permis dans tel département de laisser circuler du bétail présumé sain, mais qui porte déjà les germes de la maladie.

La réglementation du marché de la Villette fait, dans le même ordre d'idées, l'objet de leurs protestations.

En fait, la fonction du Chevillard est de revendre le bétail aux bouchers parisiens. Autrefois, il le revendait aussi à d'autres marchands qui réexpédiaient en province. On a alors accusé la Villette d'être le grand centre de diffusion de la fièvre aphteuse, et interdiction fut faite de réexpédier du marché. Tout animal arrivé doit être vendu ; on conçoit aisément que, souvent, dans de telles conditions, les bovidés qui n'ont pas trouvé aussitôt acquéreur, sont réalisés à vil prix !

Nous avons là l'exemple d'une mesure qui, du point de vue sanitaire, peut se défendre ; mais ses adversaires démontrent que la contagion se fait aussi bien de région à région, sans passer par la Villette. Ils en trouvent, selon eux, une démonstration éclatante dans l'épizootie qui sévit actuellement et prétendent, peut-être avec exagération, que cette mesure coûte plus cher à l'élevage que la fièvre aphteuse elle-même. Aussi réclament-ils le rétablissement du marché libre de la Villette, qui ne doit pas constituer une exception parmi les autres marchés nationaux.

II. LES DÉBOUCHÉS.

Pour faciliter la vente et réunir le plus grand nombre d'animaux de choix, des foires primées ont été organisées.

Nous rappelons que la plus importante est celle de Nevers, à fin Octobre, qui s'appelle « Concours Foire d'Automne », créée en 1904 par la Société départementale d'Agriculture, et organisée par le Syndicat des Eleveurs nivernais.

Les autres foires sont celles de Prémercy, le 5 novembre ; Saint-Saulge (le 11 novembre, Saint-Martin), Moulins-Engilbert, Corbigny, Decize, Saint-Pierre-le-Moultier et Châtillon-en-Bazois.

Le grand Concours d'hiver a lieu à Nevers fin janvier. Sa création remonte à 1866, sur l'initiative du Comte de Bouille, fondateur de la Société départementale d'Agriculture.

Le Concours de Nevers est le rendez-vous de nombreux éleveurs et des Présidents de plusieurs Sociétés d'Agriculture des départements voisins. Il a permis de jeter les bases d'une Fédération englobant les Sociétés agricoles de la région du Centre.

Huit jours après le Concours d'hiver de Nevers, a lieu celui de Moulins (Allier), assemblée très importante, où se continuent les transactions commencées.

1° La Villette et les abattoirs régionaux.

Nous en arrivons à l'aboutissement logique de ces transactions : la vente pour la consommation.

Ce n'est qu'approximativement que l'on peut déterminer la répartition des ventes annuelles de charollais. Les chiffres suivants constituent les proportions généralement indiquées par les Services agricoles compétents :

Marché de la Villette — Bœufs	14.000	} 28.000
Vaches	8.000	
Taureaux	3.000	
Veaux	3.000	
Marché de Lyon		6.000
Boucherie locale et des départements voisins		8.000
Ventes dans le Nord, la Vendée et autres contrées, soit en reproducteurs, soit en châtrons		8.000
		50.000

En fait, on peut dire que les transactions portent sur un chiffre de bovidés variant annuellement de 45 à 50.000 têtes.

Une partie des bêtes grasses est consommée dans le pays même ; l'autre est expédiée dans les départements limitrophes, en particulier à Lyon. Mais le plus grand débouché est incontestablement la Villette.

Les bœufs y sont transportés par chemin de fer, dans les wagons soigneusement empaillés.

Arrivés à la Villette, ils sont amenés à l'abreuvoir et immédiatement attachés sur le marché. Au coup de cloche, les chevillards ou chevilleurs (bouchers en gros ainsi appelés parce que les quartiers de bœuf sont pendus dans leurs échaudoirs par des chevilles), font leur apparition.

Les ventes se font à forfait. En règle générale, le propriétaire ne vend pas directement au chevillard ; mais à un intermédiaire : le commissionnaire. Ce dernier se charge du débarquement des animaux, de leur entretien et de la vente, moyen-

nant une commission qu'il retient sur le prix à remettre au vendeur.

Le chevillard revend alors son bétail à la boucherie.

Il semblerait, à première vue, que le commerce de la viande puisse se faire d'une autre manière. Déjà avant la guerre, cette question avait été étudiée, et M. Naudin exposait les avantages que retireraient les propriétaires en amenant leur bétail dans des abattoirs régionaux. C'est de ces abattoirs que la viande serait transportée dans des wagons frigorifiques vers les centres de consommation.

L'animal expédié actuellement de province à la Villette supporte les frais précédemment détaillés et les prix très onéreux des Compagnies de Chemins de fer. En outre, de nombreux bœufs arrivent blessés, et ces accidents procurent aux intermédiaires l'occasion de retenir, selon la région du corps atteinte, une somme plus ou moins importante qui diminuera le bénéfice du producteur. Dans le transport, le bétail perd aussi du poids, et la présentation à l'acheteur d'animaux fatigués par des tribulations de tous ordres ne favorise pas les intérêts des propriétaires, bien loin de là.

Des essais de viande frigorifiée ou congelée ont été faits. Il n'est pas douteux que la clientèle française est réfractaire à une viande présentée de cette manière, alors qu'en Angleterre presque toute la consommation est satisfaite par la « frozen meat » (viande congelée).

Rappelons que la viande congelée est conservée dans une température au-dessous de 0° pour les transports à longue distance (Argentine, Australie, etc...). Cette viande est dure comme un bloc de glace, et un traitement approprié est nécessaire pour la faire revenir à un état voisin de la normale.

Au contraire, réfrigérée, la viande est maintenue fraîche dans une température constante de 3 ou 4° au-dessus de 0° ; elle conserve ainsi son aspect, sa couleur primitive et toutes

ses qualités. Certains spécialistes ont même prétendu qu'elle est améliorée et plus tendre.

Une installation rationnelle d'abattoirs répartis sur tout le territoire à proximité des centres d'élevage, en contribuant à la baisse des prix à la consommation, serait très utile en cas de guerre et nous rendrait moins tributaires des nations voisines mieux outillées.

Naguère, M. Gustave Falies, dans le bulletin des Halles, pouvait dire, — avec exagération, certes ! — : « Chicago devrait être en France ! » — Pour lui, il était hors de contestation que le jour où nous pourrions diriger sur des usines spéciales, aménagées comme il convient, des troupeaux importants qui ressortiront transformés en conserves alimentaires de toutes sortes, il y aura bénéfice pour tout le monde : pour l'industrie, le commerce, l'agriculture, et surtout pour la santé publique qui se ressent toujours de la nourriture en viandes fatiguées.

Il semblerait, devant un tel faisceau d'arguments, que l'avantage des abattoirs régionaux est évident, surtout dans des centres de production comme le Nivernais. Pourtant, cette création rencontre bien des difficultés. Tout d'abord, celle de réunir de très importants capitaux, malgré l'apport de l'Etat pouvant s'élever jusqu'à 600.000 francs. Mais le plus gros obstacle réside dans la nature même du cheptel nivernais. Si la viande de qualité moyenne était seule en question, on pourrait envisager cette organisation ; mais il est difficile de l'admettre lorsqu'il s'agit d'animaux de première qualité. En effet, la viande abattue, sur l'étal ou à l'échaudoir, sera vendue sensiblement au même prix, qu'elle soit de deuxième ou de troisième qualité, de première ou de deuxième. Il en est tout autrement lorsque le chevillard ou le boucher peuvent examiner et acheter l'animal vivant. Sa présentation, sa santé, les prix remportés, etc..., l'inciteront à augmenter son offre. Il sera plus tenté d'acquérir un superbe animal plutôt que des quartiers de viande dont il ignorera souvent la provenance.

Des essais ont été tentés, en particulier, par M. Girard, alors professeur d'agriculture à Charolles. A plusieurs reprises, deux bœufs de qualité égale furent achetés ; l'un était transporté à la Villette, l'autre était abattu sur place, et la viande expédiée ensuite dans les meilleures conditions. Ces multiples expériences ont été concluantes : à chaque fois, l'envoi du bétail vivant s'est révélé plus profitable.

Néanmoins, il sied de ne pas méconnaître les avantages sérieux présentés par les abattoirs régionaux, dans certaines conditions toutefois.

On pourrait concevoir pour le bétail charollais une organisation plus complète, à savoir : de l'abattoir régional, devraient dépendre un grand nombre de « boucheries charolaises » de détail, dont le réseau serait établi dans les villes ou centres comme Paris et les régions parisienne et lyonnaise ; lesquelles apprécient plus particulièrement la viande de qualité.

Sous cet aspect, le problème pourrait peut-être trouver une solution heureuse ; mais l'on voit immédiatement l'importance énorme des capitaux qui seraient nécessaires, et, par voie de conséquence, la difficulté de réaliser un pareil programme.

2° Exportation.

Nous ne voudrions pas omettre de signaler l'heureuse initiative prise par le Syndicat des éleveurs de la Nièvre en 1910. Il fut décidé que des animaux, très purs de race, seraient, au nombre de dix, envoyés à l'exposition de Buenos-Ayres. M. Girard, Directeur des Services agricoles, dont la haute compétence est appréciée de tous les éleveurs, fut chargé de cette présentation.

Les Argentins, surpris d'abord, s'étonnèrent des poids affichés, mais durent se rendre à l'évidence. Le bétail fut

d'ailleurs vendu dans de très bonnes conditions. L'Argentine devrait être un des meilleurs clients de nos éleveurs, car ses troupeaux si nombreux doivent être améliorés constamment, et nos charollais pourraient y trouver un débouché facile et rémunérateur. Malheureusement, l'importation de reproducteurs bovins est réservée à l'Angleterre et nos animaux, considérés comme ayant la fièvre aphteuse de façon permanente, n'y sont pas admis. Evidemment, ce n'est qu'un prétexte, souvent rencontré, qui frappe de discrédit nos exportations. Il est bon de signaler que la Grande-Bretagne, dans sa politique commerciale et douanière, utilise fréquemment des motifs de cet ordre pour entraver notre commerce extérieur au bénéfice de ses ressortissants. Ne l'a-t-on pas vu l'an dernier pour les pommes de terre, cette année pour les fruits dont l'importation en Grande-Bretagne a été interdite pour « protéger les produits anglais de contagion ! »

Bien que tous réprouvent de pareilles interventions sur le marché international de la part de nations concurrentes, il faut reconnaître que l'Etat français use, lui aussi, de ces procédés, qui tendent malheureusement à s'instaurer comme mesures de défense.

Il est très désirable que les pouvoirs publics, — notre balance commerciale ne l'exige-t-elle pas ? — fassent tous leurs efforts pour favoriser l'exportation de nos producteurs si réputés. Un résultat a été atteint dans ce domaine, cependant : les Etats-Unis ont admis la race charollaise comme race pure, donc amélioratrice.

Il se peut aussi que nous ignorions certains pays étrangers où la race charollaise est à l'honneur. Nous citerons à ce propos l'anecdote suivante rapportée par M. Girard, Directeur des Services agricoles. Au cours de sa présentation des bœufs nivernais à l'exposition de Buenos-Ayres, il employait toute sa persuasion à convaincre un spectateur des qualités de la race, quand ce dernier lui dit : « J'ai onze mille animaux charollais de croisement dans mon *estancia* ! »

Ce petit fait tendrait bien à prouver que des débouchés importants pourraient être trouvés dans le monde entier. Pour l'Amérique, le Syndicat d'exportation a vu ses efforts couronnés de succès par l'entrée de charollais, peu nombreux il est vrai, au Mexique, au Brésil et au Chili. De même, la Russie et l'Italie ont fréquemment recours aux reproducteurs charollais pour améliorer leurs races bovines. Des essais très satisfaisants ont déjà été faits au Maroc et à l'île Maurice ; et l'on a remarqué que le charollais résistait mieux que beaucoup d'autres races aux températures élevées.

III. LA POLITIQUE AGRICOLE DE L'ÉTAT ET L'ÉLEVAGE.

Nous avons jugé opportun d'exposer un certain nombre de vœux, doléances, critiques qui ont été et sont encore exprimés soit par les éleveurs eux-mêmes dans les assemblées agricoles, soit dans divers écrits et articles de journaux traitant de la politique agricole de l'Etat. La reproduction *in-extenso* de ces discours ou articles serait trop longue, et nous avons préféré résumer les revendications principales des producteurs :

« Quiconque ne peut accepter que la France, dont la production en viande suffit à la consommation, importe du bétail étranger ? D'autre part, en admettant que, seuls, les besoins de la Défense Nationale obligent le Ministère de la Guerre à autoriser des importations très limitées, on conçoit difficilement que des débouchés beaucoup plus importants n'aient pu être trouvés dans l'exportation de nos reproducteurs. Notre balance commerciale, dont le déficit s'accroît depuis la guerre, avec une impitoyable régularité, nécessiterait de la part des pouvoirs publics :

« 1°) une action plus énergique en vue de la diffusion dans le monde des reproducteurs charollais, qui constituent bien une production nationale dont nous ayons le droit d'être fiers ;

« 2°) une surveillance étroite du marché national où l'agriculture a vu, jusqu'en 1933, tous ses efforts compromis par les importations massives des spéculateurs qui provoquaient

« l'augmentation des contingentements sous les plus fallacieux
« prétextes.

« Aucune de ces opinions ne souhaite une obstruction systé-
« matique à l'approvisionnement du marché par nos colonies ;
« mais il est couramment exprimé que l'on exige de celles-ci
« que les produits manufacturés dont elles ont besoin soient
« fournis par la métropole.

« Dans un marché assaini, que les tracasseries, les régle-
« ments, les charges nouvelles ne viennent plus décourager le
« paysan français.

« Que s'arrête la floraison des multiples théories : théorie
« du pouvoir d'achat des masses, théorie de la prospérité,
« etc... Cette dernière dépendrait non du libre jeu des échan-
« ges, mais des textes de lois. L'exemple des Etats-Unis est
« cité à propos de l'application de ces systèmes. Pendant
« quatre années, on a pu croire à la réussite ; les derniers
« événements ont détruit en quelques jours plusieurs années de
« progrès. Que nos gouvernants s'inspirent de cet exemple
« pour l'éviter à notre pays.

« Malgré le flot grandissant des réglementations, des dé-
« crets, des lois, la paysannerie française se rend bien compte
« que l'on ne fabrique pas artificiellement de la prospérité.
« L'Etat détient beaucoup de pouvoirs ; mais il n'aura jamais
« celui de se substituer à la nature ! Car, chaque fois qu'il
« sort de son rôle de surveillance pour devenir un dictateur
« des prix, de l'économie, de l'industrie, de l'agriculture, il
« aboutit invariablement à des échecs retentissants ».

Nous pouvons, de ce résumé, retirer les constatations sui-
vantes. L'éleveur nivernais, comme les agriculteurs d'autres
régions, est protectionniste. Sa mauvaise humeur, son énerve-
ment, ont été provoqués par les hésitations de la politique
suivie depuis la guerre par les pouvoirs publics. En outre, on
retrouve, là encore, la volonté d'indépendance, le besoin de
tranquillité du paysan qui accepte difficilement la coercition,
quitte à reconnaître plus tard, le cas échéant, son utilité.

Cet état d'esprit de la paysannerie a de multiples causes. Elle a gardé le souvenir, non pas de théories économiques comme le libéralisme de Bastiat, qui étaient en faveur à la fin du siècle dernier ; mais plutôt d'un état de fait dont les caractères principaux étaient la stabilité et une plus grande liberté. L'éleveur se souvient qu'avant la guerre, ses prévisions étaient assez rarement détruites par les événements politiques et économiques. Des lois et décrets, en nombre imposant, édictant les mesures les plus diverses, fiscales, sociales, économiques, ne s'étaient pas encore abattus sur lui pour ajouter d'autres soucis aux préoccupations inhérentes à son exploitation.

C'est pendant la période de guerre qu'il a commencé à sentir l'emprise de l'Etat. Sa méfiance profonde, sa résistance instinctive à toute réglementation furent apaisées par l'élévation des prix, et, par voie de conséquence, de ses profits. Les larges bénéfices ainsi réalisés incitèrent l'agriculteur à développer après la guerre sa production. La crise mondiale survenant, les interventions de l'Etat eurent un but tout à fait opposé : limitation de la production et maintien des cours alors que pendant les hostilités, la Défense Nationale exigeait une production intensive à des prix dont l'ascension était contrôlée et jugulée.

Il faut constater que, bien souvent, l'éleveur n'a pas compris la situation, et, pour conserver ses profits, a jugé utile de développer, davantage encore, sa production.

Cette économie agricole, ainsi troublée, l'a amené à se grouper, à s'unir non seulement pour l'achat à meilleur compte de produits nécessaires à son exploitation ou pour tout autre objet, — et en cela l'Etat a favorisé largement la création des Syndicats agricoles (décret du 8 mai 1912 sur les Syndicats d'élevage) — ; mais aussi, il faut bien le dire, pour résister à l'emprise de plus en plus étroite du législateur. Et pourtant, il est incontestable que l'Etat n'a voulu influencer sur l'économie

agricole que pour aider l'agriculture à sortir du marasme provoqué, en particulier, par la déflation. Nous ne développerons pas ici les faits qui ont amené cette déflation. Nous rappellerons seulement que, pendant cette période, il existe toujours une disproportion trop grande entre les prix très bas à la production et ceux de la consommation, que les charges diverses et incompressibles empêchent de baisser parallèlement. En outre, alors que les industriels, par des ententes, font obstacle avec plus d'efficacité à l'effondrement des prix, les agriculteurs, malgré leurs Syndicats et Fédérations, ne peuvent évidemment pas arriver au même résultat.

Les pouvoirs publics devaient intervenir, et c'est ce qu'ils ont fait, — sans plan bien déterminé, il est vrai, — selon les circonstances, soit politiques, soit économiques.

C'est cette économie que M. Schoen, dans l'introduction à son ouvrage sur « Les Interventions de l'Etat et le Marché agricole français » a qualifié très justement « d'économie dirigée en pièces détachées ».

Les prix baissèrent fortement en 1921 ; mais l'agriculture supporta assez facilement cet état de choses en raison des profits réalisés antérieurement.

Par contre, la crise mondiale a commencé à faire sentir ses funestes effets dès 1929. La guerre avait imposé aux autres nations, comme à la France, un prodigieux effort d'organisation pour augmenter leur production et suffire le plus possible à leurs propres besoins. La paix revenue, il était logique que l'on assiste à une surproduction générale. Surproduction qui cherche, à tout prix, des débouchés, au besoin par des exportations à perte ou avec des primes attribuées par certains états.

Notre protection douanière n'opposa pas une digue suffisante aux importations qui furent faites jusqu'à 1931 et même 1932.

Dès 1927, le Gouvernement prit bien quelques mesures de défense, sous la pression des agriculteurs ; mais il faut atten-

dre l'année 1933 pour constater un arrêt des importations alors que les Etats-Unis, et surtout la Grande-Bretagne, nous avaient devancés dans cette voie depuis plusieurs années.

L'avilissement des cours sur le marché français dès 1930, ainsi que le tableau des prix de viande nette l'a démontré, est donc dû aux principales causes suivantes que nous récapitulons :

- 1° — surproduction mondiale.
- 2° — importations massives.
- 3° — étant donné ces importations, surproduction relative de l'élevage national.
- 4° — devant la baisse des cours, réaction inopportune de l'éleveur qui, pour maintenir son profit, augmente son cheptel.
- 5° — arrêt presque total des exportations que l'on explique comme suit :
 - a) La France, pays de petite propriété, ne peut produire dans les mêmes conditions que l'Argentine, par exemple, où les rendements sont obtenus par la méthode extensive. L'éleveur français sera amené, par les conditions de son exploitation, à rechercher surtout la qualité ; mais, par voie de conséquence, augmentera le prix de revient de ses produits.
 - b) L'incidence des charges diverses : prix des transports, impôts, salaires, charges sociales, dont le montant incompressible n'a fait que croître.

Ajoutons à ces motifs le défaut, de la part des Pouvoirs Publics, d'une politique agricole continue. La France, en effet, s'est contentée de suivre les événements, souvent avec trop de retard. Il ne semble pas que l'on puisse trop le reprocher, comme l'a fait le paysan français, aux Gouvernements successifs, car la réglementation douanière a dépendu jusqu'en 1929 du Parlement. Il est inutile de s'appesantir sur ce point,

car tout le monde connaît la lenteur de l'action parlementaire.

Dans ces conditions, il apparaît qu'il eût été préférable d'appliquer un système bien défini et sévère de protection (de protection évidemment, puisque tous les pays du monde adoptaient l'un après l'autre cette attitude), plutôt que des dispositions fragmentaires et successives à efficacité retardée.

En effet, le protectionnisme, installé en France dès 1927 par le relèvement au coefficient 5, notoirement insuffisant, des droits de douanes sur les denrées agricoles, est devenu rapidement inopérant en regard des mesures prises par les autres nations. La surtaxe compensatrice de change et les taxes de licence (établies par la loi du 28 février 1933 qui institua une taxe de 50 à 100 francs sur les importations de bétail ou de viande) marquèrent un progrès sur le relèvement des droits de douane dont l'inefficacité fut encore aggravée par les manipulations monétaires mondiales. On en arrive ainsi logiquement au contingentement qui s'avère être le procédé le plus effectif, non seulement de défense — mais aussi de négociation avec d'autres pays en vue de développer nos exportations.

Un décret du 30 Septembre 1931 contingente les importations de bovidés ; de même, pour revaloriser le cinquième quartier, le décret du 28 Décembre 1933 réglemente le marché des suifs et matières grasses. L'importation des abats, dans le même but, est organisée par un autre décret du 10 Avril 1935.

Ceci résume l'action de l'Etat français en ce qui concerne la protection du marché contre la concurrence étrangère.

Ses efforts se sont tournés également vers une amélioration du marché national.

La loi du 16 avril 1935 apportait dans ce domaine un ensemble de mesures qui, pratiquement, n'ont pas réalisé les espoirs mis en elles.

Le législateur a tenté d'établir l'équilibre entre l'offre et la demande, en agissant sur ces deux éléments.

En ce qui concerne l'offre, la loi prévoit la destruction des animaux tuberculeux après leur achat sur la base de un franc par kilogr. de poids vif. Ces dispositions ne furent appliquées qu'avec trop de parcimonie par les Services vétérinaires. Sur les 66 millions de crédits votés, 15 millions servirent à ces fins en 1935 pour l'abatage de 25.000 à 30.000 unités, — chiffre dérisoire comparé aux deux millions et demi de bovidés abattus annuellement.

La demande devait être augmentée par les fournitures à l'Intendance des armées de terre et de mer. Ce programme longtemps réclamé et tellement logique, n'a pourtant pas toujours été respecté intégralement depuis cette date. Il est vrai de dire aussi que son influence sur le marché ne peut être que limitée avec ses 30.000 tonnes par an.

A la suite du rapport Herriot-Tardieu d'octobre 1934, on tenta de favoriser la construction de nouveaux abattoirs et les préfets eurent le droit de taxation sur la vente au détail.

De même, en vue de la revalorisation du cinquième quartier, les droits sur l'importation des matières grasses furent relevés. L'adjonction de dispositions réglementant l'emploi de suifs français dans la fabrication du savon eut également un effet salulaire.

Bien que ces interventions n'aient pas été suffisamment efficaces, faut-il dire que l'Etat aurait dû s'abstenir de toute initiative ? Nous ne le pensons pas. D'abord, il était nécessaire, indispensable, qu'il vienne à l'aide de l'élevage en péril. D'ailleurs, bien que cela paraisse contradictoire, n'est-ce pas l'agriculteur qui demande assistance et qui, à chaque réunion agricole, préconise, émet des vœux en vue d'obtenir de nouvelles mesures de protection ? Et pourtant, il s'insurge à chaque instant contre le fonctionnarisme et les intrusions de l'Etat ! En fait, ce que veut l'agriculteur français, et l'éleveur nivernais est bien dans cet état d'esprit, c'est une protection

solide qui le mette à l'abri de la concurrence étrangère, c'est une organisation du marché telle qu'il soit préservé des spéculateurs et des intermédiaires trop nombreux. Les profits exagérés de ces derniers diminuent d'autant sa marge bénéficiaire et sont la cause de son indignation devant l'écart grandissant entre les prix auxquels il est contraint de vendre et les prix de détail à la consommation. Il demande, en outre, ces conditions optima étant réalisées, que la tranquillité des jours d'avant-guerre lui soit rendue ; que l'Etat, par une cascade ininterrompue de lois et décrets à but social, économique ou fiscal, ne vienne plus accroître ses soucis et détourner son activité qu'il entend consacrer uniquement à son exploitation.

Les Pouvoirs Publics, pour éviter des heurts, tendent actuellement à collaborer avec les ententes professionnelles. Peut-être la vérité se trouve-t-elle dans cet état de choses, bien que l'une et l'autre des deux parties y voient des inconvénients. L'Etat craint de renforcer des organismes qui pourraient régulièrement lui résister ; le monde agricole redoute une emprise de plus en plus grande, mais aussi espère faire adopter plus facilement les aménagements qu'il juge utiles.

Nous ne prendrons pas davantage parti entre les libéraux et les partisans de l'Economie dirigée. Les premiers prétendent que la politique agricole suivie depuis la guerre, par défaut d'un programme rationnel, a manqué son but et a exagéré son pouvoir en portant atteinte à la propriété agricole (réglementation des emblavures, propriété culturale, etc...)

A cet égard, il est peu probable que l'Etat renonce jamais au contrôle qu'il a institué sur les exploitations. Les partisans de l'Economie dirigée placent leur espoir, concernant le relèvement de l'agriculture française, dans une direction sévère et prévoyante, et signalent qu'après tout certains résultats favorables ont été obtenus par les Pouvoirs Publics.

Jusqu'à présent, il paraît difficile d'affirmer que l'Economie dirigée a dicté la politique agricole des Pouvoirs Publics, en raison du peu de développement et du manque de généralisation des mesures qui ont été prises, et l'on peut supposer que cette politique évoluera plutôt vers une collaboration plus étroite avec les Organismes agricoles.

Pour nous résumer, il est équitable de dire que les Gouvernements, de quelque opinion qu'ils soient, avaient le devoir de venir au secours de l'agriculture en péril.

Si les interventions ont été maladroites, retardées et inefficaces, il apparaît aussi qu'elles aient coûté cher à la collectivité.

A la lumière de l'expérience des années pénibles qui ont éprouvé la paysannerie, une partie de l'opinion se tourne vers cette collaboration entre les Pouvoirs Publics et le monde agricole. L'avenir nous dira si, d'une entente que l'on doit souhaiter loyale et exempte de but politique, peut sortir pour l'agriculture française un état d'équilibre que les années de crise ont profondément troublé. Peut-être sera-t-il possible de le retrouver en favorisant à la fois les cultures secondaires et les élevages déficitaires que le paysan avait été contraint d'abandonner, faute de protection suffisante.

Certes, il semble indispensable de restituer à notre production agricole son caractère de polyculture qui a toujours été son apanage. Mais pour notre élevage, l'équilibre résultera d'un développement des débouchés et aussi de l'initiative disciplinée des éleveurs. Rappelons, à ce propos, l'exemple suivant : Alors que notre élevage ovin, en déclin, ne suffit pas, depuis longtemps, à notre consommation, n'a-t-on pas observé, lors de l'avilissement des prix des bovidés, que des éleveurs multipliaient encore ces derniers pour maintenir leurs profits au lieu d'accroître le nombre de leurs moutons !

Mais tous les efforts des Pouvoirs Publics, quels qu'ils soient, pour restituer à notre économie agricole une prospérité stable demeureront vains tant que notre monnaie sera vulnérable, et aussi tant que ses soucis se tourneront de préférence vers l'élément « consommateur » dont ils redoutent les colères.

IV. LA MAIN-D'ŒUVRE ET LE RETOUR A LA TERRE.

La loi de quarante heures, vilipendée par les uns, et louée par les autres, a donné aux professions urbaines un attrait supplémentaire et indéniable. Les paysans savent qu'en continuant la tradition de leurs ancêtres, ils continueront aussi leur travail pénible qui ne connaît que l'horaire solaire. Au surplus, ils préfèrent, et c'est naturel, un salaire certain à la ville plutôt que les bénéfices réduits et aléatoires de la campagne. Au chapitre suivant, nous constaterons par des chiffres officiels la décroissance de la petite exploitation qui, objet de l'envie des nations voisines, a fait la force de notre pays. Il ne semble pas que l'évolution accélérée du régime social depuis la guerre permette d'espérer avant longtemps, — et nous le déplorons — sinon ce retour à la terre qui a été le souci des pouvoirs publics, mais même l'arrêt de cette migration intérieure, si préjudiciable aux intérêts de la nation. N'oublions pas qu'en dix ans près d'un million et demi de paysans ont déserté la terre française !

Le nombre des petites exploitations est en régression comme la main-d'œuvre agricole. En 1911, on avait dénombré dans la Nièvre, 77.245 travailleurs agricoles ; en 1929, ils ne sont plus que 56.071, en comprenant 6.422 employés temporaires.

L'enquête de 1929 nous donne d'ailleurs la répartition de ces chiffres :

Main-d'Œuvre Agricole (Nièvre)

	Membres de la famille de l'exploitant		Ouvriers français		Ouvriers étrangers		Totaux
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	
Employés permanents							
au dessous de 15 ans .	1.398	1.209	681	303	1		
de 15 à 60 ans . . .	7.795	25.619	7.120	1.805	249	33	
au dessus de 60 ans .	1.567	1.549	281	39			
Totaux des employés permanents	10.760	28.377	8.082	2.147	250	33	49.649
Employés Temporaires							
au dessous de 15 ans .			5				
de 15 à 60 ans, non . .		2	2.883	527	5		
propriétaires							
de 15 à 60 ans, petits propriétaires	1		1.834	122	1		
au dessus de 60 ans . .			839	197	5	1	
Totaux des employés temporaires	1	2	5.561	846	11	1	6.422
							56.071

Après la guerre, lorsqu'il fut obligé d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère, l'agriculteur l'utilisa un peu à contre-cœur. Cela changeait ses habitudes, et il n'aimait pas employer des ouvriers qui ne comprenaient pas sa langue et n'étaient pas familiarisés avec les modes de culture française. Certains, d'ailleurs, demeuraient peu de temps dans la même place, et ces changements apportaient un gros embarras dans les fermes. Peu à peu, les patrons et les employés s'accoutumèrent à la collaboration quotidienne : ceux-là, en faisant les concessions nécessaires ; ceux-ci, en s'adaptant au nouveau milieu où ils étaient transplantés. Il faut d'ailleurs souligner que ces ouvriers, venus de régions où ils n'avaient pu trouver d'emploi et entraînés depuis leur prime jeunesse à fournir une grosse somme de travail dans des conditions de confort et d'entretien laissant souvent à désirer, donnèrent, en général, satisfaction à leurs employeurs, tant par leur travail que par leur conduite. La ville, avec ses distractions coûteuses, ne les attirait que médiocrement. N'avaient-ils pas été habitués à la privation, et ne désiraient-ils pas amasser le plus rapidement possible un pécule suffisant qui leur permette de retourner s'établir dans leur pays ?

Il importe de remarquer les efforts très louables qui ont été faits par plusieurs éleveurs pour retenir chez eux les meilleurs sujets. On peut voir, dans certains grands domaines, quelques domestiques qui, après s'être mariés avec des servantes compatriotes, se sont installés dans une petite maison attenante à l'exploitation, la femme ayant quitté son emploi de servante pour se consacrer à ses enfants et à la tenue de son ménage. L'agriculteur s'est ainsi attaché par la reconnaissance d'excellents auxiliaires, et, par là même, a fait une œuvre sociale très louable. Il est à présumer que ces ouvriers, recommandables à tout point de vue, demeureront dans notre pays et, par la naturalisation, deviendront citoyens français.

Il n'en est pas ainsi pour tous, hâtons-nous de le dire, —

et bien des exploitants ont des soucis permanents à ce sujet. Les idées sociales nouvelles ont été répandues chez ces étrangers par des propagandistes enfiévrés qui se sont rendus dans les fermes souvent éloignées les unes des autres. A grand`peine, ils ont pu réunir dans un petit café quelques journaliers, pour les pousser à présenter en commun des revendications qu'ils leur suggéraient ; et il faut reconnaître, pour le moins, qu'il a fallu de la patience à ces zélateurs pour convertir et secouer la tranquillité de ces polonais, tchéco-slovaques ou yougo-slaves qui, jusqu'à présent, avaient eu pour seules préoccupations : l'accomplissement loyal de leur tâche, l'augmentation de leur pécule, et, pour seules distractions : leurs réunions vespérales entre nationaux, où ils pouvaient parler de la patrie lointaine. Reconnaissons que le succès a couronné en partie les efforts de ces nouveaux « missionnaires » ! Il n'y a pas eu dans la Nièvre, jusqu'à présent, les conflits aigus dont ont souffert d'autres régions françaises ; mais des augmentations de salaires, des revendications de tous ordres ont apporté un trouble profond dans les relations entre employeurs et employés.

La difficulté croissante à maintenir ou remplacer les bras nécessaires à la bonne marche de son exploitation a suscité de nouveaux soucis à l'agriculteur.

Le recrutement des ouvriers agricoles et des servantes, régi par les usages locaux, se fait aux louées de la Saint-Martin et de la Saint-Jean, soit à l'année, soit pour six mois.

La rareté de la main-d'œuvre a amené une hausse importante des salaires, que le tableau ci-après mettra en lumière :

Prix par an logés et nourris	1914	1928
Charretiers	600 fr.	5.500 à 6000 fr.
Domestiques de ferme	450 à 500	4.500 à 5.000
Servantes	250 à 400	3.000
Journaliers	1,50 à 2	15 à 18
(nourris seulement)	par jour l'hiver	
—d°—	2,50 à 3 par jour l'été	25

Le nombre des étrangers qui pouvaient être évalué en 1928 à 250 unités est maintenant de 1.200 environ ; les polonais représentent à peu près la moitié de l'effectif ; viennent ensuite les tchéco-slovaques et les yougo-slaves.

Les salaires, depuis 1928, avaient été baissés de 20 à 30 %. L'année 1937 les a ramenés sensiblement aux cours de 1928, sauf pour les domestiques et les servantes, dont les dernières louées ont fixé la rétribution à 5.200 fr. et 3.400 fr. environ.

Tous les moyens doivent donc être employés pour retenir à la terre les activités indispensables. Il importe de réagir pour arrêter cet exode rural, tant par une protection sociale bien comprise des agriculteurs que par une organisation agricole rationnelle. Nous attendons toujours l'apprentissage agricole longtemps promis, et dont pourtant le Canada, par une expérience déjà longue, a prouvé l'efficacité.

Le résultat, si minime soit-il, sera préférable à cette désertion continue des campagnes. Si, dans les dernières années, le machinisme a pu compenser la diminution de la main-d'œuvre, l'équilibre est maintenant rompu, et l'appel aux ouvriers étrangers tendra à se développer avec tous les inconvénients qu'il comporte.

Certes, en l'état actuel des choses, on comprend facilement l'attrait qu'exerce la ville sur le paysan. A la ville, on lui demandera un effort physique payé par un salaire ajustable au prix de la vie. Une retraite lui sera accordée. Il fera ins-

truire ses enfants ; sa femme ne sera pas rivée à la tâche quotidienne ; des distractions multiples l'attendront après une journée de travail dont il verra se réduire peu à peu la durée, aucune responsabilité à assumer, aucun capital à investir pour subvenir à ses besoins.

Aux champs, il en est tout autrement. Il y a un siècle, la journée de travail était de seize heures. Avant la guerre, elle était encore de dix à douze heures. Sans doute, y avait-il là un abus indéniable, et peut-être verra-t-on plus tard la semaine de trente heures ! Mais n'oublions pas que l'exploitant ne peut pas, au fur et à mesure, embaucher du nouveau personnel qu'il ne pourra pas payer. Il travaillera davantage encore, car n'est-il pas soumis aux conditions atmosphériques. Ne doit-il pas traire les vaches même le dimanche ? Les animaux ne mangent-ils pas tous les jours ? Quand le mauvais temps menace, regarde-t-il sa montre pour terminer le sillon qu'il a commencé ou le travail qu'il a entrepris ?

D'autre part, le salaire y est bien réduit, comparé à celui des villes ; car ce n'est qu'à force de labeur que le paysan peut équilibrer son budget. Il est incontestable que, même actuellement, après une revalorisation importante des produits agricoles, l'exploitant, en décomptant ses heures de travail et celles de sa famille au tarif du plus modeste de ses ouvriers, ne pourrait présenter qu'une situation déficitaire de ses opérations.

Comment, dans ces conditions, les paysans demeureraient-ils attachés au sol ? N'a-t-on pas vu, après l'application de la loi de quarante heures, les Compagnies de Chemins de fer enrôler des milliers de ruraux, alors que nous avons des milliers de chômeurs !

Il y a dix ans (que pourrait-on dire maintenant !), le Président de la Société d'Agriculture de la Nièvre s'insurgeait déjà contre le recrutement d'ouvriers destinés à l'industrie :

« Loin de nous le désir de voir s'amoindrir les salaires d'ou-

« vriers d'usines ; nous savons trop que nous n'avons pas de
« meilleurs clients qu'eux ! Mais que, de grâce ! cesse ce raco-
« lage continu des grandes firmes industrielles qui n'arrêtent
« pas d'enlever à la terre, par autobus et autres moyens de
« locomotion, les ouvriers dont nous avons besoin. Il y a cer-
« tainement pléthore chez elles, puisqu'on parle de chômage ;
« mais on ne débauche pas, on réduit la production en limi-
« tant les heures de travail. Et nous ne trouvons pas toujours
« de charretiers, de vachers, de bergers ! »

Si rien n'est fait, nous arriverons au terme suivant, retardé par l'apport de la main-d'œuvre étrangère et le machinisme agricole, mais inéluctable : de nombreuses fermes resteront sans exploitant, et la terre, appauvrie, retournera à l'état de friche dont le labeur acharné du paysan français, depuis cent ans, avait triomphé. Nous verrons s'installer chez nous le malaise qui a accablé l'Angleterre par suite de la désertion à peu près totale des campagnes. Quand tout le monde sera à la ville, on peut prévoir les risques sociaux qui seront apportés par la moindre crise industrielle. La population paysanne, plus disséminée, peut, sans à-coup, l'expérience l'a prouvé, résorber une crise même de longue durée.

Il est temps — bientôt il sera trop tard ! — de restituer et de maintenir au paysan ses moyens d'existence ; de lui permettre de vendre à un prix équitable les produits de son labeur. Et ceci n'est pas inconciliable avec une vie à bon marché, car n'a-t-il pas été démontré, sans que nous ayons besoin de le faire à nouveau, que les facteurs de vie chère ont surtout pour causes les charges diverses, et les intermédiaires, dont le nombre et la variété ne tendent qu'à s'accroître.

V. LA PROPRIÉTÉ ET LES MODES D'EXPLOITATION

1° La Propriété.

Nous avons vu que, pour être rationnel, l'élevage demande de grands espaces et que, de plus en plus, le fermier nivernais, pour compenser la fluctuation des cours, pratique en même temps l'élevage et l'embouche. L'hiver, il conservera à l'étable un certain nombre d'animaux qu'il faudra nourrir. Ainsi la récolte de foin devient un de ses principaux soucis. Dans de telles conditions, on comprendra que la petite propriété ait, en général, préféré se consacrer à la culture des céréales. Le sol du Plateau nivernais et des plaines donne des rendements moyens, si on les compare à ceux d'autres régions. Et l'on sait que les cours du blé n'ont pas permis à la propriété, au cours des dernières années, de prospérer comme il convenait.

Répartition. — Il nous semble utile de donner les tableaux suivants que nous avons établis à l'aide de l'Enquête agricole « dite de 1929 », mais qui, en fait, se rapporte aux années comprises entre 1929 et 1932.

RÉPARTITION DES PROPRIÉTÉS AGRICOLES
(enquête de 1929)

	Nombre	Superficie cultivée	Superficie totale des propriétés
Biens de l'Etat	193	18.370.29	24.717.48
Biens départementaux	67	193.26	670.48
Biens communaux	725	25.067.80	41.688.58
Biens des Hôpitaux	44	2.222.11	2.315.15
Biens des particuliers	61.007	578.700.30	598.169.36
Biens agricoles et de tous autres proprié- taires	97	6.258.76	6.945.66
Biens de tous autres propriétaires non agri- culteurs	785	2.879.55	4.511.37
	62.918	633.692.07	679.018.08

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
en 1929.

Importance des exploitations	Nombre	Superficie	Pourcentage des contenances
Inférieure à 1 ha	32.796	13.111 ha	2 %
De 1 à 10 ha	20.986	96.298	15 %
De 10 à 50 ha	7.816	186.025	28 %
Au-dessus de 50 ha	2.730	362.198	55 %

Une statistique de 1892, donnée par M. Girard dans son ouvrage, va nous permettre de constater l'évolution de la propriété dans ce département depuis un demi-siècle. Toutefois, nous regrettons que la dernière enquête n'ait pas été faite en tenant compte des mêmes superficies.

STATISTIQUE DE 1892

Importance des exploitations	Nombre	Superficie	Pourcentage des contenances
Inférieures à un hectare	25.500	15.765 ha	3 %
De 1 à 10 ha ..	27.952	115.444	18 %
De 10 à 40 ha	4.418	96.079	15 %
Au-dessus de 40 hectares ..	2.060	408.959	64 %

La comparaison de ces chiffres nous indique que la petite propriété (jusqu'à dix hectares), qui représentait en 1892, 21 % des contenances, est en décroissance à 17 %. Bien que la statistique de 1929 ne nous donne pas l'étendue des exploitations de quarante hectares, on peut dire que la moyenne propriété (dix à quarante hectares) est en progression aux dépens des grosses exploitations.

Néanmoins, ces dernières réunissent encore 55 % des surfaces cultivables, ce qui demeure une forte proportion.

Ces constatations correspondent bien aux faits déjà signalés : la petite propriété est en régression parce qu'elle nourrit difficilement son exploitant, et, de plus en plus, ce dernier abandonne la terre pour la ville où il espère améliorer ses conditions de subsistance.

La moyenne propriété a subi une évolution opposée. Pendant la période qui a suivi immédiatement les hostilités, de nom-

breux fermiers sont devenus propriétaires. Personne n'ignore que la plupart d'entr'eux a réalisé, jusqu'en 1921, des profits importants. D'autre part, le prix de la terre a bien suivi la même progression, mais avec un certain retard ; le relèvement de la valeur de la propriété foncière n'a guère commencé qu'en 1922. Le bouleversement apporté par la guerre ayant incité un certain nombre de propriétaires à vendre leurs immeubles, les circonstances se sont donc révélées très favorables pour les fermiers et métayers qui en profitèrent. En Nivernais, le prix de la terre s'éleva bientôt dans de plus fortes proportions et se stabilisa en 1928 aux prix suivants qui représentent ceux de 1914 augmentés d'un coefficient de 2,5 à 3 :

	en 1928	actuellement canton de Nevers
	<i>l'hectare</i>	<i>l'hectare</i>
Terres labourables de qualité supérieure	5.000 f.	3.000 f.
Terres labourables de qualité moyenne	3.000	2.000
Prairies naturelles d'élevage	6.000 à 8.000	4.500 à 5.000
Prairies d'embouche	8.000 à 12.000	7.000 à 8.000
Vignes	2.000 à 3.000	1.500 à 2.500
Bois aménagés en ré- serve	2.500 à 4.000	1.500 à 2.000
Bois taillis	1.000 à 1.500	500

Nous avons indiqué, en face des chiffres de 1928, les prix actuels dans le canton de Nevers. Certes, les évaluations ne doivent être considérées que comme des moyennes approxima-

tives, et l'on sait que l'emplacement, la concurrence, la fertilité du sol, peuvent faire varier du simple au double et même davantage, le prix de la terre. Néanmoins, en tenant compte de la dévaluation de la monnaie, on remarquera la baisse considérable des biens fonciers. Cette comparaison devrait suffire, mieux que toutes les protestations et tous les discours prononcés dans les réunions agricoles, à convaincre les esprits sceptiques de la situation difficile de la paysannerie. Chacun connaît, en effet, l'ardent désir de tout exploitant à posséder « son bien » et il est bien certain que la prospérité susciterait rapidement une revalorisation de la terre.

La grande propriété, dont les tableaux précédents soulignent la forte proportion en Nivernais, a participé à l'évolution générale de la manière suivante :

Les circonstances économiques ont contraint quelques propriétaires à vendre de grands domaines dont certains ont été fractionnés et achetés par les agriculteurs. Par contre, la baisse de notre monnaie et un engouement pour la terre ont amené quelques capitalistes à investir en biens fonciers une partie de leur fortune. Ainsi donc, une redistribution, partielle, — il est vrai — de la propriété s'est faite dans ce département, aux dépens surtout des vieilles familles de l'aristocratie et de la bourgeoisie nivernaises dont la possession remontait, en général, à des époques très lointaines.

Fractionnement de la Propriété. — Un facteur non moins important, le *partage successoral*, a eu pour conséquence le démembrement des exploitations. L'article 826 du Code Civil permet, en effet, à chaque héritier, de demander sa part en nature de la masse successorale. On aperçoit immédiatement les effets de cet article à l'égard de la petite et de la moyenne exploitation.

Des fermiers avaient pu, après une vie de labeur et d'éco-

nomie continus, réaliser cette ambition qui tient si profondément au cœur de tout paysan français : posséder sa ferme.

Ce petit ou moyen exploitant avait acquis un lot de terres, des machines agricoles, des bâtiments qui lui avaient permis de subvenir à l'existence de sa famille.

Tous les éléments de cet ensemble, que le paysan avisé et prévoyant avait su rendre homogènes, étaient indispensables à la bonne marche de l'exploitation. A sa mort, ses enfants se partagent sa succession. Chacun de ses cohéritiers se trouve alors à la tête de quelques lopins de terres qui ne lui permettent pas de vivre. Que feront-ils ? Certes, beaucoup chercheront et trouveront une ferme à louer pour tenter de renouveler l'expérience du père. L'un des enfants demeurera agriculteur et louera à ses frères et sœurs leur part successorale. Ces derniers iront alors à la ville chercher un emploi. Ils reculeront souvent devant la difficulté de s'établir fermiers et préféreront un emploi de facteur ou d'employé dans une Compagnie de Chemins de fer. S'ils veulent tenter quand même de demeurer à la campagne, ils devront emprunter pour acheter du bétail, du matériel... La malchance, pendant une ou deux années, aura bientôt raison de leurs efforts, et, comme les autres, ils partiront ailleurs chercher les moyens de fonder et d'entretenir une famille.

Une autre conséquence, beaucoup plus grave, est à signaler. Il est à craindre que certains propriétaires d'exploitations, qu'elles soient petites, moyennes ou grandes, voulant à tout prix assurer une transmission intégrale de leurs biens, ne restreignent à dessein le nombre de leurs enfants.

Il ne nous appartient pas d'examiner ici si la loi du 1^{er} Juin 1924, qui tend à assurer la transmission intégrale des biens ruraux dans les départements recouverts, devrait être appliquée soit sans modifications, soit avec des aménagements dans la France entière. Nous avons jugé opportun de souligner cette dislocation de la propriété qui a une grosse importance dans

une région essentiellement agricole comme le Nivernais. Signalons au passage que la répartition des biens fonciers, au point de vue de leur superficie, n'est pas homogène. Il est d'ailleurs normal qu'il en soit ainsi. Le Morvan, dont la fertilité est au-dessous de la moyenne, a peu de grosses exploitations.

Les grands domaines de 5 à 600 hectares se rencontrent dans la partie centrale du département et le long de la Loire et de l'Allier, régions aux plantureux herbages et de grande culture.

2° Le Faire-valoir direct.

Le Faire-Valoir direct (par le propriétaire exploitant) est le mode d'exploitation le plus fréquent dans la Nièvre. Cette situation favorable se perpétuera-t-elle ? Il est difficile de le prévoir. Après ce que nous venons de dire à propos de l'influence des partages successoraux, deux éléments devraient tout au moins maintenir cette heureuse proportion de propriétaires exploitants : une politique rationnelle de l'agriculture, et une revalorisation des produits. C'est ainsi que les Pouvoirs Publics pourront à la fois lutter contre le dépeuplement des campagnes et permettre au paysan français, en favorisant le retour de la prospérité, d'exercer son inclination à la propriété. Nous donnons, d'après l'enquête de 1929, la répartition par modes d'exploitation, dans la Nièvre. Nous constatons ainsi que la majorité des domaines est en faire-valoir direct : 18.313. Viennent ensuite fermages : 5152, et métayages : 1218.

MODES D'EXPLOITATION

Exploitations cultivées par	Avec l'aide de sa famille			Avec l'aide d'ouvriers salariés			Avec l'aide de régisseurs			Total par mode d'explo- itation
	Nombre d'exploitants français		Étran- gers	Nombre d'exploitants français		Étran- gers	Nombre d'exploitants français		Étran- gers	
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes		Hommes	Femmes		
	le propriétaire le Fermier un Métayer	15.961 3.255 783	270 22 5	5 6 4	1.975 1.812 423	34 44 3	5	56 5	10 1	

La même enquête a déterminé les chiffres suivants :

Exploitants à la fois propriétaires et fermiers : 3609

Exploitants à la fois propriétaires et métayers : 93

Exploitants à la fois fermiers et métayers : 39

3° Le Fermage.

La durée des locations est habituellement de trois, six ou neuf ans, à compter du 11 Novembre ou du 1^{er} Mai. Cette durée du bail a été souvent critiquée. Il est arrivé fréquemment, depuis la guerre, que les agriculteurs ne demeurent que six ans dans leur ferme. Ces changements sont motivés par le désir, soit d'augmenter l'exploitation, soit de trouver en une autre région du département des terres plus propices au genre d'activité préféré par l'intéressé.

Dans ce cas trop souvent déploré par les propriétaires, il advient que le fermier améliore sa terre pendant les deux premières années ; les récoltes ou produits sont alors bons au cours des deux années suivantes, — et jusqu'à la fin du bail, il sera enclin à épuiser le sol, comme son prédécesseur.

Ainsi donc les propriétaires qui voient leurs fermes changer d'exploitant tous les six ans peuvent dire que le rendement maximum n'est obtenu qu'une année sur trois. Le projet de loi sur la propriété culturale, actuellement devant le Sénat, a prévu une indemnité compensatrice de départ. On peut présumer que le fermier sera amené à ne pas négliger sa terre pour obtenir une indemnité plus forte, et, du même coup, notre production agricole pourra être favorisée. (Dans sa séance du 25 janvier 1937, la Chambre d'Agriculture de la Nièvre s'est montrée favorable à cette indemnité, mais s'est insurgée contre le projet concernant la propriété culturale).

L'économie troublée d'après-guerre a amené une évolution dans la nature des fermages. Le plus grand nombre est conclu, non plus en francs, mais en quintaux de blé, en kilogr. de viande, etc... Le seul prix du bétail ayant en quelques années varié du simple au double, il était difficile de prévoir le nombre de bêtes à vendre pour payer le propriétaire.

Actuellement, la majorité des fermages dans la Nièvre est conclue de la manière suivante : le propriétaire et le fermier en présence conviennent d'abord d'un chiffre en francs, qu'ils transforment, au cours du moment, en blé, pour $1/3$ en général, et le reste en kilogr. de viande. Les fermages ultérieurs seront calculés en prenant pour base les moyennes semestrielles de ces deux denrées.

Cette formule était déjà un progrès certain pour le fermier. Dans le monde agricole, une idée, qui tend actuellement à se répandre, semble répondre mieux encore aux intentions des deux parties. On préférera prendre pour base cinq ou six produits de la ferme. En effet, l'abondance, donc la baisse de prix, de l'un des produits, sera compensée par la cherté des autres. Une plus grande stabilité est ainsi obtenue, et, en même temps, la fin des discussions interminables entre propriétaires et fermiers pour la fixation du prix.

Nous noterons qu'en Nivernais, le fermier ne vend ni foin, ni paille. Il est habituellement tenu de les consommer, et d'utiliser la totalité du fumier sur ses terres.

Une autre coutume existait naguère, qui a presque complètement disparu. Le fermier recevait du propriétaire, lors de son entrée, un cheptel de fer (bétail et matériel agricole) dont la valeur équivalait à une année de fermage. Les changements dans les exploitations ont fait abandonner ces usages depuis la guerre. Actuellement, de nombreux fermiers possèdent tout leur cheptel, et d'autre part, il n'est pas rare de constater que des propriétaires, dans le but de retenir un exploitant compétent et sérieux, préfèrent le munir des animaux nécessaires.

4° Le Métayage.

Le métayage compte encore de fervents adeptes dans la région sud de la Nièvre (Decize, Dornes, Saint-Pierre-le-Moûtier) qui touche au département de l'Allier où ce mode

d'exploitation est encore en faveur (près de 50 % des domaines en métayage). Nous connaissons des propriétaires qui lui sont très attachés. Les conséquences qu'ils en tirent au point de vue social méritent d'être rapportées et ne semblent pas contestables.

Le propriétaire d'une métairie doit s'intéresser à l'exploitation, et n'est plus un capitaliste qui attend seulement le terme pour toucher ses revenus. Dans sa collaboration avec le métayer, il se rend compte des améliorations à apporter aux bâtiments, au matériel, à l'entretien des terres et des animaux, et ne sera pas, comme le propriétaire ordinaire, enclin à refuser toute dépense d'aménagement. Cette collaboration finit par créer, entre lui et le métayer, une atmosphère de confiance mutuelle et amicale. A tel point que l'on rencontre fréquemment des familles qui cultivent le même domaine depuis des générations. En outre, certains propriétaires voient dans ce mode d'exploitation une solution plus rationnelle du Crédit agricole. On a beaucoup critiqué l'excès de crédit accordé à des agriculteurs incompetents et paresseux. Dans le métayage, le capital met ses ressources directement à la disposition du travail d'une manière plus mesurée et équitable. De plus, il est hors de doute que cette association de deux personnes, en général expérimentées et unies par des liens d'un attachement réciproque, provoque les plus heureux résultats dans le rendement de la métairie.

Nous soulignerons toutefois que cette appréciation favorable émane de propriétaires, très compétents en matière d'élevage et de culture, donc à même de contrôler avec efficacité leurs exploitations. En outre, il doit être mentionné que leurs métayers sont excellents, et, pour la plupart, dans la même ferme depuis de nombreuses années.

Si nous avons rencontré des propriétaires préférant le métayage, il convient de reconnaître que la majorité d'entr'eux, après l'avoir pratiqué sur leurs terres, l'ont abandonné, après

bien des déceptions, pour adopter le fermage. Les motifs de cette évolution proviennent en particulier du renchérissement de toutes choses depuis la guerre, et d'un changement dans l'état d'esprit des agriculteurs.

En effet, dans le métayage ou colonat partiaire, le propriétaire apporte les terres, les bâtiments et, très souvent, le cheptel vif. Avant la guerre, chacun des deux membres de l'association fournissait la moitié des animaux. Les propriétaires ont tourné la difficulté de la manière suivante :

Pour maintenir le principe de l'apport équivalent, ils achètent tout le bétail et font signer au métayer une reconnaissance de dette égale à la moitié de la somme utilisée à l'achat du cheptel. Lors du règlement annuel, à l'époque de la Saint-Martin, il est tenu compte de la dette du métayer et des intérêts dans le partage des bénéfices. Ces propriétaires, peu nombreux, il est vrai, estiment que, de cette manière, leur associé est mieux convaincu de ses responsabilités et plus intéressé au rendement de l'exploitation.

Le métayer, de son côté, apporte le matériel de culture (cheptel mort) et se charge de la main-d'œuvre.

Les contrats de métayage varient avec chaque exploitation. Indiquons les modes les plus fréquents de partage des fruits. Il y a quelques années, le métayer donnait une redevance en représentation des produits de la basse-cour et de la laiterie. Cet usage a maintenant disparu, et il utilise pour lui seul le lait (l'entretien des veaux étant assuré), le beurre et la basse-cour.

Les céréales, après déduction des semences, sont partagées en deux parts égales. Le propriétaire perçoit le produit des ventes du bétail, sur lequel il délivre des acomptes.

Dès l'instant que le fermier ne participe plus par moitié à la constitution du troupeau, beaucoup de propriétaires prétendent, et il semble que ce soit avec raison, que le métayage n'a plus son utilité dans cette région d'élevage. En outre, certains font remarquer que, peu à peu, ils sont amenés, pour obtenir un

rendement meilleur, à acheter des machines agricoles dont le coût dépasse les ressources du métayer. Ainsi, insensiblement, le propriétaire prend tous les risques pour lui. Cette situation s'aggrave encore si les métayers ne peuvent assurer la main-d'œuvre avec les membres de leur famille. Il faut constater que cet état de choses tend à se généraliser, car le nombre des enfants diminue. D'autre part, l'on voit de moins en moins deux ou trois enfants rester réunis après la mort du père, fonder un foyer et obéir à l'aîné qui, seul, est métayer et reçoit les instructions du propriétaire.

Sans vouloir en critiquer le but, il importe de faire observer que les nouvelles lois sociales sur les congés payés, assurances sociales, allocations familiales et accidents du travail, en ajoutant encore aux charges, contribueront sans doute à la disparition de ce mode d'exploitation et au découragement des propriétaires qui préféreront réduire leurs soucis et augmenter leurs revenus en ayant recours au fermage.

Ces traditions, longtemps respectées, se perdent et ne seront bientôt plus qu'un souvenir. Il nous semble que l'on doive le regretter, car ces associations, détruites par l'évolution des circonstances économiques et sociales, ont été naguère à la base de la prospérité agricole. Elles ont contribué bien souvent à maintenir aux champs plus d'un jeune paysan qui avait vu ses parents vivre heureux et confiants sous la direction bienveillante du « Maître ».

CHAPITRE QUATRIÈME

LE CRÉDIT AGRICOLE

I. GÉNÉRALITÉS.

ÉVOLUTION DU CRÉDIT AGRICOLE ET LÉGISLATION.

II. LES CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE.

- 1° Le Crédit agricole.
- 2° Organisation générale des Caisses agricoles.
- 3° Financement du Crédit agricole.

III. LE CRÉDIT AGRICOLE EN NIVERNAIS.

- 1° La Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel.
 - 2° La Caisse Centrale de Crédit agricole
 - 3° La Banque de France.
-

CHAPITRE QUATRIÈME

LE CREDIT AGRICOLE

I. GÉNÉRALITÉS.

ÉVOLUTION DU CRÉDIT AGRICOLE ET LÉGISLATION.

Nous avons vu précédemment que tous les Etats du monde avaient été contraints d'intervenir, de façons très diverses, dans les transactions de toutes les denrées. Ils devaient aussi s'occuper du crédit et adopter des mesures intéressant les moyens financiers à donner à la production agricole.

Nous ne développerons pas l'évolution du Crédit agricole qui semble aboutir, dans la grande majorité des Etats, à un Etatisme plus ou moins accentué. Nous nous contenterons d'indiquer, succinctement et au hasard, les mesures prises par différents Gouvernements, en vue de sauver leur agriculture mise en péril par une crise profonde.

La Belgique, notre voisine, a expérimenté la théorie de Raiffeisen. L'abbé Mellaerts, remarquable animateur, dès 1892, avait installé la première Caisse à Rillaer. Récemment, on dénombrait plus de 1500 Caisses en Belgique, dont 1100 étaient réunies sous une Fédération appelée « Caisse Centrale de Crédit du Boerenbond ». Nous rappellerons brièvement que la Caisse Raiffeisen est une coopérative locale de crédit et d'épar-

gne. Ses membres, dont la responsabilité est solidaire et illimitée, élisent un Conseil d'Administration et un Conseil de Surveillance à fonctions gratuites. La Caisse ne fait des opérations qu'avec ses membres qui, de la même localité, se connaissent tous.

L'on s'accorde à dire que l'expérience belge a démontré la possibilité d'obtenir un crédit agricole adapté aux besoins des agriculteurs et, en particulier, des petits exploitants.

Une évolution s'est néanmoins manifestée.

En 1934, la Caisse Centrale de Boerenond fut remplacée par l'Institut *National* de Crédit agricole.

Nous voulons croire que, contrairement à ce qui s'est passé en France, la promesse formelle de M. de Man sera tenue, à savoir : « que l'Institut conciliera son action avec celle des Organismes officiels et *privés existant*. »

La Yougoslavie a organisé sa production en renforçant les cultures industrielles pour éviter des importations trop massives. Elle a institué, d'autre part, une « Banque agricole privilégiée », qui applique une conception étatiste du crédit sous forme de prêts à bon marché et à long terme, dans le but de réduire l'endettement du monde agricole.

En Suisse, la création de la Caisse d'amortissement a permis, depuis 1932, une aide efficace aux agriculteurs obérés.

L'Allemagne, après avoir expérimenté avec succès les systèmes Raiffeisen et Schultz-Delitzch, a vu s'installer chez elle une autarcie économique sans précédent dans son histoire.

L'Italie, depuis l'avènement du fascisme, a développé le crédit à l'agriculture en accordant des prêts à long terme pour l'achat du cheptel (cinq ans). Elle a encouragé l'escompte du papier à plus de trois mois, jusqu'à la récolte, et autorisé des avances sur cette récolte pour attendre la vente des produits.

Des prêts de trente ans à taux très réduit ont été consentis

pour la construction de nouvelles habitations dans les campagnes (2000 maisons ont été ainsi bâties).

Il est à noter que les fonds nécessaires sont en grande partie fournis par les Caisses d'Épargne.

L'Argentine a éprouvé les mêmes difficultés, et sa Banque Nationale a accordé de nombreux prêts aux Coopératives.

En Bulgarie, le coopératisme a suscité la création, sur des principes démocratiques, de l'Union des Banques Nationales Coopératives, qui groupe soixante sociétés coopératives de crédit avec 60.000 membres.

Ainsi donc, un peu partout, le Crédit agricole a été soit créé, soit remanié, selon des conceptions étatistes la plupart du temps, pour venir en aide à l'agriculture.

Il nous a semblé utile d'exposer dans ses grandes lignes ce qui a été fait en France en matière de crédit agricole. Nous avons vu l'éleveur nivernais travailler au milieu de difficultés croissantes. Il importe de connaître l'aide qui lui a été donnée pour en triompher.

Il ne peut s'agir évidemment de séparer les mesures prises uniquement en faveur des éleveurs. Nous tenterons plutôt de discerner l'orientation donnée au Crédit agricole.

Alors qu'au siècle dernier, la raréfaction des capitaux suscitait en Allemagne, en particulier, un mouvement coopératiste très important (Raiffeisen et Schultz-Delitzch), il faut attendre, en France, la loi du 5 Novembre 1894 qui traite pour la première fois du crédit agricole. Les lois ultérieures des 31 Mars 1899 et 29 Décembre 1906 intervinrent ensuite pour enregistrer et fixer les principes de fonctionnement de l'activité coopératiste.

La loi du 5 Août 1920, que l'on considère comme la base et la charte de la coopération et du crédit mutuel agricoles,

s'est surtout préoccupée de crédit et n'a fait qu'établir les règles de constitution des coopératives qui, naguère, avaient pris naissance selon le droit commun.

On a expliqué cette lenteur à l'adoption des principes mutualistes et coopératifs par de nombreux motifs.

La soumission au Code civil de la plupart des actions, l'enrichissement des classes rurales pendant la deuxième partie du siècle dernier, retardèrent la mise en pratique et la diffusion du crédit agricole. D'autre part, une pareille institution qui, à ses débuts, revêt un caractère mutualiste, devait naturellement, eu égard à la méfiance instinctive et profonde du paysan, rencontrer des obstacles sérieux.

Imaginons la vie de l'agriculteur nivernais, puisque c'est de lui qu'il s'agit, au milieu du siècle dernier. On le voit dirigeant son exploitation, isolée au milieu des forêts, loin de la ville et du bourg où il ne se rend qu'une ou deux fois par an, pour vendre ses animaux et ses produits. N'avons-nous pas rencontré un vénérable éleveur qui se souvient des départs entre dix heures et minuit pour arriver au lieu de foire au lever du jour ? Le marché terminé, c'est aussitôt le retour à la ferme par la même longue route. Comment le paysan, dans de telles conditions, eut-il pu être au courant des initiatives et des idées nouvelles ? L'amélioration des moyens de communication, l'automobile, puis, surtout, les rapports de plus en plus étroits avec le marché de la Villette, devaient, mieux que dans d'autres régions françaises, favoriser le développement des idées de coopération. Et l'on peut dire que, maintenant, ce département se classe parmi les premiers pour le développement des institutions et associations agricoles de tous ordres, dont on appréciera l'importance par la lecture du tableau suivant :

ASSOCIATIONS AGRICOLES

(enquête de 1929)

SYNDICATS LOCAUX en vue de ;	NOMBRE		NOMBRE	
	de syndicats locaux	de membres	de syndicats départementaux	de membres
L'Achat en commun	214	15.670		
L'Élevage bovin	73	3.010	1	141
L'Élevage hippique	14	595		
Exportation race bovine			1	7.820

SOCIÉTÉS LOCALES D'ASSURANCES	NOMBRE DE		Capitaux assurés	Réserves
	Sociétés	Sociétaires		
Incendie	224	4.442	233.526.239	29.542.68
Bétail	5	226	2.250.900	
Accidents	185	2.535		1.850
Grêle	6	125		

SOCIÉTÉ DE RÉASSURANCES	NOMBRE DE		Capitaux assurés	Réserves
	Sociétés	Sociétaires		
Incendie	1	2.186	302.571.243	41.261.30
Accidents	1	3.078		105.000
Grêle	1	68		

ÉVOLUTION DU CRÉDIT AGRICOLE ET LÉGISLATION.

Ainsi que nous le disions précédemment, la loi du 5 Novembre 1894 posait les premières assises du Crédit agricole, et autorisait les Syndicats à emprunter et à faire des avances.

On assiste alors à la création des différents organismes qui vont tenter de s'adapter aux conditions du moment.

D'abord, ce sont les Caisses rurales (Durand) qui, basées sur la stricte mutualité et restreignant leur activité à la paroisse, sont autant d'œuvres religieuses qui rendirent de très grands services.

Puis, les Syndicats affiliés à la Société des Agriculteurs de France, qui existent encore en grand nombre dans le Nivernais.

Et enfin, nous trouvons les modestes Caisses locales, dont les membres, peu fortunés, ne peuvent, comme les précédents, avoir recours aux Etablissements de Crédit et à la Banque de France en particulier.

C'est au sort de ces dernières que le législateur s'intéressa en intercalant, entre elles et lui, les Caisses régionales. En subordonnant le renouvellement du privilège de la Banque de France à la redevance destinée à venir en aide à l'agriculture, les Pouvoirs Publics purent ainsi leur accorder des moyens de trésorerie.

Ces premières Caisses régionales n'étaient pas soumises à l'administration de l'Etat et pouvaient élire leur Conseil d'Administration et leur Directeur.

Elles sentirent le besoin de s'unir, et constituèrent bientôt une Fédération. En 1911, à Evian, au Congrès National de la Coopération et de la Mutualité, la création d'une Caisse mu-

tuelle et centrale fut décidée, dans le but de faciliter les prêts à long terme et de coordonner les efforts.

Après la guerre, les Pouvoirs Publics donnèrent aux Caisses locales et régionales de Crédit agricole un statut légal par la loi du 5 Août 1920.

Leur définition nous est donnée par M. Nast (1) : « La « Caisse régionale repose organiquement sur l'affiliation des « Caisses locales de sa circonscription. La locale est une coo-
« pérative de crédit ; la régionale est une union de coopératives « de crédit ».

On peut ajouter à ceci que les particuliers peuvent directement faire partie de la Caisse régionale.

Sous le régime de la loi du 5 Août 1920, il faut souligner que Caisses locales et régionales sont encore des coopératives non soumises à l'Administration.

Comme il fallait à l'Etat un organisme chargé de répartir ses avances, c'est « l'Office National de Crédit agricole » qui, dorénavant, assumera le contrôle exercé avant la guerre par le Service de la Mutualité au Ministère de l'Agriculture. Cet Office National de Crédit agricole devait, par la suite (loi du 9 Août 1926) s'appeler du nom qu'il porte encore « Caisse Nationale de Crédit agricole ».

Comme le précisait et le rappelait, lors de l'Assemblée Générale du Conseil National Economique du 6 Juillet 1937, M. Ricard, Ministre de l'Agriculture dès 1919 et promoteur de cette loi, le régime de liberté des Caisses locales et régionales était bien dans l'esprit du législateur.

La Caisse Nationale (Office National à cette époque) est un établissement public chargé de transmettre aux Caisses locales, par l'intermédiaire des régionales, les avances de l'Etat. Certaines mesures de contrôle sont prévues, mais uniquement

(1) Code de la Coopération, page 41

dans le but d'assurer la correction et la bonne fin des subventions de l'Etat, ce qui est normal.

On aperçoit aussitôt le défaut de cette organisation, dont la base est constituée par des coopératives qui sont régies par le droit privé, alors que le sommet de la hiérarchie, la Caisse Nationale, est un établissement public.

Il eut été préférable que l'édifice total fut établi suivant le système coopératif. Les associations filiales de la Société des Agriculteurs de France, qui ne reçoivent pas d'avances de l'Etat, se sont données, de leur côté, un organisme central, la Caisse Générale de Crédit Mutuel, qui constitue réellement un lien entre elles. Ce dernier résultat ne put être atteint par la Caisse Nationale qui fut aussitôt impuissante à réaliser une solidarité effective entre les Caisses régionales et à limiter leurs velléités d'indépendance.

Dans une première période, les Pouvoirs Publics s'attachent à développer l'importance et les opérations des Caisses régionales. Mais, peu à peu, nous allons assister à des modifications multiples apportées par divers Ministères à cette organisation. Tous ces aménagements tendront, malgré les principes de coopération invoqués et rappelés à tout moment, à placer le crédit agricole non plus sous le contrôle de l'Etat, mais sous *sa direction*.

Le décret du 4 Avril 1929 prescrit que toute nomination de Directeur de Caisse régionale, ainsi que l'affiliation de toute Caisse locale, seront soumises à l'agrément de la Caisse nationale. Le taux d'intérêt sur les dépôts à terme sera inférieur à celui servi aux parts. Les Caisses locales devront verser leurs excédents à la Caisse Régionale qui, elle-même, les déposera au Trésor, à la Banque de France, ou à la Caisse Nationale. Les Caisses que nous appellerons « privées », c'est-à-dire celles qui ne reçoivent pas d'avances de l'Etat, ne sont pas évidemment assujetties à cette réglementation.

Le Gouvernement Laval, par le décret-loi du 22 Septembre 1935, devait porter la première atteinte grave au Crédit mutuel.

La nomination des Directeurs des Caisses régionales était déjà contrôlée par la Caisse Nationale, qui peut à tout instant les révoquer pour faute grave. Cette fois, il s'agit de l'élection de l'Administrateur-Délégué qui doit être également approuvée. Si un Conseil d'Administration s'écarte des directives de la dite Caisse Nationale, sa déchéance peut être prononcée, et une Commission provisoire sera chargée de la gestion de la Caisse Régionale.

A cela s'ajoute la fondation d'un fonds commun de garantie, et l'interdiction aux Caisses privées de porter le nom de Caisse régionale de crédit mutuel. Les Caisses Régionales sont vérifiées par des Inspecteurs, et le bilan doit être soumis à la Caisse Nationale. Toutes ces mesures sont prises, aux dires du législateur, pour s'assurer que la gestion des fonds est réalisée dans les meilleures conditions de sécurité et de garantie.

Nous sommes déjà loin du régime de la loi de 1920.

Les Caisses privées, qui pratiquent réellement le crédit mutuel et ont l'énorme avantage de ne pas coûter un centime au contribuable, sont, depuis le décret du 30 Octobre 1935, sous le contrôle de la Caisse Nationale ; contrôle qui, en fait, se limite à des Inspections. Seules, elles représentent encore les organismes que le législateur de 1920 avait voulu créer. Et pourtant, fait curieux, de plus en plus elles seront tenues à l'écart.

Un nouveau coup allait être porté par le Gouvernement Blum, non pas cette fois au Crédit agricole, mais à la coopération, par la loi du 5 Août 1936, créant l'Office Interprofessionnel du Blé. En effet, cette loi a fait dépendre les coopératives de l'Administration centrale, et leur a enlevé l'autonomie financière en les associant aux Caisses régionales. Même les Caisses « privées » sont assujetties à certaines de ces dispositions pour financer l'achat et la vente du blé.

Notons que, très souvent, elles ont pu faire face à ce financement avec leurs propres ressources.

Ainsi, si nous faisons le point, à la veille du 31 Août 1937, date du dernier décret-loi qui consacre l'étatisation presque complète du crédit agricole, nous constatons que l'élection des Administrateurs, la nomination des Directeurs des Caisses Régionales, leurs traitements, sont sous le contrôle de la Caisse Nationale. Si les instructions de cette dernière ne sont pas suivies, le Conseil d'Administration sera remplacé, etc...

Il est évident que, dans ces conditions, il ne peut plus être question de parler de la « liberté des Caisses Régionales ». Si, par extraordinaire, elles ont conservé un caractère mutualiste, elles le doivent uniquement à ceux qui les dirigent depuis de longues années.

Le projet de résolution présenté le 6 Juillet 1937 par la Commission permanente du Conseil National Economique devait concrétiser les appréhensions du monde agricole concernant le crédit mutuel. Ce rapport indiquait que les Caisses agricoles devaient se suffire à elles-mêmes, et n'avoir de relations qu'avec des organismes publics ; autrement dit, l'excédent des dépôts des Caisses régionales aboutirait à la Caisse des Dépôts et Consignations. Ceci revenait à mettre à la disposition de l'Etat l'épargne agricole, qui ne pourrait plus ainsi servir à satisfaire les besoins des agriculteurs de la région.

Les vives protestations de l'Assemblée générale du Conseil National économique ne devaient rien changer, au contraire, au décret-loi du 31 Août 1937 qui renforce la subordination du crédit agricole à l'Administration.

Ce décret-loi précise que les fonds des Caisses locales sont transmis immédiatement aux Caisses Régionales. Les Conseils d'Administration de ces dernières ont, sur les Caisses locales, les mêmes pouvoirs dont dispose à leur égard la Caisse Natio-

nale. Le taux d'intérêt des prêts et l'intérêt à servir aux déposants seront fixés par décision du Ministre.

Ces dispositions tendent à uniformiser et à *nationaliser* le taux dans toute la France et enlèvent aux Caisses Régionales la fixation du taux des prêts à court terme, bien qu'ils soient réalisés avec leurs ressources propres.

L'article 6 du même décret ne permet plus d'avoir de doutes, s'il pouvait encore en exister, sur les intentions du Gouvernement à l'égard du crédit agricole. Il prévoit, en effet, que, si une Caisse de crédit agricole n'observe pas les prescriptions en vigueur, les exonérations fiscales lui seront enlevées ; elle sera dès lors placée sous le régime du droit commun des Sociétés. Autrement dit, il est possible au Ministre de l'Agriculture, avec le consentement du Ministre des Finances, de supprimer telle Caisse qui se montrerait indocile !

Et cependant l'agriculteur réagit peu contre l'intrusion de l'Etat ; seuls, les dirigeants des associations, qui apprécient mieux l'incidence des nouveaux décrets, s'y opposent de toutes leurs forces, mais en pure perte. Le paysan constate seulement qu'il vend son blé à un prix acceptable, et ne s'inquiète pas que cette taxation puisse, peu à peu, s'étendre à d'autres produits, et ainsi lui enlever toute liberté.

Il faut reconnaître à sa décharge qu'il ne lui est pas facile d'attribuer à tel ou tel parti politique cette évolution, puisque chacun d'eux a enlevé quelques pierres à l'édifice du crédit mutuel !

Ainsi donc, l'opposition à la politique envahissante des Pouvoirs Publics est matérialisée par les Caisses « privées », dont le décret du 31 Août 1937 a menacé l'existence. Elles sont encore nombreuses et très actives, et constituent une force que l'on ne peut négliger. Par leurs propres moyens, elles ont pu apporter à l'agriculture un concours très efficace .

nous en avons un exemple dans la Caisse Centrale de Crédit Agricole de Nevers.

Nous ne développerons pas l'évolution simultanée subie, avec plus de résistance toutefois, par la coopération agricole, à qui l'atteinte la plus grave a été portée par la création de l'Office du Blé.

Nous arriverions à constater, de la même manière, que les nombreuses lois et décrets qui ont réglementé les coopératives, tendent, malgré les assurances affirmées à tout instant, à restreindre leur initiative et leur liberté : en un mot, à en faire des bureaux de l'Etat.

De même, si les conceptions étatistes continuent à se développer, comme on peut le présumer, les Caisses Régionales ne seront bientôt plus que de véritables succursales de la Caisse Nationale.

II. LES CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE.

1° Le Crédit agricole.

Au siècle dernier, l'agriculteur trouvait les fonds nécessaires à son activité dans les ressources accumulées par un enrichissement presque régulier. Certes, les crises, comme celle de 1880, amenaient des troubles graves et une gêne considérable dans les exploitations ; mais la paysannerie en triomphait à force de privations, et attendait une récolte meilleure à des prix plus rémunérateurs.

Le Crédit agricole devait, peu à peu, prendre de l'importance pour venir en aide aux agriculteurs. Nous ne reproduirons pas les très nombreuses définitions du Crédit, et admettrons qu'il réside en l'utilisation anticipée de capitaux qui ne seront la propriété de l'exploitant qu'après la vente des produits.

L'Etat cherchera donc à le développer (loi de 1894 et suivantes) pour faciliter la formation de nouvelles richesses. En outre, par le même moyen, il tentera, mais, en vain, de diminuer l'endettement des classes agricoles.

Il importe de souligner le peu d'empressement des grands Etablissements de crédit à financer les transactions agricoles. Par crainte d'immobilisation, ils préfèrent, en effet, réserver

leurs disponibilités au Commerce et à l'Industrie, où le cycle de production et les spéculations sont moins longues.

Seule, la Banque de France, comme nous le verrons plus loin, devant toutes interventions, a mis, depuis près de soixante-dix ans, des sommes très importantes à la disposition des agriculteurs.

Avant la guerre, les organismes de crédit mutuel n'étant pas encore développés, et l'aide des Banques jugée par lui insuffisante, l'Etat a, pour trouver les capitaux nécessaires à sa politique, institué en 1897 la redevance annuelle de la Banque de France. Puis, il eut recours à l'Emprunt et aux ressources du Budget. Ce sont ces dernières surtout qui lui ont permis de faire des avances à l'agriculture par l'intermédiaire des Caisses locales et régionales.

Il est à peine besoin de dire que nous sortons déjà du domaine du crédit, et que les prêts consentis se transforment en dettes envers la collectivité.

L'Etat s'étant toujours montré créancier négligent, on conçoit difficilement l'éventualité de poursuites destinées à faire rentrer toutes les sommes avancées, comme le ferait un créancier ordinaire.

Il est bien évident que le débiteur limitera ses efforts en vue du remboursement dès l'instant qu'il se sentira à l'abri de poursuites.

Alors que les Associations de crédit mutuel réussissaient à faire rembourser leurs avances, on peut mettre en doute, surtout après les délais et tempéraments multipliés au cours des deux dernières années, que l'Etat puisse arriver au même résultat. Notons à ce propos que la loi récente du 12 Juillet 1937 permet d'accorder aux petits exploitants des prêts de 50.000 fr. (amortissables en dix ans, au taux de 5 %) pour rembourser leurs dettes. Il est à craindre que, encouragés par les nombreuses facilités ainsi dispensées, les mauvais débiteurs, organisant leur insolvabilité, ne rendent la tâche très difficile aux Caisses régionales.

2° Organisation générale des Caisses agricoles.

Nous rappelons que l'organisation des Caisses agricoles a été réglementée par la loi du 5 Août 1920, et modifiée par de nombreuses lois (et décrets) dont nous avons déjà indiqué les plus importantes. Nous donnerons ci-après, sans entrer dans le détail, les principales règles qui président à la constitution des Caisses régionales et locales.

Constitution. — Au sommet de la hiérarchie, nous trouvons la Caisse Nationale de Crédit agricole, établissement public.

Cette Caisse a pour objet :

- 1° — la gestion des avances de l'Etat à l'agriculture ;
- 2° — la gestion des dépôts reçus des Caisses régionales ;
- 3° — émission de Bons par l'intermédiaire de ces dernières ;
- 4° — surveillance et contrôle des Caisses régionales.

Entre cet organisme et les bénéficiaires des prêts, existent les Caisses régionales et locales, qui sont des Sociétés coopératives dont les livres sont tenus conformément aux dispositions du Code de Commerce, et suivant les instructions de la Caisse Nationale et du Ministère de l'Agriculture.

Capital. — Elles ne peuvent être valablement constituées qu'après versement du quart du capital social. Si la Caisse est à capital variable, ce dernier ne peut être réduit au-dessous du capital de fondation.

Le capital est formé par la souscription de parts nominatives, dont la transmission s'effectue par voie de cession avec l'agrément de la Caisse. Lorsqu'elles sont constituées sans capital, les statuts doivent préciser que tous les membres sont responsables conjointement et solidairement sur leurs biens.

Durée. — Les Caisses de crédit agricole dont la durée est illimitée comprennent les membres d'associations agricoles ou les diverses associations elles-mêmes. Les Caisses régionales

ne peuvent accepter l'affiliation des Caisses locales situées dans leur circonscription qu'après agrément de la Caisse Nationale.

Responsabilité. — La responsabilité des Sociétaires, proportionnelle à leur apport, cesse cinq ans après la date de leur sortie.

La responsabilité des Administrateurs n'est engagée qu'en cas de violation des Statuts. Le Conseil d'Administration peut être révoqué par la Caisse Nationale, si les prescriptions de cette dernière n'ont pas été suivies. De même, le Directeur de la Caisse Régionale peut être suspendu de ses fonctions pour faute grave. La Caisse Régionale peut elle-même révoquer le Conseil d'une Caisse locale, avec l'autorisation de la Caisse Nationale.

Maximum des dépôts. — Les Caisses ne bénéficiant pas d'avances de l'Etat fixent elles-mêmes le maximum des dépôts pouvant être reçus en compte courant.

Pour les Caisses dépendant de la Caisse Nationale, ce maximum est soumis à l'autorisation de cette dernière. Le montant des dépôts doit toujours être représenté par un actif immédiatement réalisable.

Fonds de réserve. — Aucun dividende n'est distribué aux porteurs de Parts, qui reçoivent un intérêt.

Les bénéfices servent, à concurrence des $\frac{3}{4}$, à constituer un fonds de réserve jusqu'à ce qu'il ait atteint le double du capital social.

Dès que ce résultat est obtenu, la quotité des bénéfices à verser au fonds de réserve est réduite à la moitié.

Fixation des taux. — Les taux d'intérêt alloués aux titulaires de dépôts en compte courant sont désormais fixés par décision ministérielle. Les taux perçus sur les prêts consentis sont variables selon leur durée, et tiennent compte de la qualité de l'emprunteur (taux réduit pour mutilés de guerre, familles nombreuses, pupilles).

Opérations. — Les Caisses régionales et locales ont exclusivement pour objet de faciliter les opérations de leurs Sociétaires. Leur sont interdites toutes opérations qui ne sont pas prévues par la loi.

Pour se procurer des fonds, les Caisses régionales peuvent réaliser des emprunts après autorisation du Ministère. Il leur est permis de recevoir des dépôts sous forme soit de comptes-courants à vue ou à terme, soit de bons de Caisse. Elles négocient selon leurs besoins par la voie de l'escompte le papier de leurs clients et des Caisses locales (effets souscrits par les emprunteurs).

Les Caisses Régionales transmettent à tous groupements agricoles les avances spéciales qui leur ont été consenties par l'Etat. Elles peuvent accorder un fonds de roulement aux Caisses locales affiliées dont elles réalisent les opérations telles que recouvrements et paiements divers pour le compte des Sociétaires.

L'activité des Caisses locales est principalement de consentir les prêts. Nous nous empresserons de dire qu'en réalité, elles deviennent peu à peu les offices de renseignements des Caisses régionales, qui centralisent et établissent la grande majorité des avances.

Les Prêts à l'Agriculture. — On distingue trois sortes de prêts :

- 1°) les prêts à court terme,
- 2°) les prêts à moyen terme,
- 3°) les prêts à long terme.

Prêts à court terme. — Il sont consentis pour une durée de un an à dix-huit mois, et sont toujours réalisés sous forme d'effets échelonnés. Fréquemment, un nantissement de titres, ou la signature de warrants commerciaux, viennent s'ajouter à la garantie personnelle, qui demeure le principe applicable à ces opérations.

Nous rappelons qu'ils sont toujours satisfaits avec les disponibilités de la Caisse Régionale.

Prêts à moyen terme. — Pour toutes avances, les emprunteurs doivent présenter leur demande par écrit, en indiquant la nature de l'opération qu'ils envisagent (aménagement de fermes et terres, améliorations, etc...)

Ces prêts sont établis pour une durée de deux à quinze ans, et sont gagés par des fonds publics, par une caution, soit même par une affectation hypothécaire.

Lorsque la garantie est constituée par une caution ou un nantissement sur titres, des effets échelonnés sont créés. Ces billets, négociables, permettent aux Caisses Régionales de faire face éventuellement à des besoins de trésorerie.

Prêts à long terme. — Ces prêts sont consentis pour une durée de deux à trente ans, sous réserve qu'à l'époque de la dernière annuité, l'emprunteur n'ait pas atteint l'âge de soixante-dix ans. Cette condition s'explique par le souci apporté à la bonne fin du remboursement, que le trop grand âge de l'emprunteur pourrait compromettre.

Une hypothèque les garantira toujours ; s'y ajouteront éventuellement des titres, une caution, ou une assurance-vie. Ces avances, destinées à faciliter l'achat, l'aménagement et l'extension des exploitations, ne peuvent, en principe, excéder 60.000 francs.

Une circulaire de la Caisse Nationale (19 Janvier 1938) précise la valeur des domaines qui rentrent dans le cadre des « petites propriétés rurales » les seules qui peuvent bénéficier de ces avances :

125.000 fr. pour un chef de famille.

150.000 fr. pour un chef de famille ayant plus de 3 enfants.

200.000 fr. pour un chef de famille ayant plus de 6 enfants.

Les exploitations acquises à l'aide de ces crédits peuvent être constituées en bien de famille insaisissable (loi du 12 Juillet 1909). Toutefois, le législateur, pour sauvegarder les droits

des Caisses régionales, leur a accordé le privilège institué par l'article 2103, paragraphe 2, du Code Civil.

Notons que les prêts à moyen terme et à long terme sont satisfaits uniquement à l'aide des avances de l'Etat. Il est donc logique que les dossiers les concernant soient transmis pour agrément à la Caisse Nationale qui en décide l'octroi ou le refus.

Mécanisme des prêts. — Nous avons dit que les prêts à court terme étaient financés à l'aide des ressources propres des Caisses régionales. Toutefois, il se peut que certaines de ces Caisses n'aient pas une trésorerie suffisante. Dans ce cas, des avances spéciales sont faites par l'Etat. C'est ainsi qu'à ses débuts, la Caisse régionale de Nevers a reçu de l'Etat une subvention d'un million, dont elle paie annuellement les intérêts à la Caisse Nationale.

De nombreux décrets ont accordé des crédits pour répondre aux demandes de prêts à moyen terme et à long terme. Chaque année, les Caisses régionales sont tenues, soit de rembourser à la Caisse Nationale les annuités effectivement payées par les emprunteurs, soit de rembourser les annuités prévues, même si les débiteurs n'ont pas tenu leurs engagements. Ces remboursements centralisés par la Caisse Nationale figurent, en recette d'ordre, au budget de l'Etat, et ne peuvent servir à de nouveaux prêts qu'après un vote des Chambres.

Trésorerie des Caisses de Crédit agricole. — Nous avons déjà dit que l'Etat n'est pas un créancier bien sévère pour les particuliers. Et cependant, les Caisses régionales doivent rembourser à la Caisse Nationale certaines annuités, même si elles n'ont pas été payées par les intéressés. Il est piquant de constater cette politique qui consiste à faire supporter à la Trésorerie des Caisses régionales les défaillances des débiteurs, alors que les prêts à moyen terme et à long terme sont accordés par cette même Caisse Nationale, et que, depuis deux ans en par-

ticulier, une abondance inusitée de décrets ou d'instructions enjoignent aux dirigeants des Caisses régionales de ménager les emprunteurs en leur accordant des délais.

Nous rencontrons la même particularité surprenante dans la gestion des disponibilités. Il est prescrit aux Caisses régionales de verser leurs excédents de trésorerie à la Caisse Nationale (décret du 4 Avril 1929), et les Ministères se sont montrés hostiles à la constitution, par ces dernières, de portefeuilles de titres. Ces valeurs leur permettent, pourtant, lorsque les avances de l'Etat sont taries (ce qui devient de plus en plus fréquent), de recourir à l'escompte de la Banque de France ou à ses avances sur titres.

Malgré ces instructions, la même Caisse Nationale ne craint pas d'investir ses avoirs en quantités très importantes de fonds publics, et se tourne vers l'Etat si les fonds nécessaires à ses opérations viennent à lui manquer ! !

Ayant ainsi constaté le défaut de logique dans la politique suivie par l'Etat, tant dans la gestion des avances que dans celle des disponibilités, il convient d'examiner de quelle façon les Caisses régionales ont pu assurer l'équilibre de leurs opérations.

Elles se sont trouvées fréquemment devant des problèmes difficiles à résoudre. La Caisse Nationale ne pouvant satisfaire toutes les demandes de crédit, elles ont été amenées, par la force des choses et sous peine d'étaler leur impuissance, à consentir des prêts à moyen terme sur leurs ressources propres. Elles ont ainsi été contraintes à se substituer à l'Etat, qui s'était attribué lui-même la charge de les financer.

Des prêts d'attente ont donc été accordés. La trésorerie de la Caisse Nationale demeurant toujours étroite, ces prêts furent transformés en moyen terme. D'autre part, les prêts à court terme n'ayant pas été remboursés, furent renouvelés au-delà d'un an, et compris dans des postes nouveaux intitulés « Effets renouvelés » — « Effets en retard », etc...

Enfin, on est arrivé à octroyer des prêts à moyen terme pour

rembourser des dettes antérieures. De même, les mots « Court terme » ont fini par perdre leur sens, et il devient difficile de conserver ce caractère à de nombreuses avances.

On voit ainsi le trouble apporté dans les opérations des Caisses régionales par la carence de l'Etat. En effet, jusqu'en 1933, les avances avaient été substantielles ; mais bientôt la redevance de la Banque de France tombait au tiers du chiffre moyen depuis plusieurs années.

Si la trésorerie des Caisses régionales dépend, en majeure partie, des avances de l'Etat, il convient d'insister sur les moyens très importants qu'elle reçoit de l'épargne. Nous le constaterons, d'ailleurs, dans l'exposé des opérations de la Caisse de Nevers.

Alors que les autres Caisses agricoles constataient une diminution de leurs dépôts dès 1932, ce n'est qu'après les événements politiques de 1934 que la Caisse Régionale de Nevers voyait un net fléchissement dans les apports de fonds à vue ou à terme. Il convient toutefois de remarquer que d'autres facteurs contribuèrent à diminuer ses ressources. En premier lieu, la baisse des prix du blé ne pouvait manquer de faire sentir ses effets. D'autre part, la loi du 25 Janvier 1934, réglementant la solidarité collective des notaires, limitait les dépôts de ces derniers (permis précédemment en 1930 par la Chancellerie).

De même, les Caisses agricoles d'assurances qui avaient été admises à y déposer leurs fonds par la loi du 30 Avril 1930, se voyaient retirer cette autorisation par le décret du 15 Mai 1934.

Ne doutons pas que les dernières restrictions avaient pour but de canaliser vers la Caisse des Dépôts et Consignations des capitaux importants, dont l'Etat a de plus en plus le besoin urgent. Le même souci transparaît dans le décret du 4 Avril 1929, qui prescrit aux Caisses régionales de verser leurs fonds à la Caisse Nationale. L'Etat, voulant parer au plus pressé, c'est-à-dire trouver des disponibilités, oublie alors ses promesses de conserver à l'agriculture régionale les bienfaits de sa propre épargne.

Mais les Conseils d'Administrations des Caisses régionales n'ont pas hésité, prévoyance dont il faut leur savoir gré, à limiter leurs versements à la Caisse Nationale, et à procéder à des investissements importants en fonds publics, dont nous avons indiqué précédemment les avantages.

Ainsi chaque Caisse régionale essaie encore d'agir pour son propre compte. Tant que la Caisse Nationale n'aura pas une Trésorerie suffisante, il ne lui sera pas possible de réaliser la solidarité de toutes les Caisses, en un mot de les transformer en Succursales.

3° Financement du Crédit agricole.

Le rapport sur l'activité du Crédit Agricole en 1936, présenté au Président de la République par le Ministre de l'Agriculture, nous fait connaître le montant et l'origine des fonds qui ont permis à la Caisse Nationale de financer les prêts agricoles.

En dehors des appels à l'épargne publique (emprunts réalisés sous la forme de Bons à longue échéance, cotés en Bourse), les ressources de cette Caisse sont constituées par :

- 1°) les redevances de la Banque de France,
- 2°) les avances de l'Etat,
- 3°) les dépôts en compte courant par les particuliers.

Dotation du Crédit Agricole. — La redevance de la Banque de France, dont le tableau ci-après nous démontrera l'importance, a été établie par la Loi du 17 Novembre 1897. Les conventions du 26 Octobre 1917 et du 26 Juillet 1918 l'ont aménagée, et ont fixé la part des bénéfices de la Banque qui doit revenir à l'Etat.

Par la loi du 19 Décembre 1926, le législateur a ordonné que ces sommes soient versées à un compte spécial du Trésor,

et remises dans la proportion de 5/6 à la Caisse Nationale de Crédit agricole.

De même, il a été stipulé que, si le versement annuel de la Banque de France était supérieur à 115 millions, la moitié de l'excédent reviendrait à l'Etat.

Auparavant, notre Institut d'émission avait fait une avance remboursable de 40 millions, en exécution de la loi du 31 Mars 1899.

Avances de l'Etat. — Elles sont constituées par des avances de la Caisse des Dépôts et Consignations, sur les fonds dont elle a la gestion. A certaines époques, pour augmenter les ressources de la Caisse Nationale, des lois ont autorisé les crédits ci-après :

Avances	{	Loi du 15 Juillet 1928 ..	500 millions
pour prêts à		Loi du 30 Mars 1931 ...	500 »
Moyen Terme		Loi du 20 Juillet 1932 ..	500 »
Avances	{		
pour prêts à		Loi du 4 Août 1929	250 millions
Long Terme		Loi du 22 Juillet 1932 ...	250 »

Dépôts de fonds à la Caisse Nationale et dans les Caisses Régionales. — Au 31 décembre 1936 :

Solde des dépôts à la Caisse Nationale : 392 millions environ.
Solde des dépôts dans les Caisses Régionales : 1161 millions environ.

Avec de tels moyens mis à leur disposition, la Caisse Nationale et les Caisses Régionales ont pu dispenser à l'agriculture la majeure partie des capitaux nécessaires à son redressement.

Nous donnerons les *soldes au 31 Décembre 1936* des avances consenties en application des différentes lois sur le Crédit agricole.

Prêts à court terme. — (sur disponibilités des Caisses Régionales) 966 millions environ.

(Pour mémoire, indiquons que les effets à court terme escomptés par les Caisses Régionales ont atteint, pendant l'année 1936, 1831 millions. Si l'on additionne ce chiffre aux renouvellements autorisés, on constate que les prêts à court terme se sont élevés en 1936 à plus de trois milliards et demi. Encore, faudrait-il y ajouter les escomptes acceptés en vue de faciliter le financement des récoltes...)

<i>Prêts à moyen terme</i>	659 millions
<i>Prêts à long terme ordinaires</i>	713 millions)
<i>Prêts à long terme spéciaux</i>	285 millions)
	1.346 millions
<i>Prêts collectifs à long terme</i>	348 millions)

Nous préciserons que, de 1921 à 1936, la Caisse Nationale de Crédit agricole a accordé des prêts à moyen et long terme pour une somme de 4.097 millions dont 2.360 millions sur la dotation du Crédit agricole et 1.737 millions à l'aide des avances de l'Etat.

REDEVANCES DE LA BANQUE DE FRANCE
(en millions de francs)

de 1897 à 1920	248
1921	47
1922	39
1923	41
1924	71
1925	94
1926	91
1927	50
1928	77
1929	127
1930	135
1931	117
1932	70
1933	37
1934	38
1935	66
1936	99
A reporter	1.447

Report	1.447
Avance remboursable	40
Sommes affectées en exécution :	
— 1°) de la Loi du 30 Juin 1923	18
— 2°) de la Loi du 10 Mars 1925	22,6

1.527,6

Si l'on ajoute à cette somme les remboursements sur Avances relatives à la mise en culture des terres abandonnées (loi du 4 mai 1918)

92,6

1.620,2

et si l'on retranche les frais d'Administration de l'ancien Service du Crédit mutuel de Coopération agricole

2,5

nous obtenons le chiffre de 1.617,7

qui représente le montant de la *dotation* au 31 Décembre 1936 du Crédit agricole.

III. LE CRÉDIT AGRICOLE EN NIVERNAIS.

1° La Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel.

Créée en 1907, la Caisse régionale ne devait connaître une activité réellement efficace et prépondérante qu'à partir de 1928, époque à laquelle son Directeur actuel, M. Barriol, en prenait la charge. Sous sa direction énergique et sage, cet organisme devait rapidement prendre une grande extension, ainsi que le démontrent les chiffres qui nous ont été communiqués. Il ne s'agissait pas, en l'espèce, de continuer et développer des opérations connues de tous et pratiquées depuis longtemps ; mais, en fait, il fallait créer à peu près de toutes pièces une organisation qui puisse répondre aux exigences des intérêts en cause, la faire connaître, lui acquérir et surtout lui maintenir la confiance, bien difficile à obtenir comme chacun sait, des populations rurales.

Malgré les nombreuses difficultés rencontrées, ce résultat a été atteint en peu de temps ; la progression des dépôts à vue et à terme en est un éloquent témoignage.

La Caisse de Nevers a vingt-neuf Caisses locales affiliées. Son capital, après des augmentations successives, est, à fin 1936, de 1.582.500 francs. Le fonds de réserve, de 105.000 fr. à fin 1926, atteint au 31 décembre 1936, 1.600.000 fr., et le fonds de réserve spécial 705.000 francs. Le portefeuille titres

passé dans le même laps de temps de 116.000 fr. à 2.252.000 fr.

Nous avons réuni, dans le tableau ci-après, les postes principaux de l'actif et du passif des bilans des années 1927 à 1936. Mieux que des développements, ils prouveront la vitalité de cette Caisse régionale et l'aide très importante qu'elle a apportée aux populations agricoles du Nivernais..

Dans les prêts à court terme de l'année 1936, (23.098.000 fr.) il existe, certes, une forte proportion d'effets « renouvelés » ou « en retard ». Il ne faut voir là que le souci des dirigeants de la Caisse régionale de ne pas mettre leurs débiteurs en difficulté.

Nous signalerons, à ce propos, que les poursuites sont exécutées avec modération, et que des délais sont accordés aux débiteurs de bonne foi.

Ainsi, dans le Rapport des opérations de 1934, nous relevons les renseignements ci-après :

	en cours	en retard	Solution apportée	
			délais accordés	poursuites engagées
Prêts à long terme spéciaux	224	19	18	1
Prêts à long terme ordinaires	491	91	85	6
Prêts à moyen terme	1.287	217	200	17

La diminution des prêts (toutes catégories), très sensible depuis 1934, s'explique par la baisse des prix qui enlève aux producteurs le désir d'entreprendre. D'autre part, la lecture des chiffres des dépôts à vue et à terme nous montre que la Caisse régionale, voyant ses ressources diminuer, a dû freiner l'octroi de crédits nouveaux. Les restrictions ont été accrues simultanément par la difficulté rencontrée, comme partout ailleurs, à faire payer les annuités.

Pour mémoire, et pour permettre d'en apprécier l'importance, nous avons mentionné la quotité de titres déposés en garantie de prêts.

Les chiffres des avances de l'Etat constatent, au 31 Décem-

bre de chaque année, le solde dû à l'Etat par catégorie de prêts. La différence entre ces Avances de l'Etat et le montant des prêts consentis met en évidence la part importante prise par les ressources propres de la Caisse régionale dans le financement des transactions agricoles.

Malgré l'évolution imprimée par les Pouvoirs Publics au Crédit agricole, malgré les circonstances économiques défavorables et la diminution des avances de l'Etat, le Conseil d'Administration et la Direction de la Caisse régionale n'ont pas cessé, depuis dix années, d'accorder, dans une juste mesure, les crédits nécessaires aux exploitants.

De cette façon, il a été permis à certains d'acquérir un domaine longtemps convoité ; à d'autres, de tenir pendant les mauvaises périodes, d'améliorer leur exploitation, d'augmenter leur production.

La Caisse régionale a compris que telle était sa tâche, et elle l'a remplie avec toute la prudence désirable. Son rôle n'était certes pas de conserver le caractère d'une « Caisse d'Epargne », qui dispenserait parcimonieusement des capitaux jalousement conservés, à des emprunteurs que leur situation met à même de trouver facilement, dans les Banques, une aide temporaire.

CAISSE RÉGIONALE DE

	1927	1928	1929
'ACTIF			
Prêts toutes catégories			
Court terme	7.649	14.330	14.006
Moyen terme	2.752	10.055	18.014
Long terme	1.787	3.215	5.512
Total	12.188	27.600	37.532
Titres déposés en garantis	778	4.721	5.817
PASSIF			
Avances de l'Etat			
Prêts à court terme	1.400	1.000	1.000
Prêts à moyen terme	2.672	7.748	11.848
Prêts à long terme	1.853	2.495	6.198
Prêts collectifs à L. T.	77	107	96
Total des avances	6.002	11.350	19.142
Dépôts (1) (2)			
à vue			
à 6 mois	{ 9.079	{ 17.613	{ 23.505
à un an			
	9.079	17.613	23.505

(1) jusqu'en 1929, une seule catégorie de dépôts.

(2) de 1930 à 1932, dépôts à vue et à terme.

RÉDIT AGRICOLE MUTUEL

1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
16.347	20.145	24.842	25.509	21.467	19.472	23.098
25.257	30.349	32.311	34.042	26.184	18.930	10.941
7.743	9.596	11.333	11.835	11.553	10.871	10.046
49.347	60.090	68.486	71.386	59.204	49.273	44.085
9.898	11.286	11.223	12.168	6.210	5.165	4.455
1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
12.740	13.740	14.775	12.980	10.476	9.506	8.550
7.371	9.952	11.448	12.233	12.174	11.771	10.974
86	116	171	156	294	464	426
21.197	24.808	27.394	26.369	23.944	22.741	20.950
15.497	19.707	17.403	13.749	8.293	10.113	10.884
16.878	20.877	23.242	12.783	10.003	5.701	4.132
			12.533	11.736	11.421	11.559
32.375	40.584	40.645	39.065	30.032	27.235	26.575

2° La Caisse Centrale de Crédit agricole de Nevers.

La Caisse centrale, affiliée à la Société des Agriculteurs de France (rue d'Athènes), représente à Nevers le type même de la Caisse de Crédit mutuel, dont nous rappelons les caractères principaux, à savoir : elle ne reçoit aucune subvention de l'Etat, et sa constitution est de conception purement mutualiste et coopératiste.

Fondée en 1927 par M. de Damas, dont la compétence pour tout ce qui touche l'agriculture est unanimement reconnue, la Caisse centrale devait rapidement prendre un très grand développement, ainsi que le tableau suivant le démontre. Cette Caisse, outre ses attributions de crédit, groupe autour d'elle de nombreux organismes dont elle contrôle la gestion et assure la trésorerie (associations agricoles et coopératives intéressant les moindres besoins de l'activité agricole).

Cette réunion d'associations, dont les objets sont différents, devait favoriser son essor.

Sous une impulsion active et prudente, elle a su gagner également la confiance paysanne et multiplier ses opérations sans en compromettre la sûreté. Les chiffres donnés nous indiquent que, malgré les ressources pléthoriques fournies par les dépôts, les dirigeants de la Caisse centrale ont préféré, depuis 1934, montrer une prudence extrême dans l'octroi des crédits.

	DÉPOTS		PRETS	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1927	873	15.181.000	340	7.102.000
1928	1.264	18.917.000	507	10.957.000
1929	2.005	24.494.000	686	14.024.000
1930	2.400	34.714.000	787	17.164.000
1931	2.592	35.273.000	961	22.380.000
1932	2.871	35.282.000	1.072	21.820.000
1933	2.785	35.295.000	1.040	20.393.000
1934	2.932	30.141.000	1.010	20.287.000
1935	2.918	30.006.000	954	17.190.000
1936	2.654	30.761.000	914	16.280.000

Les prêts qu'elle accorde sont, en majeure partie, à court terme, le solde ne dépassant pas l'échéance de cinq ans. Les premiers sont réalisés sous la forme d'obligations civiles, les autres sont représentés par des contrats d'avances ou des ouvertures de crédit hypothécaire.

La Caisse centrale, sachant qu'elle ne devait compter que sur elle-même, a dû observer depuis la fondation une grande circonspection.

En résumé, elle prouve par sa prospérité actuelle, qu'il est possible à un organisme mutualiste d'arriver à un grand développement, et d'apporter à ses adhérents le secours d'un crédit qui, si on lui a reproché son manque de hardiesse, est néanmoins sûr et à bon marché, et offre l'avantage précieux de ne pas coûter un centime à la collectivité publique.

Ceci nous amène à citer l'opinion de certains qui déplorent les facilités de crédit. D'aucuns voient, dans le métayage, la meilleure façon de mettre le capital à la disposition du produc-

teur ; d'autres affirment que la distribution des prêts aggrave l'endettement des classes paysannes.

Il n'est pas douteux que, bien souvent, les agriculteurs ne pourront pas surmonter leurs difficultés et rétablir, après le remboursement de leur dette, un équilibre durable dans leur exploitation. Sauf dans le cas d'années exceptionnellement bonnes, et elles sont rares, le prêt à court terme ne sera guère profitable à l'exploitant dont la situation est déjà obérée. Il n'en est pas de même pour le fermier aisé qui trouve dans ce mode de crédit la possibilité d'augmenter sa production sans trop de risques.

La question est différente pour les prêts à longue échéance qui ont un caractère plus social qu'économique. De nombreux pays les ont institués pour permettre aux classes rurales l'accès à la propriété. Pour atteindre le but envisagé, les prêts doivent être à très longue échéance et à petit intérêt. Tels ont été les principes adoptés en France, mais l'expérience a déjà prouvé que de nombreux exploitants avaient beaucoup de peine à payer les annuités.

Il ne faudrait pas en déduire que toutes les mesures en faveur du crédit sont vouées par avance à un échec certain ; mais, plutôt, que la vérité semble résider dans une répartition modérée et bien appliquée. Les crédits accordés ne doivent pas dépendre des ressources plus ou moins grandes des organismes qui les dispensent, mais des possibilités de relèvement et des capacités de ceux qui demandent à en bénéficier. Autrement dit, la distribution du crédit est une matière très délicate où l'on risque souvent, par des secours trop généreux, de compromettre définitivement la situation des emprunteurs. La durée des spéculations agricoles, et l'incertitude des résultats, ne permettent pas le remboursement des capitaux empruntés à des échéances que l'on peut fixer par avance, et le paysan n'ignore

pas qu'une bonne année, dont il espère toujours le retour, peut seule l'aider à se rétablir. Il devra chercher, au cours de ces périodes heureuses, à se constituer, comme les Caisses de crédit agricole l'ont fait elles-mêmes, un portefeuille de titres qui lui permettra, en cas de besoin, d'avoir recours aux Etablissements de crédit et, en particulier, à la Banque de France, dont nous examinerons l'activité en matière de crédit agricole.

LA BANQUE DE FRANCE ET LE CRÉDIT A L'ÉLEVAGE NIVERNAIS

C'est le 22 Mai 1855 que se réunissait pour la première fois le Conseil d'Administration de la Succursale de Nevers dont les opérations allaient commencer. Dès l'origine, Conseil d'Administration et Directeurs apportèrent leurs plus grands soins à venir en aide à l'agriculture nivernaise, et en particulier à l'élevage qui a toujours été, et demeure, l'activité agricole principale en cette région.

En effet, dans sa Séance du 24 Avril 1869, le Conseil d'Administration délibérait sur la question suivante, qui lui était posée par le Gouvernement de la Banque :

Doit-on admettre comme présentateurs les agriculteurs se livrant à l'engraissement des bestiaux, agriculteurs connus en ce pays sous le nom d'emboucheurs ?

Le Conseil répondit en affirmant que les prêts à consentir à « l'embouche » faisaient évidemment partie des opérations que la Banque devait rechercher, — et signalait, en outre, que la durée réduite de l'engraissement (cinq à six mois) faciliterait la rentrée régulière des capitaux avancés.

Cette opération de prêt ne pouvant justifier des effets portant les trois signatures requises par les Statuts, il souhaitait qu'un mode de crédit, qui sauvegarderait les intérêts de la Banque, soit mis à l'étude.

Au cours de la même délibération, le Conseil donnait également son avis sur le développement possible de l'escompte de valeurs à deux signatures, avec garantie additionnelle de titres au porteur.

Pour donner de l'extension à ces opérations, il suggérait que le dépôt de titres puisse être réduit par exemple au tiers des présentations d'effets de cette nature. Par ailleurs,

les Administrateurs préconisaient de n'admettre à l'escompte à deux signatures que des présentateurs ou souscripteurs d'une solvabilité de premier ordre, pour compenser les inconvénients qui pourraient résulter de cette diminution de garanties.

Ainsi donc, il y a près de soixante-dix ans, la Banque de France, devançant tous Organismes et Etablissements de crédit, envisageait d'apporter son concours à l'agriculture et à l'élevage nivernais, mais en tenant compte à la fois des prescriptions statutaires, et des garanties de sécurité qui sont indispensables à un Institut d'émission.

Bientôt, ces opérations commençaient. Peu à peu, les éleveurs venaient plus nombreux demander l'aide de la Banque, et, devant les résultats obtenus, en particulier dans cette région, le Gouvernement de la Banque de France autorisait en 1894 les souscripteurs de billets agricoles à élire domicile à ses Caisses.

En 1895, les capitaux avancés aux agriculteurs nivernais s'élevaient déjà à trois millions, dont près de deux millions et demi en traites conservées en Portefeuille, le solde étant constitué par des Avances sur titres. Certes, ces sommes nous paraissent actuellement bien modestes ; on conviendra cependant qu'elles apportaient, à cette époque, une contribution très efficace au financement de l'élevage.

Le montant des prêts varie très peu jusqu'à la période de la guerre mondiale. La Banque avait, en effet, préféré conserver à son intervention en matière de crédit agricole un caractère de sage modération.

Dès la fin des hostilités, les circonstances économiques et monétaires rendent les problèmes agricoles beaucoup plus difficiles. On ne retrouve plus la constance des chiffres d'avant-guerre, uniformité si évidente qu'elle nous a dispensé de donner le relevé des avances annuelles qui, pendant plus de trente années, demeurèrent sensiblement de la même importance.

Les crédits consentis aux agriculteurs s'élevaient à près de six

millions en 1921, — pour atteindre seize millions dix ans plus tard. — Cette progression, toutefois, n'a pas été constante, et nous l'expliquerons en rappelant que les prêts sollicités de la Banque de France sont principalement destinés à l'embouche. Or, nous avons vu qu'au cours des dernières années, les emboucheurs avaient éprouvé de cruelles déceptions. Découragés par l'instabilité des cours, ils semblent maintenant délaisser quelque peu ce mode d'exploitation pour l'élevage, qui leur permet une répartition plus échelonnée de leurs ventes, et, par conséquent, diminue leurs risques.

Aussi, depuis 1931, avons-nous assisté à une diminution dans les demandes de crédit. L'expérience a appris aux bénéficiaires qu'il importait d'être très prudents...

Au moment où va reprendre la campagne d'embouche, c'est-à-dire dans les mois de février et mars, les agriculteurs se présentent à la Banque de France et formulent leurs demandes. Ces dernières, rapidement instruites, leur donnent, quand une suite favorable leur a été réservée, les capitaux nécessaires en vue de l'achat des animaux à engraisser.

Les crédits sont alors réalisés sous la forme matérielle de lettres de change acceptées, à l'échéance de trois mois ; deux renouvellements de même durée sont autorisés sur les effets. La perception de nouveaux timbres proportionnels a pu être évitée après accord avec l'Administration de l'Enregistrement.

En général, une garantie additionnelle de titres vient s'ajouter aux signatures qui sont recueillies. Nous indiquerons, d'autre part, que des crédits de moyenne importance peuvent être accordés soit sur la seule garantie personnelle des coobligés, soit avec des garanties réelles en titres dont la valeur est inférieure à la somme avancée.

Il n'est pas inutile de souligner que la Banque de France a mis ainsi ses ressources à la disposition des petits et moyens exploitants.

Certains éleveurs récriminent contre l'instabilité du taux d'escompte, et regrettent qu'une augmentation ultérieure des agios vienne aggraver les pertes causées par une baisse des cours de la viande.

Nous conviendrons que de pareilles circonstances sont désagréables pour l'emprunteur. Mais il faut remarquer que les lois en vigueur ne permettent pas à la Banque de France de favoriser, à son gré, telles ou telles opérations.

Notons, par ailleurs, que, de 1920 à 1937, quatre années seulement ont été défavorables aux agriculteurs qui bénéficient de crédits pour l'embouche. En effet, en 1926, 1935, 1936 et 1937, les renouvellements d'effets ont été en partie assujettis à des taux supérieurs à ceux appliqués à l'origine. Par contre, en 1925, 1927, 1930 et 1934 (quatre années également), les taux ont été baissés au cours de la campagne.

Ainsi donc, quatre années défavorables ont été compensées par les avantages recueillis pendant une période égale ; et au cours des dix autres années, le taux de l'escompte n'a pas varié.

Le concours de la Banque ne s'est pas limité aux particuliers. En effet, les Caisses de Crédit agricole ont fait appel à l'escompte ou aux Avances sur titres pour des sommes importantes, surtout depuis 1934. Grâce à leur portefeuille de titres, elles ont pu trouver les capitaux qui leur étaient nécessaires pour accroître ou maintenir à l'agriculture une aide rendue indispensable par les circonstances économiques.

En résumé, dans l'atmosphère d'inquiétude et d'appréhension qui caractérise la présente époque, la politique de la Banque de France a été d'assurer à l'économie nationale, et aux agriculteurs en particulier, toutes les facilités de crédit compatibles avec ses statuts et la défense de la monnaie,

CIRCULATION DES BILLETS DE BANQUE.

Etant donné que l'élevage et l'embouche représentent la principale activité des populations agricoles en Nivernais, nous avons pensé que nous pourrions examiner si les transactions agricoles avaient une influence sur la circulation des signes monétaires.

Il est à peine besoin d'indiquer que nous ne pouvons, des chiffres produits, tirer des conclusions précises. Nous remarquons seulement qu'à la succursale de Nevers, de 1930 à 1937 inclus, il a été mis en circulation 3.881 millions de francs en billets de Banque, et que, pendant la même période, 5.065 millions de francs sont rentrés dans les Caisses.

Il serait pour le moins dangereux de déduire de ces chiffres que la Nièvre étant un centre de production, il est normal qu'il en soit ainsi. Une expérience, bien longue déjà, a permis de constater, sans pouvoir souvent en donner une explication indiscutable, que certains Comptoirs voient leurs coffres se remplir continuellement des billets en excédent dans la circulation, alors que d'autres centres nécessitent un approvisionnement fréquent.

Rentrées et sorties de Billets

(Toutes catégories - en millions de francs)

			Décomposition		
			par nature de billets		
	Rentrées	Sorties		Rentrées	Sorties
1930	782	611	1.000	3.248	2.392
1931	734	547	500	478	472
1932	664	458	100	1.139	857
1933	639	459	50	166	126
1934	485	435	divers	34	34
1935	594	396			
1936	533	481	Totaux	5.065	3.881
1937	634	494			
	5.065	3.881			

RENTREES DES BILLETS (en millions de francs)

	PREMIER SEMESTRE			DEUXIÈME TRIMESTRE			Excédents des rentrées de gros billets dans le 2ème semestre
	Billets de mille et 500	Autres coupures	Total des rentrées	Billets de mille et de 500	Autres coupures	Total des rentrées	
1930	214,5	97	311.5	348.7	122.4	471.1	+ 134.2
1931	239,7	90.5	330.2	290.2	113.5	403.7	+ 50.5
1932	228	85.9	313.9	232.4	117.7	350.1	+ 4.4
1933	192,7	41.9	234.6	299.7	105	404.7	+ 107
1934	160,8	68.6	229.4	185.9	70	255.9	+ 25.1
1935	180,3	59.3	239.6	263.6	90.7	354.3	+ 83.3
1936	193.9	66	259.9	202.3	70.5	272.8	+ 8.4
1937	203.5	18	221.5	271.4	141	412.4	+ 67.9
	1.613.4	527.2	2.140.6	2.094.2	830.8	2.925.0	480.8

Les tableaux ci-dessus nous montrent la continuité des rentrées plus importantes dans le deuxième semestre de chaque année.

Nous notons également la forte proportion des billets de 1.000 francs et 500 francs dans la circulation, et il convient de remarquer le chiffre de 480 millions qui représente l'excédent des rentrées de gros billets pendant le deuxième semestre, au cours de la période choisie.

Dans ces conditions, il ne nous semble pas téméraire de prétendre que l'économie agricole est une des causes principales de cet aspect de la circulation des signes monétaires. La concordance des rentrées avec le cycle des opérations de l'élevage justifie d'ailleurs cette opinion.

CONCLUSION

Malgré le développement d'une crise sans précédent par sa durée et son universalité, les possibilités de redressement de notre économie agricole demeurent certaines.

Bien que les cours des denrées se soient relevés en 1937, les difficultés politiques, sociales et internationales expliquent l'état de malaise qui pèse toujours lourdement sur le pays et paralyse toutes les initiatives.

A ces causes de désordre, s'ajoutent les interventions artificielles qui, faussant le jeu des lois économiques, donnent des résultats souvent décevants et compromettent le rétablissement d'un équilibre durable.

Il n'est plus contesté par personne qu'aucune nation ne peut, actuellement, parvenir, par ses propres moyens, à retrouver la prospérité. Et cependant, journellement sont établis dans le monde de nouveaux procédés de défense, de plus hautes barrières douanières qui entravent une peu plus la circulation des marchandises et des capitaux ! Chaque pays désire ardemment la reprise des échanges internationaux, et en même temps, cherche, dans un nationalisme économique qui l'isole plus strictement encore, un salut illusoire.

Il apparaît néanmoins que le mal contient en lui-même son remède, et l'on peut supposer que cette solidarité étroite, qui s'impose à toutes les nations, suscitera le retour de relations économiques normales, après avoir été une cause d'aggravation de la crise que nous subissons.

Il ne peut être question de se laisser aller au découragement,

car notre pays a triomphé de crises non moins graves dans le passé.

Les Pouvoirs Publics ont, par les mesures prises, témoigné de leur volonté d'assainir le marché agricole. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire dans cette voie, et la revalorisation des produits agricoles doit être poursuivie, car c'est en améliorant les ressources de la classe la plus importante de la population que l'on peut espérer rétablir notre économie nationale.

Nous avons souligné les difficultés que les éleveurs ont dû surmonter pour amener la race à son état de perfection actuel. Une sélection attentive, pratiquée pendant plus d'un siècle, et l'action continue des Associations et Syndicats professionnels ont permis d'obtenir un succès aussi complet.

Tous les efforts doivent être coordonnés pour donner à la race charollaise l'essor qu'elle mérite, et développer l'exportation des produits dont le Nivernais est, à juste titre, très fier. Dans ce but, il importe tout d'abord, par une politique prudente, de rendre au paysan la confiance en l'avenir. Il est désirable qu'il puisse compter sur une rémunération équitable de son labeur, et il convient surtout de le mettre à l'abri de baisses de cours désastreuses qui, trop souvent, ont réduit à néant, en quelques jours, le fruit de nombreuses années de travail !

A chaque réunion d'agriculteurs, les dirigeants réclament le retour d'une paix sociale durable, — élément indispensable à la reprise des transactions sur le marché intérieur, — et souhaitent que des réglementations trop nombreuses ne viennent plus accroître les soucis des exploitants.

Les interventions de l'Etat ont été bien souvent critiquées ; et cependant, personne ne conteste qu'il avait le devoir de venir au secours de notre Agriculture en péril. On a dit que son action a été quelquefois maladroite ; mais n'eut-il pas été encore plus critiqué s'il avait appliqué les méthodes de certains états totalitaires, qui ne laissent plus aucune initiative aux producteurs,

Il faut aussi reconnaître que des résultats appréciables ont été obtenus en 1937 sur le marché de la viande, et dans la revalorisation du cinquième quartier. Les cours, malgré l'influence déprimante de la fièvre aphteuse ont été stables et en hausse sur l'année précédente...

Mais, en matière de Crédit agricole, il nous semble que l'on est déjà allé bien loin ! Le caractère mutualiste des Caisses de crédit agricole a virtuellement disparu, et, d'autre part, on peut se demander si toutes les facilités accordées n'ont pas manqué leur but et contribué à accroître l'endettement des classes rurales...

Il est permis de douter que l'Etat abandonne, à la fin de la crise, les prérogatives que, peu à peu, il a prises dans l'économie agricole. On doit alors souhaiter que se développent les Organismes professionnels qui pourront endiguer sa politique envahissante, et lui apporter une collaboration utile.

Un grave danger menace toujours l'existence même de notre agriculture : la désertion des campagnes ! Tous les moyens doivent être employés pour favoriser la petite exploitation, et maintenir à la terre la main-d'œuvre qui lui est nécessaire.

Pour arrêter cet exode vers la ville il faut que les Pouvoirs Publics et les Organismes agricoles unissent leurs efforts et continuent à faciliter l'accès à la propriété.

Cette grande tâche sera rendue plus aisée par le désir ardent qui tient au cœur de tout paysan, même le plus humble : « posséder sa terre » ! C'est cet amour profond pour le sol qui le nourrit que nous retrouvons dans ces lignes du grand écrivain anglais Rudyard Kipling :

« La vraie force de la France, c'est le sol. Mettez cent Francs la tête en bas, je parie que vous trouverez à la semelle des trois-quarts, pour le moins, les traces de la bonne glèbe natale ! Ils ont connu, enfants, le frisson qui précède l'aurore ; la fraîcheur du soir sur les poitrines découvertes ; la

« couleur, la sonorité, l'odeur des labours ; le bruissement sec
« des épis mûrs sous le soleil d'été, avant que les moissonneurs
« attaquent la récolte ; l'ombre des granges pleines de tenta-
« tions et de secrets. Ils rendent à la terre un culte qu'ils refu-
« sent parfois à d'autres dieux, et elle récompense leur
« amour !... »

Vu par M. BAUDIN, Président

et M. le Doyen.

Permis d'imprimer délivré par M. le Recteur de l'Académie
de Paris

Décembre 1937.

BIBLIOGRAPHIE

DE DAMAS : « *En Nivernais* » (1907).

Enquête officielle de 1929, communiquée par les Services de la Préfecture de la Nièvre.

GIRARD : *L'Agriculture de la Nièvre en 1928.*

Journaux d'informations et journaux agricoles divers.

NAUDIN Achille : *L'Industrie de l'Elevage dans la Nièvre.*

NOGARO : *Les Prix agricoles mondiaux et la Crise.*

Rapport sur les opérations des Caisses Régionales de Crédit agricole pendant l'année 1936, par le Ministre de l'Agriculture.

Revue Politique et Parlementaire. Articles de M. L. SALLERON.

SANSON André : *Hygiène des Animaux domestiques.*

SCHOEN Albert : *Les interventions de l'Etat et le Marché agricole français* (1936).

Renseignements fournis par :

M. BARDIN, Président de la Fédération des Syndicats d'Elevage de la Nièvre.

la Direction des Services agricoles de la Nièvre.

les Caisses de Crédit agricole et la Banque de France.

les Services de la Préfecture.

les Services du Herd-Book de la race charollaise.

de nombreux éleveurs.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre Premier

LE CADRE

I — Aspect Physique	9
a) <i>Le Morvan</i>	10
b) <i>Le Plateau Nivernais</i>	12
c) <i>La Plaine</i>	14
II — Le Climat	16
III — Population	17

Chapitre Deuxième

L'ÉLEVAGE

I — Historique de l'Élevage	23
II — Les Livres généalogiques — Le Herd Book	31
III — L'Élevage Bovin	39
a) <i>Généralités</i>	39
b) <i>L'Élevage ordinaire et l'élevage des reproducteurs</i>	45
IV — L'Embouche	52
V — Le Lait	67

Chapitre Troisième

ECONOMIE RURALE

I	— Production et Marché de la Viande	71
	a) <i>Marché mondial</i>	73
	b) <i>Marché français</i>	77
	c) <i>Revalorisation du Cinquième Quartier</i> ..	82
	d) <i>Influence de la fièvre aphteuse</i>	83
II	— Les Débouchés	85
	a) <i>La Villette et les Abattoirs régionaux</i> ..	85
	b) <i>Exportation</i>	89
III	— La Politique Agricole de l'Etat et l'Elevage	92
IV	— La Main-d'Œuvre et le Retour à la Terre	102
V	— La Propriété et les Modes d'Exploitation	109
	a) <i>La Propriété</i>	109
	b) <i>Le Faire-Valoir direct</i>	115
	c) <i>Le Fermage</i>	117
	d) <i>Le Méayage</i>	118

Chapitre Quatrième

LE CRÉDIT AGRICOLE

I	— Généralités	125
	Evolution du Crédit Agricole et Législation	130

II — Les Caisses de Crédit Agricole	137
a) <i>Le Crédit Agricole</i>	137
b) <i>Organisation générale des Caisses</i> <i>agricoles</i>	139
c) <i>Financement du Crédit agricole</i>	146
III — Le Crédit Agricole en Nivernais	151
b) <i>La Caisse Centrale de Crédit agricole</i> <i>mutuel</i>	156
c) <i>La Banque de France</i>	160
Conclusion	167
Bibliographie	171
